

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ESSAI HISTORIQUE

SUR LE

TITRE NOMINATIF ET SA TRANSMISSION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Vendredi 9 Novembre 1900, à 9 h. 1/2

PAR

MAURICE THUILLIEZ

Avocat à la Cour d'Appel
Lauréat de la Faculté de Droit de Paris
et du Concours général des Facultés

Président : M. MASSIGLI, professeur.
Suffragants { MM. GIRARD, professeur.
SALEILLES, professeur.

PARIS

A. CHEVALIER-MARESCQ & C^{ie} ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT

—
1900

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ESSAI HISTORIQUE

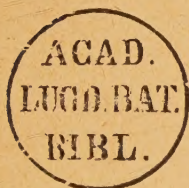
SUR LE

TITRE NOMINATIF ET SA TRANSMISSION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Vendredi 9 Novembre 1900, à 9 h. 1/2



PAR

MAURICE THUILLIEZ

Avocat à la Cour d'Appel
Lauréat de la Faculté de Droit de Paris
et du Concours général des Facultés

Président : M. MASSIGLI, professeur.
Suffragants { MM. GIRARD, professeur.
SALEILLES, professeur.

PARIS

A. CHEVALIER-MARESCQ & C^{ie} ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550232_0063

A MON PÈRE

A MA MÈRE

INTRODUCTION

Après s'être élevé à la conception du droit abstrait de propriété ou de créance considéré isolément et indépendamment de la réalité corporelle dans laquelle il réside ou de son objet matériel, l'homme dut donner à son tour un corps à ce concept, et, pour l'incarner sous une apparence sensible qui en soit le signe extérieur et permette d'en contrôler, d'en affirmer l'existence, il inventa ce que dans la langue de notre droit moderne nous appelons *le titre*.

Malheureusement, contre les intérêts d'une bonne terminologie, cette expression de titre dans notre vocabulaire juridique est susceptible de diverses acceptions, toutes autorisées par l'usage et la loi. C'est ainsi qu'outre qu'elle est prise dans le sens de moyen de preuve et qu'elle sert à éveiller l'idée de figuration extérieure d'un droit, elle est parfois employée pour désigner le fait juridique lui-même, l'événement d'où résulte la naissance, la modification ou l'extinction de ce droit.

On peut regretter cette amphibologie d'un terme

qui recouvre des notions au fond toutes différentes. On se l'explique toutefois. En pratique, avoir un droit qu'on est dans l'impossibilité de justifier équivaut à peu près à n'en avoir pas. Celui qui est sans droit aucun sur une chose, et celui qui, bien qu'y ayant un droit, ne peut apporter aucune démonstration du bien fondé de sa prétention, sont dans une situation identique, en résultat.

La preuve du fait et le fait lui-même sont si intimement liés par le mutuel appui qu'ils se prêtent, que la langue juridique elle-même en est arrivée à les comprendre sous la même expression.

Mais si diverse que puisse être la signification de ce mot, elle ne saurait être douteuse ici. Dans les locutions usitées en matière de bourse de titres de rentes sur l'Etat, de titres d'actions et d'obligations des entreprises financières, industrielles ou commerciales, l'expression de titre se rattache à n'en pas douter à la désignation par écrit sur le papier soit du droit de propriété afférant à chacun des associés dans l'actif des associations, soit du droit de créance existant envers l'Etat, les sociétés, les villes qui ont émis des obligations.

Ces titres, servant à constater les droits des rentiers, des actionnaires, des obligataires, se divisent au point de vue de la forme qu'ils sont susceptibles de revêtir en trois catégories qui sont : les titres nominatifs, les titres à ordre, les titres au porteur.

Le titre de rente, l'action ou l'obligation sont au porteur quand le nom du rentier, de l'actionnaire ou de l'obligataire ne figure pas sur le titre, de telle sorte que toute personne entre les mains de laquelle il passe a la faculté de se prévaloir des droits qui y sont indiqués ou attachés.

Le titre est dit à ordre lorsque le débiteur est tenu envers la personne désignée par le titre ou son ordre.

Le titre est nominatif quand le nom du propriétaire est à la fois mentionné sur les registres de l'établissement débiteur et sur le certificat qui lui est remis, de telle sorte que celui dont le nom figure sur le certificat et sur les registres est seul considéré comme rentier, comme actionnaire ou comme obligataire et peut seul se prévaloir des droits attachés à sa qualité.

Ces trois types de titre que revêtent la masse des valeurs de bourse rentrent dans une catégorie plus large : celle des titres ou des effets négociables qui, à côté des valeurs qui se négocient à la Bourse, qui correspondent à un placement et qu'on appelle les effets publics, comprend aussi des effets privés usités plus spécialement dans le commerce pour faciliter la circulation du numéraire dont ils font en quelque sorte fonction et qu'on désigne sous le nom d'effets de commerce.

Mais tandis que le titre au porteur est commun

aux deux sortes d'effets qui l'emploient très fréquemment les uns et les autres, la forme à ordre est en fait assez rarement, quoique parfois, appliquée aux effets publics et la forme nominative est absolument exclusive à ces derniers, les caractères de ses concurrents présentant sur elle, au point de vue des effets de commerce, des avantages qui l'ont éloignée de cette catégorie d'effets négociables.

La fonction des effets négociables est d'assurer la transmission des droits qu'ils constatent par des moyens autres plus expéditifs ou d'une constatation plus facile et plus simple que le procédé de cession ordinaire, tel qu'il est réglementé au Code civil par les art. 1689 et suivants. Une créance est dite cessible quand les formalités à remplir pour la transmettre sont celles que prescrivent les articles sus-visés du Code civil. Un effet est dit négociable quand le titre qui le constate peut être transporté soit par la simple tradition, si le titre est au porteur, soit par endossement si c'est un titre à ordre, soit au moyen d'un transfert opéré sur les registres de l'établissement débiteur, s'il s'agit d'un titre nominatif.

Mais le mode de transmission qui résulte de la forme du titre n'a-t-il d'importance qu'au point de vue de la dispense des formalités de la cession civile ? Si c'était là tout l'avantage que procurait l'emploi des voies commerciales de transport, il faudrait bien avouer qu'il serait minime, et en particulier on pour-

rait même dire nul lorsqu'il s'agit du transfert du titre nominatif.

Il est possible que la transmission résultant d'une simple tradition ou d'une formule d'endossement constitue sur les formalités de l'art. 1690 un certain progrès sous le rapport de la rapidité et de la facilité de l'opération à l'avantage des titres au porteur et à ordre. Mais dans le transfert on retrouve plutôt qu'une simplification une complication des formes de la cession de droit commun. Et en effet, en le décomposant, on y rencontre réunis cumulativement les deux procédés de cession indiqués alternativement par le Code civil : la déclaration de transfert du vendeur, tenant en quelque sorte lieu de la signification ; l'immatriculation sur les registres du débiteur, et la délivrance d'un certificat nouveau d'inscription au nom de l'acheteur pouvant être assimilées à l'acceptation (1).

Cette analyse du transfert qui consisterait dans une simple cession de créance, la forme négociable n'ayant qu'une fonction de publicité, exclurait de l'application aux titres nominatifs une règle qui s'est fait admettre comme étant la raison d'être économique de la négociabilité : l'opposabilité par le débiteur au dernier titulaire des exceptions qu'il aurait pu opposer aux titulaires précédents. Or la

1. Thaller, Des actions nouvelles souscrites et non encore émises, *Journal des sociétés*, 1882, p. 378.

pratique tend à faire profiter de cette inopposabilité les titulaires de titres nominatifs aussi bien que les bénéficiaires des titres à ordre et au porteur (1). Il faut donc, de toute nécessité, admettre que le transfert a modifié non seulement les formes, mais la nature même de la créance et ses effets.

Si les relations qui s'établissent entre le débiteur et les titulaires successifs d'un titre nominatif naissent par suite de la cession du bénéfice du contrat passé par le premier titulaire à ceux qui se rendent ses acquéreurs, il faut dire que ceux-ci ne peuvent faire valoir de prétentions qu'en argumentant non pas de leur propre droit, mais de celui de leur cédant. Ce droit ne leur appartiendra donc que dans la mesure et avec les effets qui lui appartenaient chez les précédents titulaires. Les ayant cause seront soumis aux vices du droit de leur auteur, et toutes les exceptions qui affaiblissaient ou anéantissaient la portée du droit quand il était dans le patrimoine du cédant et qui avaient pour cause des rapports juridiques existant entre celui-ci et le débiteur, toutes ces exceptions pourraient être valablement opposées au cessionnaire.

Si cette explication et ce résultat devaient être admis il faudrait renoncer à voir le titre nominatif se placer au nombre des valeurs de circulation véri-

1. Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, n. 724 et s.
Minard, *Du titre nominatif*, p. 48 et s.

bles. Qu'a-t-on voulu par la création de la forme négociable ? la circulation rapide et sûre du titre. N'est-il pas indispensable dès lors, pour atteindre le but souhaité, que, de même que le détenteur d'un titre au porteur, l'acquéreur d'un titre nominatif n'ait pas à s'inquiéter des relations personnelles ayant existé entre ses divers prédécesseurs et l'émettant ? La nécessité dans laquelle se trouverait l'acquéreur de vérifier la qualité, la capacité des précédents aliénateurs, la cause de l'engagement, la validité des consentements échangés, l'objet du contrat, fondements de recours possibles, apporterait à la négociation des titres nominatifs des entraves gravement préjudiciables aux intérêts du crédit et de la circulation.

Il faut à tout prix éviter que l'on puisse exiger de lui la preuve de la légitimité des mutations successives, preuve qui serait bien souvent impossible à fournir en fait, surtout pour les titres d'origine ancienne qui auraient été déjà l'objet de multiples négociations. Il se peut sans doute que cette protection de l'acquéreur consacre, dans certains cas, une iniquité. Au fond la non-opposabilité des exceptions a la même raison d'être que la prescription : elle n'est pas faite pour venir en aide aux usurpateurs ; si ceux-ci en profitent, ce n'est qu'accidentellement et comme en passant dans la foule de ceux que la loi a voulu et a dû vouloir protéger. L'une comme

l'autre institution ont pour fondement l'intérêt économique de la stabilité et de la sécurité des droits ; elles sont faites pour éviter les contestations indéfinies sur les biens.

Mais alors comment expliquer que le débiteur ait perdu le droit d'opposer au cessionnaire les exceptions dont il pouvait se prévaloir contre les auteurs de ce dernier ? Ce n'est pas donner un fondement juridique bien solide à cette idée que de considérer le débiteur qui émet un titre négociable comme ayant accepté lors de la création du titre tous les cessionnaires comme créanciers personnels. C'est juxtaposer deux idées incompatibles que de parler à la fois d'une cession de créance entre l'acquéreur du titre et son précédent titulaire et d'une sorte d'engagement direct de l'émettant envers celui-là. Il faudrait d'abord rendre compte du phénomène en vertu duquel le débiteur a pu contracter un engagement envers les personnes futures, incertaines que sont pour lui les acquéreurs ultérieurs du titre. Il est vrai que l'intervention forcée du débiteur à chaque opération de transfert d'un titre nominatif pourrait autoriser une explication que les formes au porteur et à ordre ne comporteraient pas. Ce serait de considérer chaque immatriculation de nouveau titulaire comme une acceptation de la cession de créance de la part du débiteur. Mais encore, il faudrait choisir : ou bien l'émission du titre nominatif

vaut acceptation anticipée ou l'immatriculation vaut acceptation actuelle de la cession analogue à l'acceptation résultant de l'article 1690 Code civil, et alors la non-opposabilité des exceptions ne s'explique pas ; ou bien il existe un engagement direct entre le débiteur et chaque titulaire successif, ce qui explique la non-opposabilité des exceptions, mais ce qui enlève aussi tout point d'appui à la théorie classique de la cession de créance.

Dira-t-on alors que l'émettant du titre nominatif a, par le fait de la création du titre négociable, renoncé à opposer, lors de chaque transfert, à tous les cessionnaires du titre, les exceptions nées du chef des créanciers antérieurs ? Ceci revient à dire qu'à chaque cession un engagement nouveau est contracté envers le cessionnaire par le débiteur qui prend envers lui un engagement direct. Il ne faut pas oublier en effet quand, employant la terminologie romaine, on parle d'exceptions que celles-ci sont proprement dans notre droit des faits qui ont entraîné la nullité ou l'extinction de la créance. Renoncer à une exception, c'est donc moins consentir à ne pas invoquer le droit qu'on a de paralyser une poursuite qu'on pourrait rendre inefficace que contracter un engagement nouveau ; c'est créer un rapport de droit indépendant et dépouillé des vices de l'ancien qui était éteint et qu'on n'a pas fait revivre.

Or, l'étude historique que nous allons faire du titre nominatif de rente dans l'ancien droit français nous montrera que c'est bien ainsi qu'on avait fini par envisager l'opération dite du transport des rentes. D'abord la transmission fut une cession de droit commun avec ses conséquences ordinaires. Puis sous Louis XIII, grâce à l'obtention des lettres de ratification, nous verrons la propriété des rentes affranchie aux mains de son acquéreur des charges hypothécaires qui, en leur qualité d'immeubles, pouvaient les grever. Nous verrons même soutenir déjà sous ce système que l'effet des lettres était de libérer la rente de tous les vices qui l'affectaient, de purger la propriété elle-même et d'assurer à l'acquéreur une propriété incommutable.

C'est vers le milieu du xviii^e siècle enfin que, avec la procédure de la reconstitution et la quittance de finance substituée au contrat notarié, nous relevons l'apparition d'un mécanisme nouveau de transfert s'analysant très exactement en une libération de l'Etat débiteur vis-à-vis du titulaire immatriculé dont le droit se trouve annulé par le remboursement qui lui est fait de sa rente, et en un engagement nouveau consenti par l'Etat au profit du titulaire acquéreur, successeur de l'ancien rentier en apparence seulement, en réalité créancier direct et personnel du Trésor, investi d'un droit autonome, indépendant de celui dont bénéficiait le titulaire remboursé, définitivement éteint.

C'est cette procédure simplifiée dont elle s'est approprié l'esprit que la Convention a mise à profit dans l'organisation du transfert sur le livre de la Dette publique, chaque inscription nouvelle en remplacement d'une précédente annulée se ramenant à l'idée d'un engagement direct et nouveau consenti au nouveau titulaire par l'Etat débiteur.

Nous exposerons ensuite ce que nous savons des titres nominatifs d'actions dans les sociétés, à propos desquels toutefois les renseignements conservent encore un caractère quelque peu imprécis dans la pratique française.

Mais, auparavant, nous ferons précéder cette étude d'ancien droit national d'un exposé de la condition juridique à Rome de la *pars* des Sociétés Vectigaliennes où il est permis de voir l'origine du titre nominatif d'action librement cessible.

Nous verrons ainsi qu'il y a dans cette croyance que les actions industrielles et financières, de même que leurs titres négociables sont des inventions récentes une erreur absolue, et il sera curieux d'observer les vieilles théories romaines pliant leur rigidité un peu simpliste aux nécessités du crédit que la pratique avait la ferme volonté de satisfaire. Il ne faut évidemment pas toutefois se représenter les titres d'alors sous la forme perfectionnée qu'ils ont reçue aujourd'hui, et nombre de questions qui s'y rattachent laissent encore à l'hypothèse une trop large

place pour que l'on puisse, sans risquer de s'égarer, prétendre entrer dans tous leurs détails.

Tandis que l'étude du titre nominatif de rente dans notre ancien droit présente une utilité dogmatique autant qu'historique, en ce qu'elle permet de relier le présent au passé qu'il continue, il se peut que celle de la *pars* ne se recommande à nous que par un pur intérêt d'histoire. Mais quand bien même les faits que nous constaterons ne seraient pas d'un grand secours à l'intelligence de la pratique moderne, ils seront par eux-mêmes assez dignes d'attention en ce qu'ils nous permettent d'affirmer l'existence à Rome d'un titre de créance ne consistant point seulement en une pure entité intellectuelle, mais en une valeur patrimoniale ayant une vie pour ainsi dire indépendante des relations personnelles du créancier et du débiteur, pouvant se transmettre activement d'une main à une autre et qu'on peut voir attachée en quelque sorte à une chose aussi bien qu'à un individu.

PREMIÈRE PARTIE

Le Titre Nominatif à Rome

CHAPITRE PREMIER

INEXISTENCE DU TITRE D'EMPRUNT D'ETAT

Pour soutenir ses services ordinaires et réguliers, pour subvenir aux charges extraordinaires, aux dépenses imprévues, l'Etat romain ne semble pas avoir, au moins normalement, employé le procédé auquel on a eu si souvent recours dans les temps modernes, l'emprunt. Les produits du domaine et les impôts perçus dans les provinces formaient les ressources courantes d'un gouvernement arbitraire qui ne s'écarta jamais de l'habitude qu'il avait prise de traiter les provinces en pays conquis et de leur faire porter tout le poids des dépenses publiques. Les impôts supplémentaires s'ajoutaient aux impôts

ordinaires, les impôts extraordinaires aux suppléments et ainsi de suite, tant que l'exigeaient les nécessités publiques, et tant que la matière imposable pouvait rendre quelque chose (1).

Nous savons toutefois que dans le temps de crise de la seconde guerre punique, alors que les ressources se tarissaient, le Sénat, acculé à la nécessité des mesures exceptionnelles, après avoir abaissé le titre ou le poids des monnaies, autorisa l'ouverture d'une sorte d'emprunt, et la création d'une banque de prêts aux particuliers pour le rachat des captifs dans les conditions suivantes. Les tuteurs des pupilles et ceux des femmes nubiles *sui juris*, soumises alors à la tutelle perpétuelle, qui devaient faire emploi des deniers de la personne en tutelle, furent admis à les placer volontairement au Trésor. Tite-Live qualifie ce fait de dépôt (2). C'était en tout cas un dépôt irrégulier et très analogue au *mutuum*, puisqu'on voulait venir en aide au Trésor à qui les fonds servaient à faire des avances aux citoyens pour la rançon des captifs, et qu'il ne s'agissait pas pour lui de garder des sacs cachetés et de rendre les deniers mêmes reçus. Mais, comme des fonds confiés à titre de simple dépôt, ils devaient être restitués sur sa réquisition au tuteur qui justifiait d'un emploi réalisé au profit de l'incapable.

1. Madvig, *L'État romain*, trad. Morel, t. IV, p. 60.

2. Tite-Live, XXIV, 18.

Cela étant, on n'aurait pas conçu à propos de la créance née du dépôt ou du *mutuum* l'existence d'un titre négociable. Il eut été sans utilité pour le tuteur ou son pupille qui pouvaient retirer les fonds à leur volonté, dès qu'ils voulaient les appliquer à l'achat d'un bien.

D'un autre côté, l'administration romaine des Cités nous montre des exemples relativement fréquents d'emprunts contractés pour l'exécution de certains services locaux. Mais pas plus pour ces opérations que pour celles que nous venons de faire connaître on ne sentit le besoin de titres négociables.

Le tiers du revenu des villes était affecté à leurs travaux publics. Si ce tiers était insuffisant pour terminer les ouvrages commencés, les villes de grande importance, *clariores*, pouvaient obliger les villes moins considérables, *minores*, à leur prêter le complément sur leurs propres revenus. Cet emprunt ne pouvait avoir lieu qu'après justification rapportée par la Cité qui en profitait de l'épuisement complet des ressources destinées à cet objet. Il devait être autorisé par le gouverneur de la province et le préfet du prétoire. De plus il devait être porté à la connaissance de l'Empereur (1).

Cet emprunt dont il paraît que le remboursement

1. Code Théod., XV, 1, 26. *De operibus publicis*.

pour les Municipales qui avaient avancé les fonds était fort aléatoire n'était en réalité qu'une contribution forcée établie sur les petites villes au profit des grandes (1). Avec un tel caractère il est clair que ces créances ne pouvaient faire l'objet d'une négociation active : elles n'auraient pas aisément rencontré d'acquéreurs. Dans ces conditions on ne peut s'attendre, à supposer même que l'opération donnât lieu à la remise d'un titre, à trouver ici un effet négociable, un titre de circulation nominatif ou autre.

1. Bouchard, *Administration des finances de l'Empire romain*, p. 487. — Serrigny, *Droit public et administratif romain*, t. II, p. 228.

CHAPITRE II

L'ESCLAVAGE AJOURNE LA FORMATION DES GRANDES SOCIÉTÉS.

Nous allons avoir à rechercher maintenant si l'on voit apparaître à Rome le titre nominatif comme représentatif de droits dans les sociétés.

Ce n'est pas la haute antiquité romaine qu'il faut songer à interroger sur l'origine de la concentration des capitaux et de la division des valeurs. La liberté d'association dont la base est l'égalité entre les associés n'était pas compatible avec l'esclavage, régime de servitude pour les uns, de despotisme pour les autres. Et l'utilisation que les Romains firent de cette institution en matière commerciale devait, au moins, retarder à Rome la formation des grandes compagnies de citoyens.

L'institution de l'esclavage leur fournit en effet le moyen facile de concilier et leur désir de s'enrichir, fût-ce par le commerce, et leur désir de ne pas

figurer eux-mêmes dans les opérations commerciales. L'esclave était un gérant, un commis, un homme de confiance que le maître pouvait toujours avoir sous la main, et la constitution à l'esclave d'un pécule permettait au maître de prendre une situation très semblable à celle du commanditaire ou de l'actionnaire de nos sociétés modernes. Le maître fournissait à l'esclave des fonds pour former ce pécule, base des affaires futures, patrimoine du fonds de commerce. Ceux qui traitaient avec l'esclave, gérant investi de ce pécule, savaient très bien que le maître ne répondait de rien en dehors de sa mise de fonds, et quand l'esclave contractait une dette, ce n'était pas, à vrai dire, au nom de son maître, simple commanditaire en quelque sorte, mais au nom de cette valeur individualisée, de cet être de raison que formait le pécule servile.

Cette limitation de la responsabilité du maître par rapport aux tiers par le moyen du pécule servile et jusqu'à concurrence seulement de son montant, en produisant un des principaux avantages que recherchent nos modernes capitalistes dans les commandites ou dans les actions des sociétés anonymes où personne n'est responsable sur ses biens propres, rendait inutile la formation de sociétés analogues à celles du droit actuel où se rencontrent les actions et les obligations représentées par des titres.

Mais le jour où, par l'étendue progressivement

développée de son territoire dont les frontières ne s'arrêtaient qu'aux rivages des mers ou aux rives des grands fleuves, par l'incorporation des peuples conquis, Rome dût prendre et s'approprier, du moins en partie, les mœurs et les aptitudes diverses des habitants des bords de la Méditerranée, ce jour-là elle fut amenée à participer elle-même au grand commerce et au trafic maritime que vinrent faciliter les progrès accomplis dans l'art de la navigation. Dès lors un seul commerçant ne pouvait plus, par l'intermédiaire de ses esclaves, faire face aux nécessités de l'alimentation d'un négoce actif. De là naquirent les associations pour le commerce des blés, des vins, des esclaves ; de là les sociétés pour les opérations de banque, *socii argentarii* ; de là les *Publicani* et leurs *societates vectigales* organisées pour la perception des impôts dans les provinces conquises dont l'immensité du territoire avait suggéré aux Romains la mise en ferme. Et c'est au sujet de ces sociétés que nous allons avoir à relever des observations du plus haut intérêt pour le sujet qui nous occupe.

CHAPITRE III

DE L'ORGANISATION DES SOCIÉTÉS DE PUBLICAINS ET SPÉCIALEMENT DU CARACTÈRE DES PARTES

Le droit commun des sociétés à Rome, dont le principe dominant était le *jus fraternitatis* avec ses conséquences de la dissolution de la société à chaque décès d'associé, de la faculté réservée à chacun de se dégager quand il le jugeait utile, rendait impossible à ces sociétés l'entreprise d'œuvres de longue haleine. Le nombre des associés y étant forcément restreint ne leur permettait pas davantage de réunir des ressources étendues. Aussi le jour où l'Etat qui avait foi dans la puissance d'initiative de l'intérêt privé voulut s'en remettre aux particuliers du soin de percevoir ses impôts, d'exploiter ses mines et ses carrières, d'exécuter ses travaux publics, il fut dans la nécessité de modifier pour ses fermiers le régime ordinaire de l'association.

La charge et la responsabilité de ces grosses opé-

ractions ne pouvaient être assumées que par des sociétés disposant de ressources financières considérables et dont la survie fut assurée au décès des sociétaires. La législation se plia à cette nécessité et le *jus fraternitatis* n'eût rien de commun avec ces sociétés où ce sont plutôt les capitaux que les personnes qui s'unissent, au point que nous pouvons affirmer qu'elles reçurent une organisation très semblable à celle de nos modernes sociétés par actions (1).

Il paraît certain que la Rome royale ne connut guère le procédé des adjudications de l'Etat. C'était le roi lui-même qui, par l'intermédiaire de ses agents, percevait les revenus publics et faisait exécuter les grands travaux d'intérêt général (2). Mais, comme nous venons de l'observer il y a un instant, le jour où ses succès militaires eurent transformé Rome en un grand peuple méditerranéen, et où l'*ager provincialis* se fut démesurément étendu sans que les rouages de l'administration eussent suivi un développement parallèle, on appliqua notamment et surtout pour la perception de l'impôt et l'exécution des travaux publics le système des adjudications.

Les patriciens, que les interdictions sévères du plébiscite Claudien (3) tenaient éloignés des spécu-

1. Accarias, *Précis de droit romain*, t. II, p. 340.

2. Tite-Live I, 56 ; II, 59.

3. Probablement de l'année 249.

lations financières, durent s'abstenir de soumissionner les fermes des impôts. Les chevaliers au contraire issus de la plèbe rustique ou des cités municipales que leur fortune élevait à la première classe de la société n'étaient retenus par aucune prohibition. Ils se firent publicains, c'est-à-dire qu'ils se présentèrent et se firent accepter aux diverses adjudications auxquelles donnaient lieu les différentes branches du revenu public qu'on appelait *Publica* (1).

Nous savons que les mêmes publicains se portaient assez fréquemment adjudicataires de plusieurs entreprises. C'est ainsi qu'on voit certaines sociétés qui, outre qu'elles se chargent de la perception de plusieurs impôts, se font en même temps entrepreneurs de transports, de travaux publics, exploiters de mines et de salines. En Sicile même, où l'application d'un régime de faveur avait morcelé plus que partout ailleurs les adjudications qui se faisaient sur place et qui se trouvaient limitées à des opérations restreintes, nous voyons une même société chargée simultanément de la perception de plusieurs impôts : la même compagnie dont Carpinatius, l'ami et le complice de Verrès, était le *promagister*, avait à la fois la ferme des impôts sur les récoltes, des douanes et des *scripturæ*. Pour l'Asie, les adjudications qui se faisaient à Rome,

1. Cic. *In Verr*, II, III, 72.

comprenaient au contraire normalement en bloc l'ensemble des impôts de la province (1).

A raison même de l'étendue considérable des affaires qu'elles avaient à traiter, les sociétés de publicains devaient avoir à leur disposition un personnel imposant, dont une partie venait de Rome avec le *promagister* lui-même, dont la majorité sans doute était prise dans la province où on l'employait. Et de fait, nous savons que ces agents composés fréquemment d'esclaves et d'affranchis, scribes, agents de perception et de contrainte, *coactores*, messagers, *tabellarii*, étaient très nombreux. L'Évangile nous parle de la *turba multa publicanorum* (2) et Cicéron de *maximas familias quas in salinis habent, quas in agris, quas in portubus atque custodiis* (3).

Pour mener à leur terme ces formidables entreprises, pour nourrir et entretenir ce personnel nombreux d'employés, il fallait des ressources correspondantes. Nous allons voir que les sociétés fermières les trouvaient dans l'appel au crédit et dans l'offre qu'elles firent au public de participer à leurs bénéfices, en mettant à sa disposition de véritables actions dont nous allons avoir à déterminer le caractère.

1. A. Deloume, *Les manières d'argent à Rome*, pp. 118 et 252.

2. Ev. Luc, V, 27 à 30.

3. Cic., *Pro lege Manilia*, VI.

Ce n'est certes pas les écrits des jurisconsultes qui ont été colligés par la législation du Bas-Empire qui nous autorisent à parler ainsi. Il y avait beau temps à l'époque où ont été rédigées les compilations de Justinien que les grandes compagnies et les actions avaient vécu. Les grandes sociétés, qui ne purent jamais se constituer à Rome qu'avec l'autorisation ou plutôt en vertu d'une délégation que leur donnait l'Etat, furent aisément supprimées par lui le jour où, devenues trop puissantes, elles furent considérées comme un obstacle à son gouvernement. Sous Tibère la perception de l'impôt foncier avait cessé d'être confiée aux publicains pour passer aux mains de fonctionnaires salariés de l'Empereur. Peu à peu les entreprises importantes leur sont retirées et Pline nous apprend que de son temps, c'est-à-dire sous Trajan, les sociétés vectigaliennes n'étaient plus qu'un ramassis de vils esclaves affranchis de la veille (1).

On ne s'étonnera donc pas de ne presque rien trouver sur elles dans les rares textes qui leur sont consacrés à l'époque classique. Les publicains avaient alors perdu toute leur puissance. Le grand mouvement de spéculation qu'ils avaient créé n'existait plus. Ce sont les témoins attentifs de l'époque de leur splendeur qui nous fourniront les précieux ren-

1. *Le Droit Public Romain* Mommsen. Trad. Girard, t. VI, 2^e partie, p. 112.

seignements que nous allons avoir maintenant à souligner et c'est surtout dans les œuvres de l'historien Polybe et de l'avocat Cicéron que nous aurons à les découvrir.

Les censeurs adjugeaient sur le Forum les entreprises des travaux publics, les fournitures pour les armées à ceux qui s'en chargeaient pour le moindre prix. Ils affermaient au plus haut prix la perception des impôts.

L'adjudicataire s'appelait *manceps* parce que disent Festus (1) et Cicéron (2) il levait la main pour se faire attribuer l'adjudication aux enchères. C'était le *manceps*, que Polybe appelle le premier ou le chef des publicains (3), qui représentait la compagnie vis-à-vis de l'Etat. Notons qu'il pouvait y avoir plusieurs *mancipes* et qu'il était permis de se faire représenter à la mise en adjudication par un *nuntius* (4).

A côté des *mancipes*, intervenaient des garants ou *prædes* qui s'obligeaient à indemniser l'Etat en cas de manquement des *mancipes* aux clauses et conditions du cahier des charges, dit *lex censoria*. Les biens des *mancipes*, solidairement responsables (5), étaient en outre engagés à l'Etat par une sorte d'hypothèque (6).

1. V. *Manceps*.

2. Cicéron, *In Verr.*, II.

3. Polybe, liv. VI, chap. 15.

4. L. 32 et 33, Dig. 17, 2, *pro Socio*.

5. L. 13 Code 4, 65, *De loc. et cond.*

6. L. 38, paragr. 1, Dig. 42, 5, *de reb. auctor. jud. possid. vel vend.*

Ces garanties pouvaient suffire à l'Etat lorsqu'il s'agissait d'adjudications de peu d'importance. Mais à des entreprises aussi vastes que le recouvrement des impôts de toute une province, il fallait des capitaux énormes que la bourse du *manceps* et des *prædes* n'aurait pu fournir. L'Etat, dont la garantie n'aurait pas été suffisamment assurée, devait donc, par la nécessité même des choses, être amené à faciliter pour ces sortes d'entreprises l'accumulation des capitaux et à élargir le cercle de cette association encore un peu étroite.

De là, à côté de ceux qui se chargeaient personnellement du bail des impôts, à côté de ceux qui se portaient cautions *in infinitum*, la présence dans ces compagnies de simples bailleurs de fonds ou commanditaires dont la responsabilité se limitait à l'apport social. Ce sont ceux que les textes appellent *affines* ou *participes* à cause des *partes* dont ils étaient nantis.

Ces *affines* contractaient avec le *manceps* soit avant, soit après l'adjudication faite par les censeurs. S'ils souscrivaient leurs parts avant que l'adjudication soit intervenue, la société qu'ils avaient ainsi constituée se trouvait soumise à une condition suspensive : il fallait que le *manceps* fut déclaré adjudicataire. Et aussitôt que la ferme avait été accordée au représentant de l'association, la société vectigaliennne existait.

Cette société comprenait donc trois catégories d'associés : le *manceps*, les *prædes*, les *affines* : les deux premières que les textes désignent sous le nom générique de *socii*, responsables vis-à-vis de l'Etat, tenus indéfiniment des engagements sociaux, les *affines* étant de simples bailleurs de fonds, irresponsables au-delà de leur apport.

C'est dans cette catégorie d'associés porteurs de *partes* que l'on peut voir apparaître, dans ce passé lointain, une situation analogue à celle de nos modernes actionnaires, et c'est le rôle qu'ils jouaient dans la société vectigaliennne que nous devons nous efforcer maintenant de préciser.

D'abord l'*affinis* ou *particeps* n'est pas un simple créancier de la société vectigaliennne à laquelle il aurait prêté ses fonds pour un temps déterminé : c'est un véritable associé. Mais le droit qu'il a dans la société est très dissemblable de celui des *socii* desquels plusieurs textes le distinguent soigneusement.

Voici, à cet égard, un texte de Tite-Live sur lequel quelques observations utiles peuvent être présentées : « *Ne quis eorum qui Q. Fulvio, A. Postumio censoribus publica vectigalia aut ultro tributa conduxissent, ad hastam suam accederit sociusve aut affinis ejus conductionis esset* ». (XVIII, 16).

Ce texte rapporte une clause du cahier des charges élaboré par les censeurs Claudius Pulcher et

Sempronius Gracchus et par laquelle ils excluait du concours aux enchères tous ceux qui avaient pris part aux fermes sous une censure précédente. Or, d'après ce texte, la prohibition n'était pas seulement de se porter adjudicataire en nom comme *manceps* (*ad hastam accedere*), mais encore elle s'étendait à la qualité de *socius* et même d'*affinis*.

Ce texte distingue ainsi nettement les diverses qualités que l'on peut avoir dans une société vectigaliennne; et il nous permet d'affirmer que l'*affinis* est bien attaché à l'entreprise, qu'il traite avec la société elle-même et non pas simplement avec un *socius* qui lui céderait une part d'intérêt dans les bénéfices sociaux à lui revenir. Le *particeps* est, dit Tite-Live, *affinis conductionis*. Il n'est pas *socius socii*. Il n'est pas un simple croupier.

Si l'*affinis* n'était pas un véritable associé, comprendrait-on d'ailleurs l'exclusion dont parle Tite-Live? Il n'est pas possible, même au plus haut degré de l'arbitraire, d'interdire à une personne qui n'aurait été en rien mêlée aux affaires d'une société, puisque *socii mei socius socius meus non est* (1), de prendre part aux enchères d'une adjudication, à raison du simple lien d'obligation⁴ qui l'aurait rattaché à un associé.

Cicéron rapporte une exclusion analogue à celle

1. L. 20, Dig. XVII, 2, *Pro socio*.

dont Tite-Live fait mention. Verrès, ayant mis en adjudication, en sa qualité de prêteur, des constructions de colonnes à faire pour un pupille, avait inséré dans la *Lex* la disposition suivante : « *Qui de L. Martio, M. Perpenna censoribus redemerit eum socium ne admittito, neve ei partem dato, neve ei redimito* ». (In Verr., II, 1, 55).

Cicéron remplace le mot *affinis* dont s'était servi Tite-Live par l'expression *partem dare vel redimere* (1). Les droits des *affines* étaient en effet constatés par des *partes*, d'où leur autre nom de *participes*, par lequel les textes les désignent aussi bien souvent, et ce sont ces *partes* sur lesquelles nous nous appuyons pour soutenir que Rome a connu le titre nominatif d'action.

Cornelius Nepos nous apprend (In Attico, chap. 6) que Pomponius Atticus « *nunquam ad hastam publicam accessit, nullius rei neque præs, neque manceps factus fuit* » et cependant nous savons par Cicéron qu'il avait des parts dans une compagnie d'impôts.

1. Ce texte de Cicéron nous permet de faire ici une observation intéressante : il s'agissait, dans l'espèce rapportée, de l'adjudication de travaux d'intérêt privé. Or, tout comme s'il s'agissait de la mise aux enchères de travaux publics ou de la ferme des impôts, il est question de *socii* et de ceux qui se font *dare vel redimere partes*. D'où l'on peut conclure que par le fait seul de l'intervention du magistrat dans l'adjudication, les adjudicataires de travaux privés pouvaient s'organiser en société jouissant du même régime que les sociétés de publicains, avec des *socii* et des *participes*.

(Lettre 19, l. 1, ad Atticum). Les deux textes s'expliquent ainsi : Atticus faisait partie des sociétés de publicains, non à titre d'adjudicataire ou de caution, mais en qualité de simple bailleur de fonds : il n'était ni *præs*, ni *manceps*, il était *particeps* ou *affinis*.

L'historien Polybe nous parlant de ces sociétés fermières nous dit aussi clairement que possible dans une étude dont l'objet n'est pas essentiellement juridique, à quels titres divers on en peut faire partie : « Les uns se portent eux-mêmes directement adjudicataires devant les censeurs, d'autres cautionnent les adjudicataires, d'autres font société avec eux et d'autres, sous leur nom, apportent des fonds à ces entreprises publiques » (1).

Nous voyons successivement défiler dans cette énumération les *mancipes*, les *prædes*, les *socii* et les *affines*. C'est à propos de ces derniers que notre auteur nous dit qu'ils apportent des fonds sous le nom des *socii*, qu'ils ne figurent pas en nom dans l'entreprise.

Voici encore un texte intéressant le sujet qui nous retient en ce moment. C'est un texte d'Asconius, *In divin*. « *Aliud enim socius, aliud particeps qui certam partem habet, et non indivise agit ut socius* ».

1. Voici le texte même de l'auteur grec : « Οἱ μὲν γὰρ ἀγοράζουσι παρὰ τῶν τιμητῶν αὐτοὶ τὰς ἐκδόσεις, οἱ δὲ κοινωνοῦσι τοῖς, οἱ δ' ἐγγυῶνται, τοὺς ἡγαρχάτας, οἱ δὲ τὰς οὐσίας διδόνασιν ὑπὲρ τούτων εἰς τὸ δημοσίον » (*Hist.*, VI, 17).

Le *particeps* est celui qui a une part déterminée, et il n'agit pas indivisément comme un associé.

Que signifie cette deuxième formule ? Elle est susceptible de deux explications différentes qu'il nous faut tour à tour indiquer. D'abord, et c'est le sens qui se présente peut-être le plus naturellement à l'esprit, cela peut vouloir dire que le *particeps* ne peut pas agir pour la société considérée dans son ensemble, indivisément, comme pourrait le faire un *socius*. Mais cela peut signifier aussi qu'à la différence du *socius*, il ne peut exercer de droit contre la société tant que dure l'état d'indivision.

D'après la première traduction, Asconius aurait exprimé l'idée que le *particeps* ne représente pas la société vis-à-vis des tiers et qu'en conséquence il ne peut les poursuivre en justice au nom de celle-ci. Ce sens concorde très bien avec le texte de Polybe qui nous dit qu'il met son argent dans l'entreprise sous le nom des associés. S'il ne figure pas en nom dans la société, il est tout clair que les tiers qui ne le connaissent pas et ne peuvent avoir aucun rapport avec lui n'ont pas à craindre de poursuite de sa part, pas plus qu'ils ne peuvent en exercer contre lui.

Mais si tel est le sens de la formule, pourquoi avoir ajouté le mot *indivise* ? En effet, du moment où le *particeps* ne paraît pas en nom dans la société aux yeux des tiers, et cela peut être considéré comme

établi par le texte de Polybe, il est certain qu'il ne peut agir contre eux et que ses actes sociaux ne peuvent se produire à leur égard ni *divise* ni *indivise*.

C'est pourquoi on se trouve amené alors au second sens que nous avons donné à la formule et qui indique quelque chose de plus intéressant peut-être. Asconius aurait envisagé les droits de l'*affinis* non plus à l'égard des tiers, mais à l'égard des *socii*. Et son idée pourrait se paraphraser ainsi. Tant que dure l'état d'indivision, tant que la société existe, le *particeps* n'a pas d'action à faire valoir contre la société. Son droit se règle le jour de la liquidation et du partage. Il ne peut s'exercer pendant l'indivision, *non indivise agit*.

Nous croyons en effet que de même que le commanditaire de nos modernes sociétés par actions, le *particeps* n'était passible des pertes que jusqu'à concurrence des fonds qu'il a mis dans la société. Cela nous semble résulter d'abord de ce que le *particeps* ne figurait pas en nom dans la société, de ce qu'il y portait son argent au nom des *socii*. Cela résulte en second lieu de ce que, comme nous aurons occasion de le voir plus loin, le droit du *particeps*, la *pars*, est aliénable. En ce sens enfin militerait le texte qui forme l'objet de notre présent examen.

Si la responsabilité du *particeps* est mesurée à son apport, on comprend très bien qu'il ne puisse

troubler la société dans son exercice. Si les commanditaires de nos sociétés modernes ne sont pas indéfiniment responsables des actes de la société, c'est parce qu'ils n'ont aucun pouvoir de gestion. Les deux idées sont intimement liées. La législation romaine avait, selon nous, adopté cette corrélation imposée par la nature même des choses.

Le *particeps* n'avait aucun pouvoir de direction. Il n'avait aucune fonction active à remplir dans la société dont la direction générale appartenait à un *magister* siégeant à Rome et qui devait être assez ordinairement un des *mancipes*. Un sous-directeur, *pro magister*, représentait la société dans la province où elle opérait, ayant la surveillance directe des commis (*coactores*), employés libres (*operas*) recevant des salaires journaliers (*capturas*) et esclaves appartenant à la compagnie (1).

Le seul droit qui appartenait au *particeps* était, en dehors des dividendes afférant à sa part et qui lui étaient distribués au cours de l'exercice de la société, son seul droit était de retrouver sa part au jour de la liquidation et du partage. Si la société était en perte, il ne lui était rien dû, sans qu'il fût cependant obligé de contribuer au passif social pour une somme excédant son apport. Si de la liquidation il résultait un bénéfice il concourait utilement au par-

1. Madvig, *L'État romain*, t. IV, p. 62. Marquardt, *L'Organisation financière chez les Romains*. Trad. Vigie, p. 381 et 382.

tage. L'idée d'Asconius était donc que le *particeps* ne pouvait faire valoir ses droits que sur l'actif fixé dans la liquidation, et non pendant l'indivision.

Cette interprétation trouve un point d'appui solide dans l'autre partie du court texte que nous avons transcrit et sur laquelle il convient maintenant d'attirer l'attention « *particeps qui certam partem habet et non indivise agit ut socius.* »

Le *particeps* a une « *pars certa* ». Qu'est-ce à dire ? En droit romain, comme nous le faisons encore dans notre législation française, on distinguait à un certain point de vue les choses en corps certains et choses de genre. Le principal intérêt de cette division se présentait à propos de la perte de la chose due par cas fortuit. Si l'objet de l'obligation était un corps certain et déterminé, si ce corps certain a péri, et si cette perte résulte, non de la faute du débiteur, mais d'un cas fortuit, la dette s'éteint, soit parce qu'elle ne peut pas plus subsister que naître sans objet, soit parce que la prestation qui en forme l'objet est devenue impossible. Lorsqu'au contraire il s'agit d'une dette de chose appartenant à un genre sans délimitation précise de son objet, le débiteur n'est pas libéré par le cas fortuit, car les choses qu'il devait et qui ont péri peuvent toujours être remplacées par des choses du même genre. Ce sont ces idées que traduisent les deux adages courants : *debitor rei certæ interitu rei liberatur; genera non pereunt.*

Lors donc qu'Asconius nous dit que le *particeps* a une *pars certa*, une part déterminée, et qu'il ne peut agir contre la société pendant l'indivision, il émet deux propositions dont on voit maintenant fort bien le lien de dépendance existant dans sa pensée. Son droit se règle au jour du partage. Il l'exerce, non pas tant que dure l'état d'indivision, mais sur l'actif qui ressort de la liquidation. Or sa *pars*, source de son droit, est une *pars certa*. Il en résulte que la société qui doit lui rembourser une *pars certa* sera libérée envers lui si, sans qu'il y ait faute des organes responsables, un événement fortuit, une série de malheurs fait que la liquidation se solde par un déficit. La société est débitrice envers lui d'une *pars certa* : *interitu partis certæ liberatur*. A l'inverse, la société ne peut exiger du *particeps* rien au delà de son apport. Sa responsabilité est limitée au montant de sa part. Si la société a fait des pertes, il n'a pas à en supporter le poids au delà de sa mise sociale. Sa part est aussi bien passivement qu'activement une *pars certa* au delà de laquelle on ne peut rien exiger de lui. Et c'est précisément parce que c'est la liquidation de la société seule qui peut établir l'étendue de son droit qu'il doit attendre qu'elle soit faite pour agir, et que toute action lui est refusée pendant l'indivision.

Les explications qui précèdent concourent donc à la démonstration de ce fait que nous devons tout

d'abord établir : à savoir que, pour déterminer l'affluence à la société vectigaliennne des capitaux considérables dont elle avait besoin, la législation romaine avait autorisé la participation des *affines* aux chances de bénéfices de l'entreprise, avec limitation de leur responsabilité au montant de leur mise.

Mais cet avantage d'où résulte pour le titulaire de la *pars* la certitude de n'être pas engagé sur l'ensemble de son patrimoine, *in infinitum*, par suite d'actes d'une gestion malheureuse, n'est pas le seul qu'un capitaliste prudent désire s'assurer. Sa prévoyance doit lui faire entrevoir que ces aliénations à longue durée de son capital pourraient devenir pour lui la source et l'origine d'un grand embarras dans un moment de gêne. Pour vaincre ses hésitations, il est utile de lui permettre le retrait de ses fonds, en vue de l'éventualité d'un pressant besoin d'argent. Cependant la société ne peut se résoudre à se priver ainsi de capitaux nécessaires à son fonctionnement ; elle ne peut consentir à se trouver exposée, par suite de ces retraits, au danger d'un arrêt de ses affaires. C'est alors que se présente tout naturellement à l'esprit un moyen très simple de concilier ces intérêts d'apparence antagonistes, également respectables, et ce moyen consiste dans la faculté accordée à l'associé de substituer à son droit, moyennant finance, une personne ayant des fonds disponibles ; en un mot il faut rendre le droit

de l'associé immédiatement réalisable à sa volonté par une libre et rapide cession de son titre. Nous allons voir que cette combinaison était admise dans la société vectigaliennne, et même que la cession de la *pars* était possible sans l'assentiment des autres associés, par la simple substitution sur les registres de l'Etablissement du nom du nouveau titulaire à celui de l'ancien. Si nous pouvons fournir cette démonstration, nous aurons le droit de dire alors que la *pars* des sociétés vectigaliennes était un véritable titre nominatif.

CHAPITRE IV

TRANSMISSION DES PARTES

Il est bien certain que le droit des *mancipes* et des *prædes*, qu'on appelait proprement les *socii*, n'était pas un droit librement cessible. Ils étaient les associés en nom, les commandités comme nous pourrions dire ; ils formaient dans la société, à raison de leurs qualités, l'élément proprement personnel ; c'était la considération de leurs aptitudes qui avait déterminé leur choix. En conséquence, on ne pouvait leur permettre de se retirer à leur volonté de l'association dont ils formaient l'âme. Un titre négociable ne pouvait pas exister pour eux.

Mais la situation était toute différente pour les simples bailleurs de fonds, les *participes*. La *pars* de ceux-ci, qui figurait leur droit, se présentait sous la forme d'un titre héréditairement transmissible, dont ils pouvaient même disposer à leur gré entre-vifs, et nous aurons l'occasion de constater que cette

transmission dont aucune disposition restrictive ne semble avoir entravé la liberté était constatée par la société débitrice au moyen d'une inscription sur ses registres, comme il est fait pour un titre nominatif.

Il est formellement établi par les compilations de Justinien elles-mêmes que de tout temps, pour les publicains, la législation romaine a admis la transmissibilité des parts à suite de décès. Cette dérogation aux règles de la société ordinaire avait poussé de telles racines qu'elle survécut à la disparition même de la pratique des sociétés vectigaliennes et des *partes*. Il y avait longtemps au Bas-Empire que les sociétés vectigaliennes avaient successivement perdu leur puissante organisation, leur existence même, et les textes du Digeste et du Code portent encore la trace de cette particularité de leur régime.

Deux textes du Digeste constatent la survivance de la société de Publicains au décès d'un associé et fixent la position de l'héritier du défunt dans la société (1).

« Il est si vrai, dit Pomponius dans le premier texte, que toute société s'éteint par la mort d'un associé qu'on ne peut même pas convenir dans le principe que l'héritier succèdera à son auteur dans la société. C'est du moins ce que décide Sabinus à

1. Loi 59 *pr.* et Loi 63, par. 8, XVII, II, *Pro socio*.

l'égard des sociétés privées. Mais s'il s'agit d'une société vectigaliennne, la société subsiste encore après le décès de l'un de ses membres, pourvu toutefois que la part du défunt ait été inscrite sur les registres de la société au nom de son héritier, en sorte que cette part doive être attribuée à ce dernier. Et encore cela dépendra des circonstances. En effet, que décider si le défunt était précisément celui en vue de l'industrie duquel la société avait été surtout conclue, ou sans qui la société ne peut être administrée ? » (1).

Dans ce passage Pomponius nous apprend que les sociétés vectigaliennes ne sont dissoutes par la mort de l'un de leurs membres que si la personnalité de celui-ci a été la cause déterminante du contrat. Or quels sont ceux que l'on peut considérer comme réellement indispensables à la conduite des opérations sociales ? Pour nous qui connaissons le personnel de ces associations la réponse est facile : ce sont tous ceux qui ont une part active à l'administration de la société, et nous devons dire que la

1. *Adeo morte socii solvitur societas ut nec ab initio pascisci possimus, ut heres etiam succedat societati. Hæc ita in privatis societatibus ait. In societate vectigalium nihilominus manet societas, et post mortem alicujus : sed ita demum, si pars defuncti ad personam heredis ejus adscripta sit, ut heredi quoque conferri oporteat : quod ipsum ex causa æstimandum est. Quid enim si is mortuus sit, propter cujus operam maxime societas coita sit aut sine quo societas administrari non possit ?*

société ne survivrait pas au *manceps*. Mais il n'en serait plus de même s'il s'agissait d'un simple *affinis*, d'un *particeps* dont évidemment la personnalité importe peu à la société qui n'a eu en vue que les capitaux qu'il apportait à l'entreprise. La société subsistera donc malgré son décès, et sa part sociale sera inscrite au nom de son héritier.

Ulpien, de son côté, (loi 63 par. 8) nous dit « L'action *pro socio* se donne également contre l'héritier d'un associé, bien que l'héritier ne soit pas un associé, car, sans avoir cette qualité, il succède aux avantages de la société. A l'égard des sociétés vectigaliennes et des autres semblables on suit la même règle : ici encore l'héritier n'est associé que s'il a été accueilli dans la société. Cependant tous les avantages qui ont pu résulter de cette société doivent être partagés avec lui, de même qu'il doit souffrir des pertes qui se sont produites soit du vivant de l'associé auquel il succède, soit après sa mort. Sous ce rapport, il n'en est pas de même dans la société volontaire » (1).

Le jurisconsulte signale entre les sociétés de

1. *In heredem socii pro socio actio competit, quamvis heres socius non sit; licet enim socius non sit, attamen emolumentum successor est. Et circa societates vectigalium ceterorumque idem observamus, ut heres socius non sit nisi fuerit adscitus, veruntamen omne emolumentum societatis ad eum pertineat, simili modo et damnum agnoscat quod contingit, sive adhuc vivo socio vectigalis, sive postea. Quod non similiter in voluntaria societate observatur.*

publicains et les sociétés privées cette ressemblance que l'héritier d'un associé décédé ne peut prendre lui-même cette qualité que s'il a été agréé comme tel par les membres survivants. Cela ne l'empêche pas de succéder à tous les effets que la société avait engendrés au moment du décès, pour ou contre le défunt dont il recueille les droits et supporte les obligations. Mais, en outre, s'il s'agit d'une société de publicains, et alors seulement (voici une différence avec ce qui se serait passé dans une société privée), l'héritier du défunt continue à participer pour l'avenir aux avantages et aux charges de la société, car la société subsiste.

Reste maintenant à signaler une contradiction qui, pour nous, n'est qu'apparente entre les deux textes que nous venons d'expliquer. Pour que l'héritier continue à occuper dans la société la place de son auteur, Pomponius semble considérer l'*adscriptio* comme suffisante. Ulpien paraît plus exigeant puisque, d'après lui, l'héritier ne sera associé qu'autant qu'il aura bénéficié de l'*adscitio* : c'est-à-dire qu'il lui faudrait l'agrément des associés survivants.

Nous ne pensons pas qu'il faille voir dans cette différence de conditions que semblent exiger ces deux textes la trace d'un désaccord existant entre leurs auteurs. Il est facile, au contraire, de concilier ces deux décisions qui se rapportent, pour nous, à des situations différentes.

Le texte de Pomponius, d'après lequel l'héritier inscrit prend dans la société la place de son auteur, se rapporte au cas où ce dernier était un simple *particeps*. En effet, après avoir posé cette règle, immédiatement il se demande quelle solution il conviendrait d'adopter au cas où le défunt était celui « *propter cujus operam maxime societas cōita sit, aut sine quo societas administrari non possit* ». On voit entre les deux parties de ce texte une opposition très nette des titres divers auxquels on pouvait être rattaché à une société vectigaliennne. D'abord il envisage la situation de l'héritier d'un associé dont l'habileté personnelle n'a pas été prise en considération et qui ne participait pas à l'administration des affaires de la société. Cette absence de participation à la gestion active des opérations sociales est bien caractéristique de la situation de simple bailleur de fonds, de l'*affinis* ou *particeps*. Et dans cette hypothèse du décès de l'un de ces *participes*, Pomponius décide que son héritier prendra dans la société son lieu et place par le seul accomplissement de la formalité de l'inscription à son nom, sur les registres de la société, de la *pars* du défunt.

Puis le jurisconsulte poursuit et se demande si la même solution peut convenir au cas où l'associé défunt avait un rôle actif à jouer dans la conduite des opérations de la société. Il s'agit cette fois du véritable *socius*. Quelle réponse faisait à sa question

Pomponius ? Le texte du Digeste ne nous la rapporte pas. Le fragment cité est coupé entre la question et la réponse qui, selon toute vraisemblance, devait la suivre. Mais si les compilateurs l'ont ainsi tronqué, c'est qu'ils allaient bientôt donner la solution qu'ils différaient, et qui se trouve précisément dans la loi 63 § 8 du même titre, dans le fragment d'Ulpien.

C'est du décès du *socius* véritable, en prenant cette appellation dans le sens technique et restreint, par opposition au *particeps* ou *affinis*, qu'Ulpien nous parle lorsqu'il émet l'opinion que son héritier n'est lui-même *socius* que s'il est *adscitus*. En quelle forme était donnée cette *adscitio* ? C'est un détail sur lequel nous n'avons pas de renseignements formels. Fallait-il, pour que l'héritier d'un *socius* continuât à occuper dans la société le lieu et place de son auteur, que tous les *socii* survivants l'eussent agréé, ou sur ce point un vote de la majorité de l'assemblée des *socii* liait-il la minorité ? Nous ne pourrions à cet égard émettre que des probabilités, faute de textes précis. Mais c'est là un détail d'administration intérieure que nous pouvons négliger.

Quoi qu'il en soit de la forme et de l'étendue de ce droit d'appréciation laissé aux *socii* survivants, en cas de décès de l'un des leurs, retenons ce principe : *heres socius non est nisi fuerit adscitus*. Il est d'ailleurs facile de se rendre compte de la différence de traitement faite en cas de décès à l'héritier d'un

des membres d'une société de publicains suivant que ce dernier était *socius* ou simple *particeps*. Tandis que le premier fait partie de l'élément responsable de la société et qu'il concourt effectivement et utilement à son administration, le second ne fait que la soutenir de ses capitaux et n'intervient pas dans la gestion. C'est la considération des aptitudes personnelles du *socius* qui lui a valu la situation qu'il avait dans l'association. On comprend que celui qui succède à ses biens peut n'avoir pas hérité, en même temps, de son habileté, et ainsi s'explique que celui-là ne pourra faire partie de l'association, avec la qualité de son auteur, que si les *socii* survivants lui accordent leur confiance et lui ouvrent leurs rangs. Ces mêmes *socii*, au contraire, n'attachent qu'un intérêt secondaire au choix des personnes qui doivent fournir le capital nécessaire au fonctionnement de la société, et c'est pourquoi on ne voyait nul empêchement à ce que les *partes* des *affines* fussent indéfiniment transmissibles.

Mais achevons le commentaire du texte d'Ulpien. L'entrée de l'héritier du *socius* dans l'association en qualité de *socius* est subordonnée à l'agrément des *socii* survivants. Néanmoins, poursuit Ulpien, si cet héritier n'est pas admis dans la société, tout l'émoiement de celle-ci lui appartient, comme il doit supporter tout le dommage qui se produit soit du vivant de l'associé publicain, soit plus tard.

Si l'héritier du *socius*, même *non adscitus*, continue, ainsi que le déclare le texte, à bénéficier des avantages comme à supporter les pertes que réalise la société, même après le décès de son auteur, sive postea, c'est qu'il n'est pas, malgré sa *non adscitio*, tout à fait étranger à la société. Quelle est donc sa position ? Elle est indiquée, à notre sens, très clairement par Ulpien lui-même. La fin du texte ne signifie pas autre chose que ceci : l'héritier du *socius non adscitus* continue à être rattaché à la société en qualité de *particeps* ou *affinis* ; il n'aura pas, comme son auteur, de part à l'administration, mais il laissera les capitaux que ce dernier avait engagés dans l'entreprise et, comme tout bailleur de fonds, il aura droit à une fraction proportionnelle à sa *pars* des bénéfices qui résulteront pour la société des opérations qu'elle continuera comme par le passé, et aussi, comme contre-partie, il aura à courir, jusqu'à concurrence de sa mise, le risque des mauvaises chances. C'est bien là ce que décide Ulpien, et on nous permettra d'ajouter que sa solution nous semble parfaitement raisonnable en ce qu'elle concilie à merveille les besoins de la société vectigaliennne et d'avoir des administrateurs capables, et de ne pas être trop strictement subordonnée dans son existence au décès de l'un de ses *socii* administrateurs. Grâce au moyen terme indiqué par Ulpien, la difficulté que créé dans une société de publicains le décès d'un

socius, dont l'héritier est incapable de lui succéder dans sa fonction, se dénoue très heureusement, pour le plus grand profit de tous : de la société qui n'est pas obligée de subir l'ingérance dans ses affaires d'un héritier malhabile, et trouve en même temps, dans la transformation de qualité de ce dernier, le moyen de continuer ses opérations, en conservant dans sa caisse l'apport en numéraire du *socius* décédé; de l'héritier du *socius* lui-même qui, dans la situation de *particeps* qui lui est offerte, rencontre l'avantage de tirer un bénéfice fructueux des capitaux recueillis dans la succession de son auteur.

Voici donc, brièvement résumées, les solutions de Pomponius et d'Ulpien. La société de publicains survit au décès de l'un de ses membres. Si le décédé était un simple *particeps*, sa *pars* échoit à son héritier qui, moyennant l'inscription de son nom sur les registres de la société, prend complètement le lieu et place de son auteur. Si le décédé était un *socius*, son héritier ne lui succèdera dans la société en cette qualité de *socius* que si les *socii* survivants l'acceptent comme tel ; au cas où ceux-ci auraient des doutes sur ses capacités administratives, l'héritier n'aura dans la société qu'un droit exclusivement pécuniaire : la qualité de *socius* de son auteur dégènera en lui en qualité de simple *particeps*.

Maintenant que nous savons que les *partes* des sociétés de publicains étaient absolument transmis-

sibles à cause de mort, il convient de rechercher si elles étaient librement transmissibles entre vifs.

Dans les sociétés de personnes la faculté de se substituer un tiers est rigoureusement interdite aux associés. Il y a engagement personnel de la part de l'associé envers ses cocontractants, et ce lien d'obligation est tel qu'il exclut toute possibilité de cession dans les sociétés ordinaires, pour lesquelles on a toujours maintenu le principe *socii mei socius meus socius non est* (1).

Dans la société de publicains, au contraire, la personne des *participes* importe peu. Ils ne sont pas, comme les *socii*, choisis *intuitu personæ*. Ils n'ont aucune part à l'administration des affaires sociales. On n'a considéré, pour leur donner la qualité de *particeps*, que les capitaux qu'ils apportaient à l'entreprise. Qu'importe dès lors à la société que le porteur de la *pars* soit changé pourvu que le capital y correspondant reste dans le fonds social ?

Un auteur a cependant contesté la cessibilité des *partes societatis* sous prétexte que le bailleur de fonds s'est engagé à fournir aux *mancipes* une certaine somme et qu'il se trouve ainsi être leur débiteur. Il est possible en effet que tant que l'apport promis par l'*affinis* n'a pas été réalisé, il n'ait pu céder entre vifs sa part. Mais du jour où l'apport a été

1. Loi 20 Dig. *Pro socio*, XVII, 2.

effectué il n'est plus tenu d'aucune obligation. A son profit est né un droit de créance aux dividendes et au remboursement de sa mise. Pourquoi ne pourrait-il pas céder ce droit (1) ?

Quand même il serait vrai que la pure théorie romaine ait admis le principe d'incessibilité des droits de créance, il est certain que de tout temps les Romains ont trouvé le moyen de commercer des créances et que la pratique courante réalisait sans embarras ce qu'on avait déclaré faux en théorie. Ceux-là même donc qui croient à l'exactitude historique de ce prétendu dogme peuvent accorder, *a priori*, que les Romains ont pu rechercher et obtenir les moyens pratiques de réaliser le transport entre vifs d'une part d'*affinis*, comme d'un autre droit de créance quelconque (2).

Qu'on veuille bien remarquer du reste que la cessibilité par contrat entre vifs de la participation d'un *affinis* devait s'imposer à la pratique romaine par des raisons plus pressantes encore que celle du droit de créance ordinaire. Si nombre des rapports obligatoires existant entre personnes déterminées ne sont pas considérés par celles-ci comme devant normalement être dans la suite l'objet de négocia-

1. E. Worms, *Les Sociétés par actions*, t. I, p. 13 et 14.

2. V. notamment sur cette controverse de la transmissibilité des créances la monographie de Gide sur « la Novation et le transport des créances ».

tions actives de la part du créancier, la personne qui apporte des fonds à une société pour les faire valoir n'entend pas établir avec celle-ci des rapports vraiment personnels : son intention est d'opérer un placement plus ou moins avantageux, et la société qui traite avec elle contracte bien plus en considération des capitaux qui lui sont remis qu'en considération de la personne qui les lui apporte. Comment admettre, dès lors, qu'une personne qui aurait consenti à une autre un prêt ordinaire pût, après coup, changer le titulaire de la créance, tandis que l'*affinis* n'aurait pu transmettre à un autre la créance en recouvrement de sa part dans la société vectigaliennne ?

Mais sans qu'il soit besoin de poursuivre plus avant les raisonnements *a priori*, nous sommes en mesure d'affirmer, à l'aide du témoignage des auteurs, la transmissibilité entre vifs des *partes*.

Dans une de ses harangues (1), Cicéron reproche à Vatinius d'avoir extorqué des parts de sociétés vectigaliennes qui étaient *très chères à ce moment-là, illo tempore carissimas*. Si ces parts étaient très chères à un certain moment, c'est que le prix en était variable, c'est que leur cours, subissant l'influence des événements, était sujet à des fluctuations de hausse et de baisse. Or, aurait-on songé à

1. In Vatin, 12 : « Eriperisne partes, illo tempore carissimas, partim a Cæsare, partim a publicanis ? »

attribuer à ces *partes* une valeur mobile, suivant le moment et les circonstances, si elles avaient dû rester immuablement attachées au portefeuille de leur acquéreur primitif ?

Tout nous porte même à croire que la spéculation sur les variations incessantes dans le marché devait être très active. Nous savons qu'au Forum et dans les basiliques se rencontraient les banquiers et les brasseurs d'affaires, et les écrivains latins nous témoignent de l'importance considérable qu'y avaient pris les jeux de bourse. « C'est là, nous dit Cicéron, entre les deux Janus, *ad medium Janum*, que les *optimi viri* dissertent mieux qu'on ne saurait le faire dans aucune école de philosophes, sur les meilleures spéculations et les placements de fonds les plus avantageux à faire, *de quærenda et collocanda pecunia* (1). »

C'est là, et évidemment dans des spéculations de bourse (cela ressort du texte même : *ad medium Janum*) qu'a perdu toute sa fortune ce personnage d'Horace qui, débarrassé du soin de ses propres affaires, s'occupe désormais des affaires d'autrui (2).

1. *Pro Cæcilia*, IV, 72.

2. *Postquam omnis res mea Janum
Ad medium fracta est, aliena negotia curo,
Excussus propriis.*

(Horace, *Sat.*, II, 3).

Les valeurs des sociétés vectigaliennes, les *partes*, devaient alimenter pour une large part ce marché où s'édifiaient et se défaisaient en un instant de grosses fortunes. Le texte de Cicéron que nous venons de viser désigne les spéculateurs sous le nom d'*optimi viri*, et cette expression, la moins hyperbolique de celles qui se rencontrent d'ordinaire sous sa plume quand il veut désigner les gros actionnaires des compagnies de Publicains, nous autorise à croire que c'est à ces derniers qu'il songeait. De plus, puisque nous savons qu'on spéculait sur les valeurs, n'est-il pas vraisemblable de supposer que c'est par suite d'opérations malheureuses de cette nature que Térentius Varron a subi les grosses pertes dans les sociétés de publicains que Cicéron déplore dans une lettre adressée à Brutus (1)? Si « le crédit et le mouvement de fonds qui fonctionnent sur le Forum romain dépendent essentiellement des affaires des Publicains d'Asie », ainsi qu'on le lit dans le *Pro lege Manilia* (2), il est bien certain que les valeurs de la société d'Asie devaient être les premières à en ressentir dans leur cours les conséquences bonnes ou fâcheuses.

Pour appuyer notre opinion que les *partes* des sociétés de publicains devaient former la matière la plus importante de la spéculation dont nous avons

1. *Ad. fam.*, XIII, 40.

2. *Cic.*, *Pro lege Manilia*, 7.

parlé, voici encore une observation qui nous paraît assez démonstrative. Nous avons eu déjà l'occasion de dire que les sociétés de publicains, dont la puissance et l'autorité dans l'Etat s'étaient révélées si prépondérantes sous la République, avaient été ramenées à des proportions plus modestes et peu à peu anéanties par la politique de centralisation absolue de l'Empereur. Or, il est intéressant de relever ici que les auteurs dont les écrits se placent à une époque où cette importante révolution administrative est chose accomplie ne parlent plus, comme Cicéron et comme Horace, des fortunes subitement acquises et subitement perdues dans des spéculations financières. Les satiriques et les pères de l'Eglise continuent bien à reprocher aux Romains leur funeste passion du jeu. Mais la matière sur laquelle ils l'exercent s'est réduite. Il ne s'agit plus des spéculations sur les placements de fonds. Il n'est plus question du marché financier du *Janus Medius*. C'est seulement la table de jeu, le cornet à dès que visent Martial (1) Suétone (2) Juvénal (3).

Or, croit-on que si les déplorables excès de la spéculation avaient continué à se produire sur le Forum, le fouet de Juvénal les aurait épargnés ? Si,

1. IV, 14 ; VI, 48 ; XIV, 8.

2. Domitien, XXI.

3. Sat. I, Sat. XIV.

comme tous les moralistes postérieurs à Auguste, il garde le silence à leur endroit, c'est qu'ils avaient cessé de s'étaler sous ses yeux (1).

Dès lors, l'intérêt de ce rapprochement se précise, et l'on nous permettra de voir autre chose qu'une simple coïncidence fortuite dans la disparition simultanée des grandes sociétés de publicains et des opérations aventureuses de *Janus*. Nous en tirerons une conclusion : si les spéculations sur les valeurs ont disparu en même temps que les *partes*, c'est bien que celles-ci formaient réellement la masse des valeurs sur lesquelles portaient ces spéculations.

Voici maintenant de nouveaux témoignages très directs qui nous permettent d'affirmer la cessibilité des *partes*. Pline le Jeune dans une de ses lettres à Corellia s'adresse en ces termes à son correspondant. « C'est vraiment trop de délicatesse de me prier avec tant d'insistance et d'exiger même que je reçoive de vous le prix de mes terres, non sur le pied de 70.000 sesterces, suivant le marché que vous avez conclu avec mon affranchi, mais sur le pied de 90.000, montant de la valeur de la part du vingtième que vous avez achetée des publicains (2) ».

1. Mommsen. *Le Droit Public Romain*. Trad. Girard, t. VI, 2^e Pie, p. 112.

2. Livre VII, Epist. 14. *Tu quidem honestissime, quod tam impense et rogas et exigis, ut accipi jubeam a te pretium agrorum non ex septingentis millibus, quanti illos o liberto meo, sed ex nongentis, quanti a publicanis partem vicesimam emisti.*

On voit, d'après cette lettre, que Corellia, qui était débiteur de Pline, lui offrait en paiement, au lieu des espèces convenues, une action dans une société de Publicains. Si Corellia avait proposé cette dation en paiement, c'est incontestablement que ces sortes de valeurs, les *partes*, pouvaient changer de titulaires, c'est qu'elles étaient aliénables.

La même conclusion est encore imposée par cet autre texte très formel de Cicéron. Dans son plaidoyer pour Rabirius Posthumus, l'orateur nous dit que son client avait des parts importantes dans des sociétés de Publicains, et qu'il en avait détaché plusieurs pour les céder à des amis, *dare partes*. (1)

De cette expression, *dare partes*, il est permis d'induire quelque de plus que la simple possibilité d'une cession. Nous voulons dire que nous sommes autorisés à voir en elle l'indication d'un mode particulier de transmission, approprié à sa nature, qui rapproche encore plus la *pars* des sociétés de Publicains de nos modernes titres de bourse.

Faisons observer d'ailleurs que cette expression *dare partes*, sur laquelle nous cherchons en ce moment à fixer notre attention, ne se trouve pas dans le seul texte où nous venons de la rencontrer. On la trouve notamment dans un passage déjà

1.-*Magnas partes habuit Publicorum..... nec interea locupletare amicos unquam suos destitit, mittere in negotium, dare partes, re augere, fide sustentare (Pro Rab. Post., II).*

signalé plus haut des *Verrines* : *neve ei partem dato, neve ei redimito* (1).

Nous avons, il y a un instant, fait allusion à la controverse, subsistant encore à l'heure actuelle entre les romanistes, sur le point de savoir si à Rome les créances étaient transmissibles. Quoi qu'il en soit de cette difficulté que nous laisserons de côté, et sur laquelle il n'est pas nécessaire que nous prenions parti, nous en relèverons seulement qu'il est certain que les jurisconsultes romains reconnaissaient l'impossibilité d'appliquer au transfert des droits de créance les procédés par lesquels on arrivait au transfert des droits réels (2). Le fonctionnement de leurs modes translatifs de propriété ne pouvait se concevoir qu'à l'égard des éléments corporels du patrimoine ; ils étaient impropres à procurer le résultat du transport d'un droit de créance d'un patrimoine dans un autre. Faut-il croire que, pour les Romains, ce qui était inapplicable à l'obligation c'était seulement certaines formes de transfert comme la tradition, la mancipation, l'*in jure cessio*, ou bien le transfert en lui-même ? Pour nous, nous le répétons, il importe peu. Et du reste, on sait que la controverse est presque exclusivement théorique, car, en admettant même qu'il soit vrai qu'il n'y avait pas identité

1. *In Verr.*, II, 1, 54.

2. *Gaius, comm.*, II, par. 38.

absolue entre le droit que le cessionnaire aurait reçu par la cession et le droit que le cédant aurait prétendu lui transmettre, les Romains s'étaient beaucoup rapprochés du résultat que procure la cession véritable par leurs procédés détournés de la novation par changement de créancier, et de la constitution d'un mandataire *in rem suam*.

La seule chose que nous voulions retenir de tout ceci, c'est que la législation romaine, appropriant sa forme de transfert à la nature du droit transféré, a reconnu l'impropriété des procédés employés pour la translation des droits réels à la translation des droits de créance.

Il semble que si le titulaire d'une *pars*, qui est un droit de créance, veut l'aliéner, étant reconnu qu'elle est aliénable, il devra recourir à l'un des modes détournés que nous indique Gaius, par exemple à la novation par changement de créancier, d'où serait résulté la libération de la société vis-à-vis de l'ancien titulaire de la *pars* dont le droit aurait été éteint comme s'il avait été payé, et en même temps son engagement vis-à-vis du nouveau. Remarquons que la nouvelle obligation de la société, indépendante de celle qu'elle remplace, n'aurait été exposée à aucune des causes qui pourraient soit anéantir, soit paralyser les effets de celle-ci, et nous aurions ainsi à Rome dans la transmission des *partes*, comme dans la moderne transmission des titres négociables,

l'opposabilité des exceptions nées du chef des précédents titulaires (1).

Ce procédé, ou tout autre qui réalise plus ou moins parfaitement la cession de créance, aurait été tout naturellement indiqué si la *pars* avait suivi le droit commun des créances. Mais les besoins de la pratique avaient apporté ici une nouvelle dérogation aux règles ordinaires et nous inclinons à penser que la transmission de la *pars* se réalisait par un procédé direct et plus rapide qui la rapproche singulièrement des objets corporels eux-mêmes.

Jamais, en effet, un avocat plaidant devant les tribunaux de Rome, jamais un jurisconsulte n'eut parlé de *datio* pour exprimer l'idée d'une cession de créance. Le mot *dare* a dans le langage juridique un sens parfaitement défini ; c'est une expression technique qui toujours désigne le fait de transférer la propriété ou de constituer un droit réel quelconque (2). Elle ne s'est jamais appliquée aux droits de créance.

Or, lorsque Cicéron nous parle d'une aliénation de *pars*, c'est le mot *dare* qu'il emploie constamment (3). Nous sommes donc autorisés à dire que les *partes* étaient l'objet d'un véritable transport de propriété.

1. Dig., Loi 31, par. 1, *De novat.*, XLVI, 2.

2. Dig., Loi 75, par. 10, *De verb. oblig.*, XLV, 1.

3. V. notamment *Pro Rab. Post.*, II, et *In Verr.*, II, 1, 54.

La signification technique de ce terme était trop nettement déterminée pour qu'un écrivain de la valeur de Cicéron, un maître de la langue, doublé d'un jurisconsulte, l'eût employé à diverses reprises avec une acception autre que celle qu'on lui a toujours reconnue.

Dans le système formaliste des Romains, où le simple consentement est impuissant à produire par lui-même et par sa seule vertu un effet de droit, la convention de cession de créance, comme la convention relative au transfert de la propriété, ne pouvaient suffire à elles seules à opérer le résultat que les parties voulaient atteindre. Elles engendraient, à la charge de celui qui jouait le rôle de cédant ou d'aliénateur, l'obligation de réaliser la cession ou l'aliénation. L'objet de l'obligation du cédant était, dans la terminologie romaine, un *facere*, et la convention recevait sa pleine efficacité par la mise en œuvre d'un des procédés en usage : la procuration *in rem suam* ou la novation par changement de créancier. L'aliénateur avait contracté, lui, une obligation de *dare* dont il s'acquittait en remplissant les formalités de la *mancipatio*, de l'*in jure cessio* ou de la *traditio* : l'emploi de l'un de ces *modi acquirendi* venait corroborer la convention d'aliénation et la parfaire ; alors la *datio* était accomplie.

Si donc la convention relative à la transmission d'une *pars* produit une obligation de *dare*, il est

clair que la *pars* comporte un droit de propriété, car pour qu'une dation soit possible, il faut que la chose sur laquelle elle porte puisse être l'objet d'un droit de propriété ou d'un droit réel.

Si la *pars* est l'objet d'un droit de propriété, c'est qu'elle est un objet corporel. On sait que les Romains, confondant le droit de propriété avec la chose sur laquelle il portait, ne faisaient pas figurer le droit de propriété dans l'énumération des droits, des choses incorporelles, et le traitaient comme chose corporelle. C'est qu'ils ne concevaient pas que la propriété put porter sur autre chose qu'un objet corporel, et par exemple, jamais il n'est venu aux Romains l'idée de considérer les droits de créance comme formant l'objet, dans le patrimoine, d'une espèce de propriété (1).

Lors donc que Cicéron emploie à propos des *partes* l'expression de *dare*, c'est qu'il se les représentait comme comportant un véritable droit de propriété, comme des *res corporales*. Ainsi s'explique aussi qu'il ait pu ailleurs dire : *habere partes, eripere partes* (2) toutes expressions que supposent l'existence matérielle, extérieurement visible et palpable de la *pars*.

L'orateur, qui parlait devant un public parfaite-

1. Ihering, *Esprit du droit romain*, trad. Meulenaere, 3^e éd., t. III, p. 130.

2. *Pro Rab. Post.*, II ; *In Vat.*, c. 12.

ment au courant de ce qu'était la *pars*, n'avait pas à entrer dans des détails sur sa nature et sur sa manière d'être. Ses explications à cet égard eussent sans doute été fort précieuses pour nous. Mais comme, bien qu'il fasse des allusions fréquentes aux *partes* dans ses plaidoyers, aucun d'eux n'est relatif à une difficulté qui aurait porté sur une manifestation quelconque de la vie de ces *partes*, on doit comprendre qu'il ait pu négliger des explications qui n'auraient fait qu'alourdir la marche du discours, et qu'il ne se soit pas embarrassé de ces incidentes qui nous eussent éclairé, mais dont ses auditeurs n'avaient que faire. Force nous est donc, comme aux contemporains de Cicéron eux-mêmes, de comprendre à demi-mot ce que nous livre l'avocat. Il faut nous résoudre à ne pas connaître la forme extérieure sous laquelle se présentait la *pars*. Mais nous ne devons pas douter de l'existence du titre figuratif qui en était la représentation. Les expressions *dare partes*, *habere partes*, *eripere partes* supposent à la *pars* un élément corporel. Il est impossible de prétendre, en présence de ces termes, surtout lorsque c'est Cicéron lui-même qui les emploie, que la *pars* n'était qu'une création immatérielle de l'intelligence, se résolvant en un simple rapport obligatoire idéal existant entre la société et le *particeps*. Si elle n'avait pas été autre chose qu'un pur droit de créance, peut-on raisonnablement penser, sans

faire gratuitement injure à son mérite de jurisconsulte et à son talent littéraire, que Cicéron, pour exprimer l'idée d'une cession, eût pu se servir de l'expression *dare* dont, nous ne saurions trop le répéter, la terminologie précise et rigoureuse du droit de Rome a toujours strictement limité l'emploi au transfert de la propriété? C'eût été pour un Romain une hérésie inconcevable que l'application de ce verbe à un pur droit de créance. Son emploi réitéré, à propos de la *pars*, indique bien que celle-ci était l'objet d'un véritable transport de propriété, partant qu'elle se présentait sous les espèces d'une chose corporelle. Sans doute, nous ne voulons pas aller jusque soutenir que le droit qu'elle constatait n'était pas au fond un droit de créance : le droit aux dividendes, le droit au remboursement du capital versé ne pouvaient avoir une autre qualification. Ce que nous croyons, c'est simplement ceci : c'est qu'à côté de cet élément incorporel de la *pars*, il y avait, mais alors seulement sous le rapport de la forme extérieure qu'elle affectait, un véritable élément corporel. En d'autres termes, le droit de créance du *particeps* était constaté dans un titre matériel, palpable, comme le droit de nos modernes actionnaires et obligataires qui se présente sous la forme d'un titre nominatif ou au porteur.

La *pars*, s'il faut donner aux expressions *partes dare* leur valeur technique, devait donc se trans-

mettre entre l'ancien et le nouveau titulaire comme un objet corporel, et la mutation dont elle était l'objet ne procédait pas d'une idée de cession de créance, mais de transfert de propriété.

Quel était le procédé en usage pour la transmission ? Était-ce à l'un des procédés courants qu'on avait recours, ou bien avait-on imaginé un mode particulier et propre de transfert ? C'est là une question sur laquelle les documents précis font encore défaut. Il semble bien toutefois que les Romains ont employé ici quelque chose d'assez semblable à la formalité de transfert que nous appliquons aux transmissions de titres nominatifs.

Des textes que nous avons déjà eu l'occasion de signaler viennent apporter leur témoignage à l'appui de cette proposition qui se trouve d'ailleurs en concordance parfaite avec ce que nous connaissons des pratiques romaines et du soin scrupuleux qu'on mettait à la tenue régulière des registres domestiques (1).

Le fragment de Pomponius que relève au Digeste la loi 59 pr. du titre *Pro socio* nous montre le transfert employé dans la transmission, à suite de décès, des parts sociales « *In societate vectigalium nihilominus manet societas, et post mortem alicujus: sed ita demum, si pars defuncti ad personam heredis ejus ad-*

1. Girard. *Manuel élémentaire de Droit Romain*, p. 479. Cuq, *Institutions juridiques des Romains*, p. 670.

scripta sit ». Cette *adscriptio* de la *pars defuncti ad personam heredis ejus* c'est bien là la forme du transfert moderne qui s'opère par la substitution, sur les registres de l'établissement débiteur, du nom du nouveau titulaire à celui de l'ancien. Notre texte, il est vrai, ne parle de cette *adscriptio* qu'à propos d'une transmission à cause de mort. Mais comme il ne s'occupait que de cette hypothèse, nous n'avons pas à conclure de ce silence sur ce qui se passait au cas de transport de la *pars* entre-vifs, à l'emploi, en vue de l'obtention de ce résultat, d'un procédé différent. Pomponius nous parle de la survivance des sociétés vectigaliennes à la personne des *participes*, et nous dit qu'en cas de décès d'un *particeps* la *pars* de celui-ci passera à son héritier qui aura soin de recourir au moyen de l'*adscriptio*. Le jurisconsulte n'avait pas à nous dire ce qu'il en était au cas de transmission entre-vifs.

Il ne recherchait pas dans notre passage, à l'aide de quels procédés se transféraient ou se constataient les transmissions de *partes*. Il appliquait à l'hypothèse spéciale qu'il envisageait le procédé qui devait être généralement suivi au moment des transmissions pour quelque cause que ce fût.

Nous avons traduit l'expression *adscriptio* de Pomponius par inscription *sur les registres de la Société*. Le jurisconsulte ne s'expliquait pas aussi complètement que nous l'avons fait pour lui. Ce n'est pas lui

qui nous dit où s'opérait cette *adscriptio*. Mais nous nous considérons comme autorisés à croire qu'elle se faisait sur les registres de la société dont l'existence nous est attestée, au moins implicitement, par Cicéron et par Tite-Live.

Ces deux auteurs, dans des textes déjà cités par nous, (1) rapportent des prohibitions, édictées par les censeurs, de figurer dans une société de publicains soit comme *socius*, soit comme *affinis*, dit Tite-Live, soit comme titulaire de *pars*, dit Cicéron (*neve ei partem dato*). Cette mesure donne bien à supposer l'existence de registres tenus par l'administration centrale de la société, car, comment, en leur absence, eût-on pu connaître les noms des *participes*? Or, il fallait bien que ceux-ci pussent l'être, pour que les exclusions prononcées par les censeurs pussent recevoir leur exécution. Il est bien évident que la seule indication du nom sur le titre délivré au *particeps* n'eût, à cet égard, été d'aucun secours. Et c'est précisément à cause de cette révélation du nom du titulaire, qui devait être porté et sur la *pars* elle-même, et sur les registres sociaux, que nous voyons dans l'action des sociétés vectigaliennes un véritable titre nominatif.

Au surplus nous savons que, dans les premiers siècles de Rome, il était d'usage que tout citoyen

1. Tite-Live, XLIII, 16 ; Cicéron, *In Verr.*, II, I, 55.

tint un compte exact de ses opérations et des fluctuations de sa fortune. Au temps de Cicéron c'était un fait inouï que de n'avoir pas de codex régulièrement à jour (1), et le même auteur nous signale l'existence, dans les sociétés vectigaliennes, des *tabulæ accepti atque expensi* (2). Était-ce sur ces *tabulæ* mêmes que figuraient les noms de ceux qui confiaient des fonds à la société pour les faire valoir ? Était-ce sur elles que se portaient toutes les mentions relatives aux changements de titulaires des *partes* ? Y avait-il un autre registre tout spécialement affecté à cette destination ? Ce sont là des points qui demeurent encore pour nous obscurs. Mais ce n'est pas trop faire fond sur les habitudes d'ordre des Romains et sur le soin scrupuleux avec lequel était tenue leur comptabilité que de penser que les transferts des *partes* devaient être relatés avec tout autant de régularité que toutes les autres opérations. Ce n'est d'ailleurs que l'application des règles ordinaires qui devait conduire le *particeps* à noter sur son *codex* l'opération d'achat de *pars* qu'il avait traitée, et la société à porter sur le sien le nom du *particeps* qui était devenu son créancier.

Ces inscriptions relevées au *codex* n'avaient pas toutes même valeur dans la pratique romaine. Les unes constataient un simple fait intéressant la com-

1. Cicéron, *In Verrem*, II, I, 23; *Pro Roscio*, 2. Pline l'Ancien II, 9.

2. *In Verrem*, II, II, n^{os} 73 à 79.

position du patrimoine. D'autres servaient de moyen de preuve à des obligations antérieurement formées. D'autres encore étaient la source même de l'obligation qui par la seule vertu de l'inscription prenait naissance.

Evidemment nous ne pouvons considérer l'*adscriptio* dont parle Pomponius comme le fait générateur de l'obligation de la société vis-à-vis du titulaire de la *pars* de lui payer ses dividendes et de lui rembourser son capital. Et cela, par la raison que la *pars* nous a apparu comme faisant l'objet d'un transfert par *datio*, d'un transport de propriété, non d'un transport de créance. Ensuite, même si l'on pensait que c'est attribuer trop d'importance à l'expression *partes dares* que de voir forcément une *datio* dans la mutation des titres, il ne faudrait pas perdre de vue que c'est de l'inscription au codex du créancier que résulte l'obligation *litteris* et que la société est la débitrice, si bien qu'à supposer même que la transmission des *partes* ne s'analysât pas en un transport de propriété, mais découlât comme un transport de créance d'une obligation née *litteris*, ce serait par l'effet de la mention portée au codex du nouveau titulaire, et non par l'*adscriptio* sur les registres de la société, que l'obligation de cette dernière se serait formée (1).

1. Girard, *Man. élém. de dr. romain*, p. 482.

Il faudrait donc plutôt croire que l'*adscriptio* n'était, pour la société, qu'une formalité d'enregistrement, un moyen de contrôle d'un transport de propriété déjà parfait et réalisé entre les parties, destiné à assurer à l'acquéreur de la *pars data* tous les avantages qui y étaient attachés.

La société devait connaître ses actionnaires pour les convoquer à certaines assemblées générales, pour leur verser leurs dividendes, leur rembourser leur capital à l'échéance. C'est pour cela que les changements de titulaires des *partes* devaient lui être révélés, et il semble bien que cette *adscriptio* était absolument obligatoire pour que l'acquéreur tirât de son titre tout l'effet utile, car elle se présente dans le texte de Pomponius comme une condition même de la régularité de la transmission : *si pars defuncti ad personam heredis ejus adscripta sit*. D'où il faut conclure qu'elle était nécessaire, sinon entre les parties, du moins à l'égard de la société.

CHAPITRE V

MODE DE DIVISION DES PARTES

Après avoir noté les caractères de la *pars* des sociétés de publicains qui permettent de la rapprocher de l'action nominative moderne, sous les rapports caractéristiques de la limitation de responsabilité et de la faculté de négociation par un titre portant le nom du titulaire, il est juste d'appeler maintenant l'attention sur un point secondaire, à l'égard duquel les Romains ont peut-être suivi une pratique différente de celle que nos sociétés par actions adoptent très généralement.

Ces dernières en effet, fractionnent presque toujours leur capital en parts d'égale valeur, ce mode de division offrant des avantages pratiques qui le recommandent plus particulièrement. Outre qu'il simplifie la répartition des bénéfices sociaux entre les actionnaires, il facilite la circulation en ce que, le prix d'une action connu, il est aisé de savoir, à

l'aide d'une simple multiplication, le prix d'un nombre quelconque d'actions. Il n'est cependant pas contesté aujourd'hui qu'il n'y a dans cette égalité de coupures rien qui soit de l'essence même de l'action. Il est reconnu que l'article 34 de notre Code de commerce, en disant que « le capital social de la société anonyme se divise en actions ou coupons d'actions d'une valeur égale, » a plutôt énoncé un usage que prescrit une obligation. On remarque qu'il n'est nullement rédigé en termes prohibitifs, et qu'aucune sanction n'en assure le respect. De plus, la liberté laissée aux sociétés de diviser leur capital en actions inégales a été formellement reconnue par le Gouvernement dans la discussion de la loi du 24 juillet 1867 (1).

Qu'importe en effet au fond des choses que les fractions du capital soient ou non d'une valeur égale entre elles ? L'un comme l'autre procédé permettent toujours à chaque associé de proportionner sa mise à ses ressources : si les parts sont toutes de même chiffre, l'un en prendra une, l'autre en prendra cent ; si elles sont de valeur inégale, l'un en prendra une petite, l'autre une grosse. La raison ne conçoit pas

1. M. Rouher, dans la séance au Corps législatif du 9 juin 1867, s'est exprimé ainsi à ce sujet : « Rien dans la législation, rien dans la doctrine, rien dans la jurisprudence ne donne à cette prescription de l'art. 34 l'importance d'un texte impératif. » Dans la séance du 4 juin précédent, M. Forcade de la Roquette avait fait une déclaration dans le même sens.

qu'il puisse y avoir dans l'adoption de l'un ou de l'autre de ces modes de division autre chose qu'une pure question d'administration intérieure, de détail de comptabilité. Il n'y a évidemment pas là une question organique touchant la constitution même de l'action.

Aussi cette faculté, laissée à celles qui veulent en faire usage, de répartir leur capital en actions inégales a été mise à profit par certaines sociétés de charbonnages du Nord, chez lesquelles le fonds social est fractionné en parts aliquotes et sans indication d'une somme fixe en argent : un centième, un cinquantième, un vingtième du capital.

Or, ce qui est chez nous la minime exception, paraît avoir été à Rome la règle usuelle. Il y avait des *partes*, des *partes magnæ* et des *particulæ*, comme nous l'ont appris Cicéron et Valère-Maxime dans des textes que nous avons déjà mis à contribution (1). Pline, de son côté, nous a parlé d'une *pars vicesima*, d'une part du vingtième (2). C'est de ces témoignages que nous nous recommandons pour dire que, sur cette question secondaire et purement contingente de l'égalité ou de la différence de valeur des parts, les sociétés de publicains paraissent s'être ralliées au second système. Il n'est pas impossible qu'elles aient aussi pratiqué le premier dont la coexistence

1. Cicéron, *Pro Rab. Post.*, II; Val.-Max., VI, 9, 7.

2. Pline le jeune, Liv. VII, Epist. 14.

avec le second s'expliquerait aussi bien à Rome que chez nous. Mais nous n'avons, dans les renseignements qui nous sont parvenus, rien qui nous autorise à avancer quoi que ce soit à cet égard.

Observons, pour en finir sur ce point de détail, que l'emploi au pluriel des mots *partes magnæ*, *partes carissimæ*, semble impliquer l'existence d'un système pratique de division des *partes*. La valeur et l'importance des parts devaient être en effet fixées à l'avance, comme dans nos émissions. S'il en avait été autrement, Rabirius n'eût pas eu probablement de grosses parts, mais une grosse part. S'il était loisible à chacun d'indiquer à la compagnie l'importance de la part qu'il entendait souscrire, celle-ci aurait délivré, à celui qui lui faisait cette demande, un seul titre correspondant à la somme jusqu'à concurrence de laquelle il désirait s'engager dans l'entreprise. Si elle délivrait des titres multiples à la même personne, des *partes*, c'est que la somme à laquelle montaient ces *partes* était déterminée à l'avance par l'établissement émetteur lui-même, c'est, en d'autres termes, que les sociétés de publicains émettaient des actions de quotité, de chiffre variable, mais toutes déterminées.

CHAPITRE VI

DIFFUSION DES PARTES DANS LA SOCIÉTÉ ROMAINE

Maintenant que nous avons essayé de reconstituer les règles juridiques auxquelles étaient soumises les *partes* des sociétés de publicains, il est bon que nous montrions le rôle véritablement important qu'elles ont joué dans la société romaine qui les a vu éclore.

Il est très aisé de comprendre que, avec les caractères qui leur appartenaient, elles devaient former un attrait puissant pour l'épargne individuelle qui trouvait en elle la matière d'un placement, à son gré temporaire ou définitif, toujours réalisable à la volonté du propriétaire. Par l'espoir de gains indéterminés qu'elles permettaient de concevoir, et en même temps par la limitation de la responsabilité à une somme fixe qu'elles assuraient, elles devaient encore merveilleusement convenir au Romain à la fois avide de richesses et prudent. Caton n'était

évidemment pas le seul à s'intéresser en même temps dans de nombreuses spéculations, en ne prenant que de petites parts dans chacune. Son conseil et son exemple devaient être suivis de ne jamais mettre tout son argent dans l'armement d'un seul navire, mais de se joindre à d'autres spéculateurs pour armer des navires à frais communs, et limiter de cette façon l'étendue de son risque sur chaque navire (1). Comment dès lors, lorsque parurent les *partes* des sociétés de publicains, celles-ci eussent-elles pu ne pas immédiatement rencontrer la faveur des capitaux en quête d'emploi ? Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner des profondes racines qu'elles ont poussé sur un sol admirablement préparé à les recevoir.

Dans le passage à propos duquel nous avons eu déjà l'occasion de relever des constatations intéressantes, Polybe témoigne que « tout le monde, pour ainsi dire, est intéressé aux adjudications et aux bénéfices que l'on y réalise » (2). Evidemment ce « tout le monde » intéressé dans les spéculations des publicains ne doit pas être absolument pris au pied de la lettre. Si modestes que pussent être les moins importantes des *particulae*, il est bien certain que, pour les acquérir, encore fallait-il avoir quelque épargne, et pas plus à Rome qu'ailleurs la

1. Plutarque, *Caton l'Ancien*, n° 20.

2. *Histoire*, VI, 17.

classe des capitalistes ne comprenait l'unanimité des citoyens. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'à Rome, tout citoyen ayant des capitaux en plaçait une partie dans les sociétés fermières. Ce que nous sommes autorisés à affirmer, d'après ce texte, c'est que les *partes* étaient des plus répandues, et qu'elles ne constituaient pas un placement réservé à quelques-uns, mais bien au contraire une source de revenus qui se rencontrait dans presque tous les patrimoines.

A côté de ce témoignage si affirmatif de Polybe, on peut relever comme autorisant la même conclusion un texte de Cicéron. « Il n'y a, dit-il, que trois procédés à la portée de ceux qui ont besoin de gagner de l'argent honnêtement : le commerce, le travail, les opérations sur les adjudications publiques, *publicis sumendis* » (1). Qu'est-ce à dire si ce n'est que les entreprises des sociétés de publicains constituaient une ressource normale, un aliment courant de la richesse privée que l'auteur place sur le même rang que le commerce et le travail?

La classe des chevaliers, nous le savons, était engagée à peu près toute entière dans ces puissantes compagnies (2). Il est si vrai qu'il y avait une réelle pénétration de l'ordre équestre et du haut personnel des sociétés de publicains que les textes emploient

1. Parad , VI, 2.

2. Mommsen, *Le Droit Publ. Rom.* Trad. Girard, t. VI, 2^e partie, p. 110.

indifféremment les expressions *equites* et *publicani*, comme se rapportant à cette catégorie de citoyens que leur fortune élevait à la première classe. « *Publicani hoc est equites Romani* », dit Cicéron (1). Cette confusion volontaire s'explique à merveille. Les chevaliers constituaient l'aristocratie financière de la Société romaine. Tous ces riches financiers avaient voulu participer aux fructueuses entreprises de la ferme des impôts et des grands travaux publics. C'est à eux, nécessairement, à raison de leur situation de fortune, que devaient échoir les rôles les plus importants : de *mancipes*, de *magistri*, de *prædes*. Et ceux d'entre eux à qui il ne convenait pas de remplir ces fonctions actives et onéreuses, ou qui en avaient été écartés par la concurrence, se contentaient de prendre des *partes*.

C'est à ces *partes* également que les sénateurs et fils de sénateurs devaient faire tendre leurs désirs. Une loi Claudia, qui fut rendue dans la première moitié du second siècle avant l'ère chrétienne, dans le but d'empêcher le scandale de marchés administratifs conclus par les hommes du pouvoir avec le pouvoir lui-même, les tenait notamment à l'écart des enchères pour la ferme des impôts, les fournitures de l'Etat et les travaux publics (2). Il semble

1. *In Verr.*, II, III, 72. Voir aussi *In Verr.*, II, II, 3 et *Pro domo*, 28.

2. Asconius, *Ad. Cic. in tog. cand.*, p. 94 ; *Dion Cassius*, LV, 10

bien toutefois que ceux à qui cette prohibition s'adressait ne se montraient pas toujours disposés à accepter la limitation qu'elle apportait à l'exercice de leur liberté, puisqu'une loi *Julia de repetundarum*, de l'an 59 avant J.-C., dut renouveler la défense. Aussi devons-nous croire, que les sénateurs, que l'opposition démocratique avait éloigné des fonctions de *mancipes* et de *socii*, cherchaient à s'intéresser comme *participes* à nos entreprises. Les *partes*, en effet, leur étaient toujours demeurées accessibles (1).

Une première considération que nous pouvons invoquer à l'appui de notre croyance est la suivante : On ne regardait pas comme un négoce le fait de placer des capitaux à intérêt, et nous savons, notamment par ce que Cicéron dit des rapports d'affaires de Brutus en Cilicie et en Chypre (2), que nombre de sénateurs pratiquaient ces opérations sur une grande échelle. Cela étant, pourquoi les Romains eussent-ils regardé comme faisant acte de négoce ceux qui, à titre de commanditaires, plaçaient leurs fonds dans les entreprises financières pour en tirer un intérêt ? Du moment où ils ne paraissaient pas en nom dans l'entreprise, dès qu'ils n'y remplissaient pas un rôle actif dans l'administration et qu'ils ne participaient

1. Mommsen, *Histoire romaine*. Trad. Alexandre, t. IV, p. 44 et t. V, p. 58 ; Madvig, *l'Etat Romain*, t. I, p. 160.

2. *Ad. Attic.*, V, 21 ; VI, 1.

en rien à la gestion, on ne voit pas quel reproche sérieux on eût pu leur adresser de faire valoir leurs capitaux dans les compagnies fermières, à titre de simples bailleurs de fonds. En agissant ainsi, ils ne traitaient pas avec l'Etat qui ne connaissait que les *mancipes*, ils faisaient un placement d'argent qui leur était permis. Les lois demeuraient sauves.

En second lieu, un fait précis vient corroborer cette suggestion de la raison, et consacrer d'une manière indéniable cette vérité que le système de l'association et l'organisation des *partes* avaient ouvert aux sénateurs de grandes facilités pour continuer à tirer un parti fructueux de leurs ressources. Nous savons, en effet, que César lui-même avait des *partes*. Un texte de Cicéron que nous avons invoqué déjà dans un autre ordre d'idées, ne permet aucun doute à cet égard. L'auteur y reproche à Vatinius d'avoir extorqué des *partes* « *partim a Cæsare, partim a publicanis* » (1). N'est-ce pas là, par l'exemple d'un des plus illustres d'entre eux, la preuve que s'il pouvait y avoir quelque incompatibilité entre le rang sénatorial et la fonction de *manceps*, ou peut-être encore de *socius*, il n'y avait nul empêchement à ce qu'un sénateur pût figurer au nombre des *participes* d'une société de publicains ?

Les *partes* devaient être répandues aussi dans les

1. In *Vatin*, c. 12.

masses profondes de la plèbe. Il est certain qu'aucune exclusion légale ne lui interdisait l'accès même des fonctions les plus importantes des sociétés de publicains. Toutefois, l'étendue des fortunes considérables que supposaient les charges des *mancipes* et des *socii* ne laissait assurément pas aux modestes ressources des plébéiens la possibilité d'y prétendre. Ces charges se trouvaient en fait, à l'égard des plébéiens, monopolisées au profit des chevaliers, en même temps qu'elles l'étaient, en droit, à l'égard des sénateurs. Mais les *partes*, et surtout les *particulæ*, étaient à la portée des bourses les moins opulentes. Nous savons par Valère Maxime que de modestes employés des sociétés avaient dans celles-ci des *particulæ* (1). Ces *particulæ* étaient donc de chiffre peu élevé. Comment les plébéiens ayant quelque petite épargne n'auraient-ils pas voulu profiter de la faculté qui leur était ouverte, de participer, par l'achat d'une action, aux bénéfices que réalisaient les publicains ?

Il n'est pas possible de douter de cette diffusion considérable des *partes* dans toutes les classes de la société romaine. Pour en juger, on pourrait se contenter de lire le *pro lege Manilia* de Cicéron, qui nous rend admirablement compte de la très grande importance que, du haut en bas de l'échelle sociale,

1. Val.-Max., VI, 9, n° 7.

on attribuait aux opérations des publicains (1).

Dans ce discours, Cicéron se fait l'organe des chevaliers qui lui ont, dit-il, « à cause des liens étroits qui l'attachent à l'ordre équestre, confié la tâche de conjurer les dangers que courent les intérêts de la République et les leurs ». Il y demande instamment que Rome se lance résolument dans la nouvelle guerre qui va s'engager en Asie contre Tigrane et Mithridate. Et, pour inciter à une démonstration militaire vigoureuse et immédiate, le choix du genre d'argumentation auquel s'est arrêté l'habile tacticien du Forum est très significatif. C'est en effet moins en s'adressant au sentiment d'orgueil national qu'aux innombrables intérêts financiers engagés dans les fermes des impôts d'Asie, qu'il entend atteindre son but (2).

Dit-il que l'intérêt général veut que l'Etat ne soit pas frustré des ressources considérables qu'apportent dans ses caisses les impôts particulièrement productifs de la féconde et opulente Asie ? Ce n'est pas là ce qui le frappe et l'attache. La considération sur laquelle il insiste, celle que, dans la gradation savante de son argumentation, il place la dernière, pour y retenir plus spécialement l'attention de ses auditeurs, celle surtout qu'il ne faut négliger, comme il le dit lui-même, c'est qu'il y va de la fortune

1. V. aussi Dezobry, *Rome au siècle d'Auguste*. Lettre LXXXIII, t. III.

2. *Pro lege Mailia*. Voir surtout nos VI et VII.

d'une multitude de citoyens romains. Voici son texte : « *Ac nec illud quidem vobis negligendum est, quod mihi ego extremum proposueram cum essem de belli genere dicturus, quod ad multorum bona civium Romanorum pertinet* ». Par où l'on voit que Cicéron se préoccupe surtout de la situation difficile que créent, à une multitude d'intérêts particuliers, les troubles existant en Asie. L'intérêt collectif, l'intérêt général de l'Etat, considéré comme personne morale, ne semble pas être en jeu dans son esprit.

Et en effet, l'Etat romain qui ne pratiquait pas la régie directe, mais donnait à ferme les impôts de ses Provinces, touchait des fermiers eux-mêmes le montant du prix pour lequel, à forfait, il avait consenti l'adjudication. D'où il suit, grâce aux garanties dont il s'entourait et qu'il exigeait des adjudicataires, qu'il était assuré, quoiqu'il pût arriver, de la perception des sommes que les fermiers de l'impôt s'étaient engagés à lui verser.

Mais si l'Etat romain, pris comme tel, n'était que médiocrement intéressé à ce que l'impôt rendit aux publicains ce que ceux-ci attendaient de lui, les publicains, au contraire, avaient le plus pressant besoin que ne leur fit pas défaut la matière imposable. Reprenant alors notre affirmation que les sociétés de publicains comprenaient, en fait, la grande majorité des citoyens de toutes conditions, quelque peu aisés, qui leur apportaient leur concours finan-

cier, nous pouvons avancer que dire que les publicains étaient intéressés, c'est dire que la généralité des citoyens romains eux-mêmes devait courir avec eux les mêmes chances.

Or, c'est là précisément ce qui ressort de la harangue de Cicéron. Pour lui, en effet, cette question de la perception de l'impôt *ad multorum bonam civium Romanorum pertinet*, et c'est à raison de la profonde répercussion des conséquences de son rendement sur les fortunes privées que, lorsque l'orateur parlait devant les comices pour qu'une action militaire fût entreprise dans les provinces d'Asie, il pouvait, sans le farder, présenter en toute franchise le but qu'il s'agissait de poursuivre. Si l'intérêt du peuple romain tout entier n'avait pas été lié réellement à celui des sociétés de publicains, aurait-il osé dire que c'était comme porte-paroles de ces dernières qu'il réclamait qu'elles fussent soutenues par les légions contre les menaces de Tigrane et de Mithridate? S'il se croyait permis de représenter nettement et sans réticences que Rome devait s'imposer les sacrifices d'une guerre coûteuse pour que ne disparût pas la matière de l'impôt que les publicains devaient percevoir, c'est que réellement les intérêts particuliers de tous étaient bien solidaires de ceux des sociétés. Et en effet, toutes les classes de la Société romaine étaient intéressées à ce que la perception de l'impôt fût fructueuse, puisque tout ce

qui dépassait le prix d'adjudication et les frais de recouvrement constituait les bénéfices des sociétés fermières, et que ces bénéfices leur revenaient sous forme de dividendes, à raison des *partes* qu'elles y possédaient.

La suite du texte indique bien que c'est à ces détenteurs de *partes* que songeait Cicéron lorsqu'il avançait cette proposition que l'objet de la guerre concernait la protection des fortunes d'une foule de citoyens romains. Développant son idée, à côté des publicains eux-mêmes, qui *suas rationes et copias in illam provinciam contulerunt*, à côté de ceux qui *ipsi in Asia negotiantur*, et qui ceux-là sont, comme il le dit lui-même, sur place (*absentibus*), Cicéron signale la situation de ceux qui *sua et suorum in ea provincia pecunias magnas collocatas habent*. C'est parmi ces derniers que nous reconnaissons les spéculateurs, les actionnaires restés à Rome et qui, comme *socii* ou *participes*, ont des sommes de chiffre imposant engagées dans les sociétés vectigaliennes. Et, comme pour qu'on ne doute pas que ces sommes qui pouvaient être considérables par leur importance individuelle l'étaient aussi et surtout par la multiplication infinie du nombre de ceux qui concouraient à leur formation totale, l'orateur réitère ses affirmations à ce sujet ; les intéressés, les *participes* sont *magnum eorum civium numerum ; multorum civium*, dit-il encore peu après, et enfin, en terminant, il se

résume ainsi « *fortune plurimorum civium cum Republica defendantur* ».

On peut mesurer par ces citations quel vaste développement avait pris la richesse générale, quelle force d'expansion avait prise les *partes* sous l'impulsion de l'activité financière dont les publicains s'étaient faits les habiles promoteurs. Et on peut bien dire que tout cela était dû aux avantages que, sous l'inspiration d'un intérêt bien compris, la pratique avait attaché aux *partes* (1).

Sans vouloir revenir sur ce qui a déjà été expliqué, nous pouvons ici rappeler, simplement pour mémoire, que le succès prodigieux qu'ont rencontré les *partes* venait surtout et de la limitation de responsabilité à leur montant qu'elles assuraient à leurs détenteurs, et de la faculté de libre négociation qui leur était inhérente. Les nécessités d'un crédit étendu avaient imposé l'adoption de ces deux caractères exorbitants du droit commun, en l'absence desquels la *pars* n'aurait pu évidemment constituer qu'un titre d'exception, fort peu répandu. Les jurisconsultes de Rome, comprenant que les solutions d'ordre économique doivent avant tout se plier aux besoins pratiques qu'elles ont mission de satisfaire, avaient infléchi pour elles les principes rigoureux du droit, et c'est ainsi que, les mêmes exigences devant

1. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juin 1898, A. Geffroy. La Richesse dans l'ancienne Rome.

eugendrer à des époques très lointaines les mêmes effets, nous avons vu apparaître à Rome, sous l'irrésistible poussée des événements, le véritable titre d'action nominatif, non pas peut-être absolument tel que nous le montre, dans les détails de sa réglementation pratique, le monde moderne, mais du moins avec tous ses caractères saillants et ses principes constitutifs d'un titre de circulation aux mains de ses propriétaires successifs désignés.

DEUXIÈME PARTIE

Le titre nominatif dans l'ancien droit français.

CHAPITRE PREMIER

LES EMPRUNTS ROYAUX AVANT FRANÇOIS 1^{er}

L'histoire du titre nominatif en France se lie intimement aux origines et au développement du crédit public, de sorte que pour assister à la naissance et à la lente évolution du titre nominatif, il est nécessaire de retracer brièvement l'histoire du crédit de l'Etat.

La faculté pour un Etat de trouver facilement des prêteurs ne peut exister que tout autant que ces prêteurs voudront lui accorder leur confiance. Mais, par cela même que le crédit repose sur la confiance, son existence est essentiellement subordonnée à la

situation morale des nations et des individus. Il est évident que si l'on est assez disposé à se fier à ceux qui passent pour n'avoir jamais trahi leurs engagements, on n'aura pas le même empressement à apporter son argent à ceux dont la fidélité à s'exécuter scrupuleusement est moins sûre.

Il ne faut donc pas s'attendre à rencontrer un crédit public organisé là où la volonté d'un seul faisant la loi, les prêteurs n'ont d'autre garantie de la solidité des promesses que la bonne volonté du prince.

D'un autre côté, l'emprunt d'Etat n'est pas de sa nature remboursable : il est perpétuel ou du moins à très longue échéance. Le grand avantage qui résulte pour une nation de la faculté d'emprunter, c'est de pouvoir répartir sur un grand nombre d'années les charges qu'imposent les besoins d'un moment, tout en ayant trouvé un capital immédiatement disponible. Mais l'avenir qu'elle grève au profit du présent risque de rester perpétuellement chargé de cette dette. Les gouvernements élèvent en général leurs dépenses au niveau des contributions qu'ils peuvent tirer des peuples. Ce qui fait que, quand une circonstance imprévue survient et amène des nécessités nouvelles, il faut, pour y faire face, avoir recours à la ressource extraordinaire des emprunts, fait aussi que la circonstance qui a amené la mesure extraordinaire passée, l'Etat se

retrouve en face de toutes ses charges ordinaires, et son budget ne lui permet pas autre chose que le service des intérêts de la dette nouvelle qu'il a contractée et qu'il ne peut que très lentement éteindre. De là, la nécessité du principe de la perpétuité de la dette de l'État.

Or, cette obligation morale à laquelle les nations honnêtes se soumettent facilement, à travers les révolutions et les siècles, de respecter les engagements pris par les gouvernements antérieurs, suppose la notion de la perpétuité de l'État. Mais cette unité nationale et la solidarité des générations successives qui fait la force du crédit public, ce sont là des notions pour ainsi dire modernes.

Anciennement, quand les gouvernements avaient besoin d'argent, le moyen essentiel à l'aide duquel ils s'en procuraient, était l'impôt. Quand les impôts existants étaient insuffisants à couvrir les dépenses, on les augmentait ou on en créait de nouveaux.

Accessoirement au procédé fiscal, nos anciens rois recoururent fréquemment à la création d'offices pour l'acquisition desquels le titulaire était obligé de fournir une finance, à l'altération des monnaies, à la confiscation des biens des Juifs (1).

1. Leroy-Beaulieu. — *Traité de la Science des Finances*, t. I, p. 11. — Lavissee et Rambaud. *Histoire générale*, t. III, p. 52.

De ces divers moyens, le premier et le second, l'impôt et la création des charges publiques, judiciaires ou administratives, subsistèrent pendant toute la durée de l'ancien régime et continuent à être employés de nos jours. Quant aux autres, ils disparurent peu à peu devant les progrès de la civilisation et de la moralité publique et furent progressivement remplacés par le procédé de l'emprunt.

Assurément, les emprunts sont une ressource, au moins exceptionnelle, de tous les âges. Cependant avant que ceux-ci aient été envisagés, à notre point de vue actuel, comme une charge perpétuelle de l'Etat, il s'est passé bien du temps. On voit, il est vrai, apparaître l'emprunt dès les premiers Capétiens toutes les fois que les ressources ordinaires du domaine étaient insuffisantes à couvrir les dépenses royales. Mais les procédés de crédit employés ne différaient guère de ceux dont pouvaient se servir les particuliers : c'était le roi lui-même qui se portait personnellement débiteur ; ce n'était pas l'Etat, être moral, qui était chargé de la dette. Et, de cette notion du caractère exclusivement personnel au roi emprunteur de la dette contractée, nos anciens jurisconsultes avaient déduit cette conséquence rigoureuse que les rois n'étaient pas étroitement obligés par les opérations de leurs prédécesseurs, et s'ils consentaient à les solder, c'était simplement « par

honneur, dévotion, charité, sans y être tenus » (1).

Etant donné ce principe de l'intransmissibilité des dettes royales, il est bien évident que le crédit des rois devait être extrêmement limité. Aussi ne pouvaient-ils obtenir que des emprunts à court terme, et encore moyennant la remise d'objets de valeur à titre de nantissement : Philippe I^{er} dut donner en gage le domaine de Barbery et Louis le Gros un des plus précieux joyaux de sa couronne (2).

Cette incertitude de remboursement avait tellement ébranlé la confiance, nos rois avaient d'ailleurs montré si peu de scrupules à tenir leurs engagements, ils avaient si souvent négligé de rembourser leurs prêteurs qu'un moment vint où, pour parvenir à ses fins, le monarque dut avoir recours à des subterfuges, et que de facultatifs qu'ils étaient les emprunts devinrent obligatoires. En 1315, Louis X, dit le Hutin, fit au public un appel qui eut si peu de succès qu'il se trouva amené à désigner lui-même les prêteurs et les taxa d'office. Pour faciliter le fonctionnement du nouveau système, on organisa dans de riches bailliages un véritable réseau d'espionnage pour connaître la fortune des citoyens, et qui permit de savoir à quelle porte il fallait frapper en cas de besoin. Ce mode d'emprunt forcé se renou-

1. Loyseau, *Des offices*, liv. II, ch. 2, n° 34.

2. Luchaire, *Hist. des premiers Capétiens*, t. I, p. 126.

vela à maintes reprises. Sous Philippe VI de Valois, sous Jean II, on n'en connut guère d'autres. L'usage en était devenu si fréquent qu'en 1355 les Etats Généraux, se faisant l'organe des énergiques protestations des hommes libres, stipulèrent la défense expressé au roi, à la reine et aux princes de contraindre personne à leur prêter soit des deniers, soit des denrées (1). Mais il ne semble pas que cette interdiction fut respectée. L'administration financière des règnes précédents avaient engendré une méfiance telle que lorsque Charles V voulut emprunter amiablement, il se heurta à son tour, à des exigences auxquelles il n'était guère possible de se plier d'une façon continue. Au mois de juillet 1371, pour décider quelques marchands d'Avignon à prêter au roi une somme de 100,000 livres d'or, il fallut que les princes du sang, de grands personnages de la cour, des conseillers, des officiers royaux, des bourgeois de Paris, tous au nombre de 22, s'engageassent envers les prêteurs au remboursement de la somme avancée. De telles exigences ne pouvaient assurément être aisément satisfaites, et on dut en revenir à la pratique des emprunts forcés.

On le voit, ce n'était pas là même l'enfance du crédit qui ne pouvait s'accommoder de pareils procédés. Et il est superflu de faire remarquer que tant

1. Dareste de la Chavanne, *Hist. de l'adm. de la France*, t. II, p. 124.

que dura ce système de l'emprunt forcé, à court terme, au remboursement aléatoire, il ne pouvait être question de transmissions fréquentes ou normales du titre constatant l'opération.

Dès cette époque, les rois délivraient à leurs prêteurs des titres portant reconnaissance de la dette. Et par exemple, lorsque Philippe VI de Valois, pour obtenir un emprunt forcé, envoyait au receveur du Périgord un certain nombre de lettres à l'adresse des gens aisés aux ressources desquels il entendait puiser, nous savons que certaines de ces lettres portaient directement le nom de leurs destinataires. Quant à celles qui étaient rédigées sans adresse, c'était au receveur de s'enquérir des noms des hommes les plus riches non désignés par le roi et de les leur adresser (1). Tous ces titres portaient ainsi le nom des prêteurs, et théoriquement la cession en était possible, ainsi que cela résulte, du reste, d'un arrêt du Parlement de Paris de l'octave de la Pentecôte de l'an 1267, permettant à Eblon Douce, chevalier, de retirer, en qualité de parent, une rente qu'un chevalier avait sur le Trésor royal, « *in bursa Regis* » (2). Le retrait, qui consiste dans le droit de prendre à son compte le marché d'un autre et de se rendre acquéreur à sa place, implique en effet l'existence d'une cession antérieure.

1. *Histoire de Philippe de Valois*, Jules Viard.

2. Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*, t. I, n° 1116.

Mais on peut bien dire, sans craindre d'avancer une affirmation téméraire, qu'alors la cession des rentes sur le Trésor royal ne pouvait se présenter que comme un fait rare et tout exceptionnel. Outre que le besoin de la cession se fait moins sentir lorsqu'il s'agit d'opérations à brève échéance que lorsqu'il s'agit d'opérations à longue portée, il est bien certain que le prêteur qui eût voulu se débarrasser de son titre, eût trouvé difficilement un acquéreur ; on ne devait pas se montrer bien empressé à avoir dans son patrimoine des valeurs aussi inconsistantes, aussi peu sûres que celles résultant d'un emprunt royal, et il faut bien croire qu'on devait se montrer soucieux de ne pas abandonner par une acquisition volontaire le bénéfice de la bonne fortune d'avoir échappé à la réquisition forcée des agents du pouvoir,

CHAPITRE II

INAUGURATION DU SYSTÈME DES RENTES SUR L'HÔTEL DE VILLE

Dans toutes les opérations de crédit dont nous avons parlé et jusqu'au xvi^e siècle, on ne voit pas encore poindre la véritable notion du crédit public. Les rois, pour se procurer les fonds qui leur étaient nécessaires, ne connaissaient guère, comme système d'emprunt, que l'emprunt personnel et remboursable à époque fixe. Or, l'obligation où ils pouvaient se trouver de rembourser dans un moment de gêne les mettait dans un cruel embarras : il fallait se résoudre ou bien à manquer aux engagements pris, ou bien contracter de nouveaux emprunts à des conditions plus onéreuses, pour rembourser les précédents.

Le crédit public n'apparut sous sa forme parfaite et définitive que le jour où les gouvernements firent des emprunts en stipulant qu'ils seraient dispensés

de rembourser le capital à une époque fixe et déterminée d'avance, que le créancier ne pourrait réclamer pourvu que l'Etat lui servît régulièrement ses arrérages, tout en étant convenu que celui-ci serait toujours libre, s'il le jugeait utile, de contraindre le créancier à recevoir son remboursement.

Mais, de ce dernier système il ne pouvait être question tant que les rois et les princes jouaient un rôle strictement personnel dans le contrat qu'ils passaient avec leurs emprunteurs. Et il fallait bien pour eux se conformer aux coutumes de leurs humbles sujets, en employant les formes du crédit civil, puisque la notion de la perpétuité de l'Etat ne s'était pas encore fait jour, et qu'il était de principe que les dettes royales étaient intransmissibles.

A partir du moment, au contraire, où se dégagait la notion de la continuité de l'Etat, être moral permanent, survivant aux monarques et aux générations successives, persistant en dépit des changements de dynastie, et où les gouvernements, mieux inspirés, guidés par une vue plus ou moins claire de cette idée, se montrèrent disposés à accepter les engagements contractés par leurs prédécesseurs, à partir de ce moment-là pouvait naître le véritable crédit public, participant lui-même de la perpétuité ou du moins de la durée indéfinie de l'Etat.

Or, c'est seulement à partir du xvi^e siècle que le rôle personnel du roi dans les emprunts commença

à disparaître pour faire place au crédit de l'Etat. C'est avec François I^{er}, en effet, que l'administration des finances royales perdit son caractère éminemment domestique et privé pour devenir la dette publique de la France. Et nous allons voir comment les emprunts qui, avec les Capétiens et les premiers Valois, n'étaient que des prêts d'un remboursement aléatoire, bien que la date du remboursement fût toujours indiquée dans les actes, vont se transformer en rentes publiques perpétuelles, la dette du prince disparaissant sous le papier d'Etat.

C'est dans la première émission des rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris que l'on peut voir l'origine du contrat de rente perpétuelle; c'est dans ce fait que nous allons saisir enfin l'institution d'une théorie régulière du crédit, et c'est avec lui que va nous apparaître un titre de rente pouvant faire l'objet de transmissions fréquentes, quoique non encore véritablement négociable.

François I^{er}, pour subvenir aux frais de la guerre qu'il allait porter en Italie, avait besoin d'argent. Malheureusement son crédit était bien restreint, et il ne pouvait guère espérer trouver aisément des particuliers décidés à lui consentir des prêts directs. Sur la proposition du chancelier du Prat, il songea alors à emprunter sous le couvert et sous la garantie de la Ville de Paris dont le crédit inspirait une autre confiance que celui du Trésor royal.

Par lettres patentes du 2 septembre 1522, des commissaires royaux reçurent la mission d'aliéner des rentes « jusqu'à la somme de 25.000 livres tournois de rente ou revenu par an, à la raison de 10 0/0 et au-dessous, à faculté de rachat et réméré perpétuel, avec engagement sur les aydes, gabelles et imposicions en la Ville de Paris et aultres lieux, de la charge et généralité d'oultre Seine, et mesme sur le revenu des estaulx et bancs de la grant boucherie de Beauvais, du pyé fourché vendu en la dicte ville, comprins Saint-Laurent, le huitième du vin vendu à détail et l'imposicion du vin vendu en gros, et des poissons aussi vendus en cette dicte ville de Paris et aultres membres de nostre domaine aydes, gabelles et imposicions de la dicte charge et généralité d'oultre Seine ».

Les commissaires royaux portèrent au prévôt et aux échevins de la Ville de Paris la proposition d'accepter la cession des recettes fiscales énumérées sous faculté de rachat, et de placer eux-mêmes dans le public les rentes qu'il s'agissait d'aliéner. Ceux-ci acceptèrent de remplir la mission dont on leur demandait de se charger, et les conditions de l'emprunt furent définitivement consignées dans un édit du 10 octobre 1522 (1).

1. Dans cet édit, nous relevons comme de nature à nous intéresser plus particulièrement les passages suivants : « Mais pour ce que la dicte somme ne se pourroit bonnement fournir

Un progrès considérable est accompli dans l'histoire du crédit public par cette première émission de rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris qui marque l'avènement du contrat de rente perpétuelle, obligeant l'Etat débiteur au simple service des intérêts, et le laissant libre de rembourser à son heure le capital emprunté.

Ce progrès se caractérise en outre par la soustraction de la dette à l'arbitraire royal, et ce résultat est la conséquence d'un système assez complet de garanties de la sincère exécution du contrat, découlant de l'intervention de la municipalité parisienne et de sa substitution à la personne du souverain dans ses rapports avec les rentiers.

sans estre particulièrement taxée sur chacun des manans et habitans puissans de nous (le roi) y aider, ils (les prévôt et échevins) délibérèrent en icelle assemblée et conclurent en ensuivant l'offre qui leur aurait esté faicte par nos dicts commissaires de nostre vouloir et commandement, que certaines fermes et aydes seraient prinses par achat de nous par la communauté et corps universal de la dicte ville représenté par les prevost des marchans et eschevins jusques à la concurrence de la dicte somme de 200.000 livres tournois ou environ, pour après estre par iceux prevost des marchans et eschevins, constitué rente particulière à chacun de ceulx qui nous bailleront partie ou porcion de la dicte somme de 200.000 livres tournois, selon la quantité des deniers qu'ils en en fourniront et de la taxe qui sur eulx en sera faicte..... et ce au prix de 100 livres tournois de rente pour 1.200 livres tournois qu'ils auront baillé comptant.... »

De plus, le roi consent à ce « que les dicts prevost des marchans et eschevins, presens et advenir, connaissent en leur

Les emprunts du Trésor royal sont traités directement avec le prévôt et les échevins de la Ville de Paris. C'est cette dernière qui est cessionnaire du roi des portions du domaine et des impôts destinés à assurer le paiement des intérêts et à gager l'emprunt. Le roi ne connaît pas ses bailleurs de fonds. C'est la Ville qui, après avoir contracté avec le souverain, s'occupe à son tour de faire prendre les rentes au public, en ajoutant aux assignations royales sa propre garantie.

Les bourgeois, marchands et manants préfèrent de beaucoup l'intervention de leurs magistrats municipaux à un prêt direct. Les assemblées municipales, où se discutent les affaires de la cité, ont pu en effet se livrer à un examen minutieux des conditions de l'opération financière proposée par le pouvoir royal. Elles ont pu contrôler la sécurité du gage offert. Elles assurent la ponctualité du service

hostel de ville, jugent et décident des questions, procès et différends qui se pourront soudre et mouvoir à cause des dictes aydes et des deppendances d'iceulx, entre quelsconques personnes que ce soient, privilégiés et non privilégiés. »

L'édit se termine enfin de la sorte : « Promettons en parole de Roy et sur nostre foy, pour nous, nostre couronne et successeurs en icelle ne convertir, ne employer à nostre profit, ne de nos successeurs, ne en aultre usaige, ne choses quelsconques, les dictes aydes et fermes, et obligeons spécialement aux choses dessus et à chacuné d'elles nostre propre et privé patrimoine présent et advenir. » Voir le texte des lettres et de l'édit dans *Hist. de la Dette pub. en France*, Vührer, t. I, p. 435.

des arrérages qu'elles perçoivent elles-mêmes du Trésor royal pour les remettre aux rentiers.

Le prévôt et les échevins étaient ainsi devenus les représentants légaux de ceux qui leur avaient confié leurs épargnes, et l'histoire nous témoigne qu'ils se sont montrés scrupuleusement jaloux des prérogatives dont ils étaient investis. Les circonstances sont nombreuses où leurs protestations et leurs remontrances eurent pour effet d'écarter ou d'atténuer les conséquences, menaçantes pour les intérêts des rentiers, de mesures financières que le roi n'aurait pas manqué de prendre sans la ferme opposition du Bureau de Ville (1).

Le pouvoir de protection des créanciers de l'Etat, qui appartenait au prévôt et aux échevins, se doublait et se consolidait, ainsi que cela ressort de l'Edit du 10 octobre 1522, d'un droit de juridiction en premier ressort des contestations que la manutention des rentes pouvait soulever entre les rentiers et les comptables publics.

Cet ensemble de garanties explique le succès qu'obtint cette première émission de rentes sur l'Hôtel de Ville (2), et la faveur avec laquelle l'ac-

1. Voir quelques-unes de ces manifestations dans la savante étude de M. P. Cauwès sur « *Les commencements du crédit public en France* », *Revue d'économie politique*, 1895, notamment p. 840 et s.

2. Pasquier, *Œuvres*, tome II, p. 122; Bodin, *Les six livres de la République*, liv. V, chap. II, p. 494.

cueillirent les capitalistes ne pouvait manquer d'inciter le roi à recourir au même procédé d'emprunt lorsque de nouveaux besoins d'argent se feront sentir.

Cette nouvelle forme d'emprunt ne fit pas disparaître toutefois les anciens errements. Des emprunts directs continuèrent à être conclus avec des particuliers. Des aliénations furent encore négociées avec des traitants. Des contributions forcées furent toujours imposées aux villes, et il ne faudrait pas croire d'ailleurs que cet usage de la taxation d'office ne pesa pas longtemps sur les aliénations de rentes sur l'Hôtel de Ville elles-mêmes (1). Souvent prévôt et échevins durent taxer les habitants de la ville d'après leurs facultés, et il s'en faut que toutes les rentes aient été spontanément souscrites (2).

Il faut signaler que si Paris demeura le siège principal des opérations de crédit de la royauté, et si, comme nous dit Pasquier, elle fut surtout la ville « avec laquelle les rois de France ont perpétuellement uni leur fortune », elle n'était pas la seule qui eut à émettre des rentes pour le compte de la royauté ; d'autres échevinages reçurent aussi parfois la mission de détailler au public des rentes

1. Voir P. Cauwès, *op. cit.*, 1895, p. 108 et 115.

2. P. Cauwès, *op. cit.*, 1895, p. 118.

que leur aliénait, à faculté de rachat, le pouvoir royal, et c'est ainsi qu'en juillet 1553, 25.000 livres de rente furent aliénées aux échevinages de Reims, Troyes, Lyon et dix-sept autres villes (1).

1. P. Cauwès, *op. cit.*, 1895, p. 117; G. Blanchard, *Compilation chronologique des ordonnances*, etc., t. I, p. 701.

CHAPITRE III

CONSTITUTION ET TRANSMISSION NOTARIÉES DES RENTES

Les émissions de rentes sur l'Hôtel de Ville, dès le xvi^e siècle, constituèrent un ensemble d'opérations importantes et fréquemment renouvelées (1). Les aliénations, dont l'assignation se cantonna, en fait, sur les aides et gabelles, allèrent se multipliant avec une telle force jusqu'à la fin de l'ancien régime que Debeaumont constate que « les riches comme ceux qui sont moins aisés, les régnicoles comme les étrangers, tout le monde a des rentes » (2).

Il devait suivre de là un mouvement actif de transactions portant sur les titres délivrés à l'Hôtel de Ville. Le caractère de perpétuité ou de durée indéfinie du prêt devait faire du titre de rente un titre

1. Voir P. Cauwès, *op. cit.*, 1895, p. 826 et 832 ; 1896, p. 419 et 421. Voir encore Vührer, *Histoire de la Dette publique en France*, t. I, *passim*.

2. Debeaumont, *Jurisprudence des rentes*, édit. de 1766 et 1784, préface p. 9.

de circulation. Cependant il s'en faut qu'on lui ait donné de suite la forme négociable, et ce n'est que le résultat d'une longue expérience, démontrant l'insuffisance de sa forme primitive, qui amènera enfin la création du titre négociable moderne.

Les emprunts en rentes que nous étudions ne se présentaient pas sous la forme actuelle de la souscription publique, et, à la différence de ce qui se passe de nos jours, l'établissement débiteur n'émettait pas lui-même et directement les titres offerts au public. Le roi, comme nous l'avons déjà signalé, traitait avec le Bureau de Ville, et lui affectait, comme garantie spéciale, tels ou tels revenus à la sûreté du paiement des intérêts et du remboursement du capital à une époque indéterminée. Cette opération faisait elle-même l'objet d'un contrat notarié. Un certificat nous a été conservé, délivré par l'Echevinage, et constatant, en effet que « Jehan Quétin et François Ymbert, notaires du roi au Châtelet de Paris, ont reçu et grossoyé le contrat de vente faite à la Ville par les procureurs du roi des magasins et greniers à sel de Montfort l'Amaury, Château-Thierry, et Montargis moyennant la somme de 300.000 livres tournois (1). »

Le Bureau de Ville, à son tour, jouant en quelque sorte le rôle de courtier entre le royal emprunteur

1. Cette pièce, du 19 octobre 1553 se trouve au tome IV, p. 234, du *Registre des délibérations du Bureau de Ville*.

et les prêteurs, ses sujets, s'occupait à répandre parmi les manants et habitants diverses portions de la rente qu'il avait acquise en bloc. Mais la Ville n'émettait pas elle-même les titres au profit des souscripteurs des rentes (1).

Toute personne qui devait se porter acquéreur de rentes, soit qu'elle fût taxée par les quarteniers, soit qu'elle désirât de son propre mouvement prendre part à l'émission, versait la somme qu'elle était

1. Il faut voir dans les rentes sur l'Hôtel de Ville l'imitation de ce qui se pratiquait depuis longtemps déjà dans les villes italiennes. Dès la fin du ^{xiii}^e siècle, il existait à Venise une chambre publique chargée de répartir les prêts forcés entre les citoyens les plus à même par leur fortune de fournir les fonds destinés à couvrir l'emprunt. Et les rentiers percevaient par l'intermédiaire de cette chambre, composée des délégués de la ville, les revenus de leurs rentes au service desquels étaient affectés des impôts.

Des titres, à forme nominative, qu'on appelait *compere* à Gènes, *imprestite* à Venise, *luoghi dei Monte* à Florence et à Rome, étaient remis aux rentiers, qui constataient leurs créances. Leurs propriétaires avaient toute liberté d'en consentir l'aliénation et cette négociation se faisait à des prix variables suivant l'état des affaires, comme de nos jours, au pair, au-dessus ou au-dessous du pair.

On croit même que ces titres étaient insaisissables pour dettes et que la transmission s'en opérait par un simple transfert sur les livres de la Dette publique.

À Florence, la prospérité publique avait fini par être menacée par des agiotages effrénés, et c'est dans le but d'y mettre une entrave qu'un impôt de 2 0/0 fut établi sur tous les transferts, en l'année 1371.

(Voir Cl. Jannet, *Les grandes époques de l'histoire économique*, p. 278 ; Wahl, *Traité des titres au porteur*, t. I, p. 147).

contrainte de prêter ou qu'elle prêtait volontairement entre les mains du Receveur de la Ville. Puis elle devait requérir l'intervention de deux notaires, et ceux-ci dressaient, en la forme ordinaire, un acte destiné à servir de titre au prêteur (1).

1. Le certificat du 19 octobre 1553, rapporté plus haut, fait suivre les indications que nous avons transcrites de cette mention : « Depuis, tant par les dits Quétin et Ymbert que par plusieurs autres notaires du Châtelet ont été reçus les contrats de constitution de rentes montant au nombre de 469. »

Voici le texte d'un de ces contrats notariés, tel qu'il fut délivré en l'année 1568 à Hervé de Grantrue :

« Par devant René Barrière et Lambert Chartain, notaires du Roy nostre dit seigneur au Chastelet de Paris, furent présens noble homme messire Nicolas Legendre, chevalier, seigneur de Villeroy, baron de la Chapelle la Roynne, Magny d'Harlencourt, conseiller du Roy, secrétaire de ses finances, trésorier de son ordre, prévost des marchans, honorables hommes, sires Nicolas Bourgeois et Jehan de Bray, marchans bourgeois de Paris, eschevins de la dite ville, disans que pour recouvrer par le Roy la somme de quatorze cens quarante mil livres tournois, pour subvenir au paiement des gens de guerre, tant estrangers que aultres estans en ce royaume, à la grand foulle du peuple, led. seigneur leur a, le 29^e jour de mars dernier, fait vendre par ses procureurs spéciaux les aydes et équivalens de Senlis, Compiengne, Beaulmont, Soissons, Beauvais, Chartres, Montargis, Sens, Tonnerre, Auxerre, Chaalons, Laon, Langres, Troyes, Vezelay, jusques à la somme de six vingtz mil livres tournois de rente, selon et ainsi qu'il est déclaré par la dite vendition, laquelle vendition led. seigneur a rattifiée le premier jour d'april ensuivant. A ceste cause, pour fournir audit seigneur la somme de XIII c. XL m. livres tournois, iceulx Prevost des Marchans et Eschevins recongneurent et confessèrent avoir vendu, constitué, assis et assigné à toujours et promectent aud. nom garantyr

Dans les contrats de constitution, tous étant dressés sur le même type que nous reproduisons ci-dessous, on visait l'acte d'aliénation au Bureau de Ville, la date de la ratification de cet acte par le pouvoir royal, le montant en capital et en rente de l'aliénation, les assignations devant servir de gage à l'opération. Toutes ces indications devaient se répéter minutieusement dans chaque acte, car il était nécessaire de bien spécialiser l'aliénation à laquelle se rattachait chaque contrat de rente, tels

de tous empeschemens, à noble homme M^e Hervé de Grantrue, conseiller notaire et secrétaire du Roy et Maistre ordinaire en sa chambre des comptes à Paris, à ce présent achepteur et acquesteur, pour luy, ses hoirs et aians cause, douze livres dix sols tournois de rente annuelle et perpétuelle, payable par chascun an, aux quatre quartiers de l'an, deux mois après chascun quartier escheu, premier terme de paiement eschéant le dernier jour de juing prochainement venant, sur lesd. aydes qui en demeurent obligez et ypothéqués. Ceste vente et constitution faicte moyennant la somme de sept vingt dix livres tournois que led. Prevost des Marchans et Eschevins en confessent avoir eu et receu dud. achepteur, et laquelle somme, de leur ordonnance, a esté par luy mise ès mains de noble homme M^e François de Vigny, Receveur de lad. Ville de Paris, à ce present, en testons bons, aians de présent cours, dont ilz se tiennent pour contans, et se sont dessaisiz desd. aydes et équivalens, et aultres choses déclairez par lesd. lettres de vendition jusques à la valleur desd. douze livres dix solz tournois de rente, rachetables à toujours lesd. douze livres dix solz tournois de rente, en rendant à une fois pareille somme de sept vingt dix livres tournois avec les arrérages et tous loiaulx coutz, Promettons, etc. L'an mil V c. LXVIII le samedi, premier jour de May. » Signé : Barrière, Chartain (*Registre des délibérations du Bureau de Ville*, t. VI, p. 19, note 2).

ou tels revenus étant affectés d'une façon particulière à la sûreté du paiement des intérêts, les mêmes revenus étant parfois d'ailleurs successivement affectés à diverses opérations, auquel cas un droit de priorité appartenait aux rentes les plus anciennes.

Cette intervention des notaires à l'occasion de chaque constitution particulière de rente fut-elle exigée dès le début, c'est-à-dire dès 1522 ? Il n'est pas certain qu'elle ait été essentielle à la validité de l'opération, dès cette date. Cependant il est infiniment probable qu'en fait les choses ne se passaient jamais sans l'assistance notariale, et, après avoir existé vraisemblablement de fait, un monopole de droit fut créé au profit des notaires du Châtelet de Paris par lettres patentes du 19 janvier 1553.

Voici comment fut amenée cette dernière mesure. Les habitants des bonnes villes, sans cesse sollicités par des demandes d'argent venant du pouvoir, finissaient par se dérober. Il semble qu'il demeurait dans le public une préférence marquée pour les rentes sur particuliers (1). De plus, l'argent se faisait rare ou en tout cas se cachait. C'est alors que le roi se trouva amené à prendre les mesures les plus vexatoires et les plus arbitraires. Les lettres patentes du 19 janvier 1553 interdirent aux notaires de passer aucun contrat de rente entre parti-

1. Voir *Registre des délibérations du Bureau de Ville*, t. IV, p. 309.

culiers au-dessus de dix livres de rente, et comme la Ville ne recevait pas de versement de deniers pour moins de dix livres tournois de rente (1), il en résultait que toutes les épargnes qu'on voulait employer à un placement de cette nature devaient nécessairement affluer à l'Hôtel de Ville.

Pour intéresser les notaires du Châtelet à la réussite des opérations financières de la Ville, on décida que leur concours serait exigé pour la passation de chaque contrat. Ainsi ils n'avaient plus intérêt à conseiller les placements en rente sur particuliers, et d'ailleurs la suppression de leurs offices eut été la sanction de leur contravention à la volonté royale.

Mais ce n'était pas assez de canaliser au profit des rentes constituées sur l'Hôtel de Ville les capitaux disponibles. Une nouvelle mesure fut prise dans le but d'attirer aussi les capitaux déjà engagés. En vertu d'un édit du mois de mai 1553, toutes les rentes foncières assises sur les maisons des villes et faubourgs, non rachetables d'après leur nature, furent déclarées rachetables dans les trois mois sur le pied du denier 20. Il fut décidé par le même acte

1. C'était là du moins le principe. Il y fut cependant parfois dérogé dans des périodes critiques. C'est ainsi qu'une ordonnance du 18 août 1553 autorisa le receveur de la ville à recevoir des fonds pour moins de dix livres de rente (*Reg. des délib. du Bureau de Ville*, t. IV, p. 209).

que les fonds, dont la remise aurait dû être opérée aux mains des propriétaires de ces rentes, seraient versés par les débi-rentiers dans la caisse des receveurs des deniers communs des villes pour être finalement transmis au Trésor qui, substitué de la sorte aux débiteurs des rentes, se chargerait du service des redevances dont le montant au profit des jouissants serait du denier quinze (1).

Grâce à ces mesures, les rentes sur l'Hôtel de Ville, dont les aliénations se répétaient si fréquemment, ne pouvaient manquer de se répandre dans tous les patrimoines des aisés, et si ceux-ci répugnaient à les prendre le roi avait bien trouvé le moyen de les y contraindre. Des documents précis viennent d'ailleurs nous attester que ces valeurs étaient extrêmement répandues. Des remontrances du 15 décembre 1575 les comptent au nombre des principales sources de revenus pour les particuliers avec les métiers, le commerce, les biens des champs et les offices. D'autres remontrances du 1^{er} juin 1576 nous attestent que « ecclésiastiques, princes, gentilshommes, bourgeois, artisans, hospitaliers, veuves, mineurs, orphelins, collèges, communaultez et gens de toutes sortes y ont mis de bonne volonté et franchement leurs deniers et leurs biens.... » (2).

1. Bib. du Louvre, *Edits, déclarations et ordonnances concernant les rentes*, 1^{er} vol., année 1553.

2. *Reg. des délib. du Bureau de Ville*, t. VII, p. 387.

Cette extrême diffusion des rentes devait être la matière d'une très active négociation des titres qui les constataient. Ceux qui les avaient acquises soit librement, soit contraints et forcés, pouvaient avoir besoin à un certain moment de leur capital aliéné à perpétuité. Il ne paraît pas cependant que, dès le début tout au moins, on ait compris tout le parti que le crédit public lui-même pouvait tirer de la faculté accordée au preneur de rente originaire de se substituer un tiers vis-à-vis du Trésor royal. Peut-être aussi la difficulté que l'on éprouvait à placer les titres lors des émissions, répétées à de très courts intervalles, a-t-elle été pour quelque chose dans l'immobilisation des titres aux mains de ceux qui les détenaient, en vue de réserver pour les émissions elles-mêmes les capitaux en quête d'emploi.

Quoi qu'il en soit, il est certain que tout d'abord des édits avaient mis obstacle à la faculté de libre transmission des contrats de rente. Il existe en effet une décision du bureau de la Ville de Paris, en date du 19 août 1553, accordant « à sire Nicolas Hennequin, marchand et bourgeois de Paris et à M^e Claude Hennequin, son filz, de povoir transporter toutes rentes qu'ilz leur appartiennent, jusques à la concurrence de 3.000 escuz soleil, à quelques personnes que ce soit, nonobstant les Edictz qui avaient esté par cy-devant faictz » (1).

1. *Reg. des délib. du Bureau de Ville*, t. IV, p. 209.

La mention finale de la décision que nous venons de rapporter nous révèle que les premiers titres de rente sur l'Hôtel de Ville ne pouvaient pas, au gré de leurs propriétaires, faire l'objet de libres négociations entre-vifs. Mais il n'y eut certainement là qu'un état de peu de durée. Et, après n'avoir été que la conséquence de faveurs individuelles, la transmission des contrats de rente ne tarda pas à devenir un véritable droit. La nécessité fit entendre sa voix, et de fait les remontrances du 1^{er} juin 1576 attestent la fréquence des cessions que des crédi-rentiers besogneux consentaient à des financiers, à des conditions le plus souvent déloyalement avantageuses pour ces derniers qui exploitaient sans scrupules des situations précaires.

Et cependant, malgré la répétition multipliée des opérations de cession, on ne paraît pas s'être inquiété d'un système de transmission rapide et peu coûteux. Le titre de rente qu'avait en mains le crédi-rentier originaire n'avait pas par lui-même une vertu propre de transmission. De même que le droit qu'il avait acquis avait fait l'objet d'un contrat notarié, de même la cession qu'il en voulait faire nécessitait la passation d'un nouvel acte devant notaires, et chaque fois que la rente passait dans les mains d'un nouvel acquéreur un contrat notarié devait être rédigé pour réaliser cette cession.

CHAPITRE IV

DE LA GARANTIE DES RENTES

De ce que la transmission des rentes sur l'Hôtel de Ville se ramenait à une cession ordinaire, on en avait voulu tirer cette conséquence, que le cessionnaire, ayant cause du cédant, avait un recours en garantie contre ce dernier au cas de défaut de paiement régulier des arrérages. Des hésitations s'étaient cependant manifestées de la part des Cours de justice à appliquer les principes rigoureux du droit à cette situation, considérant avec Bacquet (1), qu'« en garantie générale n'est aucunement compris le fait du prince, d'hostilité ou autres cas fortuits et extraordinaires », et un arrêt du 20 juillet 1592 avait, par application de cette idée, débouté de sa demande en garantie un cessionnaire de rente dont les arrérages ne lui avaient pas été payés.

1. V. *Traité des transports de rentes*, publié pour la première fois en 1594, réédité par Ferrière et annoté par lui en 1744, t. I, page 482.

Alors, en vue de mieux assurer leur recours, les cessionnaires avaient pris l'habitude d'imposer aux cédants une clause contenant « promesse de garantir, fournir et faire valoir tant en sort principal que cours d'arrérage la rente vendue et transportée ». Sur l'effet de cette clause un dissentiment s'était élevé dans la jurisprudence. Les Requêtes du Palais et le Châtelet de Paris se prononçaient en ce cas contre les cédants, qu'ils déclaraient tenus à garantie. Mais Bacquet rapporte deux arrêts, du 11 décembre 1590 et du 12 août 1591, d'après lesquels « il n'y a aucune éviction de la rente, mais un simple reculement de paiement des arrérages au moyen de la misère et calamité du temps, laquelle chacun doit porter ».

Ferrière, dans son annotation de Bacquet, ajoute à l'appui de cette dernière décision des considérations utilitaires, inspirées du souci de la stabilité des transactions, qui méritent d'être rapportées. « Il est de l'intérêt public et du repos des familles que cette garantie ne soit pas reçue dans les rentes parce qu'il pourrait arriver que si quelqu'un avait vendu, cédé et transporté une rente sur le roi et que pendant 30 ou 40 ans, elle eut passé par plusieurs mains et propriétaires, si après un si long temps le Roy ne voulait pas les payer, le propriétaire aurait son recours contre son auteur, lui contre le sien, et ainsi jusqu'au premier qui aurait cédé ladite rente avec

sa susdite garantie, en sorte que ce recours ruinerait plusieurs familles, vu que si cette clause était inutile, elle ne préjudicierait qu'à celui qui se trouverait pour lors propriétaire de la rente » (1).

Cette cascade de recours que Ferrière voulait conjurer était en effet une menace très préjudiciable pour la circulation des contrats de rente, et les arguments que fait valoir notre auteur décèlent un très réel et très profond sentiment des nécessités du crédit public.

Toutefois, les cessionnaires ne devaient pas se montrer accessibles aux raisons économiques pourtant si justes de Ferrière, et une nouvelle clause fut imaginée, qui était devenue courante et presque de style, d'après laquelle la promesse de fournir et faire valoir était stipulée « nonobstant le fait du Prince, incursion d'ennemis, guerre civile ou étrangère, retranchement de deniers assignés en tout ou en partie, cessation du revenu, des assignations, et généralement tous autres cas fortuits et inopinés, exprimés et non exprimés » (2). Cette clause avait engendré une infinité de procès entre les cessionnaires et leurs cédants ou leurs successeurs pendant le temps des crises, et des arrêts de 1587, 1594, 1595 et 1596 avaient condamné ceux qui avaient cédé des rentes sur l'Hôtel de Ville avec cette garan-

1. Bacquet, *op. cit.*, p. 485.

2. Bacquet, *op. cit.*, p. 487.

tie, sans aucune discussion préalable, au paiement des arrérages, et à la garantie de tous cas fortuits et autres inconvénients, même du fait du Prince, si mieux ils n'aimaient consentir la résolution de leur contrat de vente et en rembourser le prix avec les arrérages échus.

La multiplication des procès de cette nature fut telle que le roi Henri IV dut intervenir, et, le 10 mai 1597, un Edit fut rendu portant surséance de toutes instances et poursuites, condamnations et exécutions en vertu de la garantie des rentes sur l'Hôtel de Ville. Cette trêve, imposée par le pouvoir royal pour une durée de deux années, fut continuée par une série de Lettres en 1599, 1601, 1606, 1609, 1610, 1613, 1614 et 1615. Par ce moyen, le roi se portait lui-même garant des rentes et « par conséquent ses sujets ne pouvaient être poursuivis pour raison de la garantie qui estoit de son fait. »

Les édits de surséance, pour un temps au moins, avaient tari dans leur source les procès en garantie pour cause de défaut de paiement régulier des arrérages. Mais la garantie incombait toujours au cédant pour ce qui concernait l'existence même de la rente, et de nouveaux événements que nous allons brièvement relater allaient déchaîner à ce point de vue une série de recours plus graves et plus périlleux que ceux auxquels on venait de mettre fin.

Sully avait fait procéder à un travail de vérifica-

tion de la dette publique, et le résultat de cette enquête révéla que le total du découvert du Trésor s'élevait en 1595 à la somme, en chiffres ronds, de près de 300 millions, et dans ce chiffre la dette constituée figurait pour la somme énorme de 157 millions (1). D'un autre côté, Sully savait que, depuis Henri II, la matière des rentes avait été l'objet de dilapidations de toutes sortes. Des courtisans, des financiers abusant de leur situation ou de leur crédit avaient indignement spéculé sur la détresse des créanciers de l'Etat, en rachetant à vil prix les titres de rentes dont on ne payait plus les arrérages, et, grâce aux connivences qu'ils s'étaient ménagées auprès des comptables publics, le paiement qui était opiniâtrement refusé aux véritables ayants droit, ils l'obtenaient, par préférence, sur les premiers fonds qui arrivaient dans les caisses. La conduite des partisans était aussi blâmable : s'ils avançaient les fonds de l'emprunt, ils se rémunéraient grassement de leurs peines par une déduction qu'ils opéraient à leur profit sur les sommes versées, soit qu'ils élevassent frauduleusement l'emprunt au-dessus du chiffre autorisé par l'Edit vérifié en Parlement, soit que la défalcation portât sur les deniers régulièrement fournis.

1. Sully, *Economies royales*, t. II, p. 28 et suiv. ; Forbonnais, *Recherches et considérations sur les finances de France*, t. I, p. 60 et s.

De tout ceci il résultait que si une portion des titres de rente avait une origine honorable, beaucoup d'autres étaient le produit de malversations et de spéculations honteuses.

S'autorisant de ces constatations, Sully fit rendre en conseil du Roi un arrêt qui porte la date du 17 août 1604, aux termes duquel on retranchera les arrérages non réglés à la fin de 1604, et, à partir du 1^{er} janvier 1605, les termes à échoir seront seuls exigibles au fur et à mesure de leur échéance. Le même arrêt vise en outre l'abaissement de taux des arrérages, les réductions variant entre le denier seize et le denier vingt-cinq, suivant la nature et l'origine des rentes (1).

Cet arrêt provoqua, comme bien on pense, une vive émotion chez les titulaires des rentes, et François Miron, le prévôt des marchands alors en exercice, se fit l'organe des réclamations des rentiers : il présenta au roi une première remontrance le 9 septembre, et le 13 il soumettait au Conseil des observations écrites où il exprimait la crainte que « le dict arrest raffreschisse et renouvelle ceste grande querelle de la garantie des rentes qui demeuroit comme esteincte et assoupie » par l'effet des édits de surséance, « excite une infinité de procès à cause des cessions et transports d'arréraiges de rentes

1. Poirson, *Hist de Henri IV*, t. I, p. 465.

qui peuvent avoir esté faictz sans fraudle, prive ceulx qui ont vendu leurs rentes à la réserve des arrérages, et en considération de ce, beaucoup meilleur marché, et donne injustement profit à celui auquel il n'appartient point ». Le prévôt expose ensuite la situation que créera l'Edit à ceux qui ont vendu le principal de la rente avec les arrérages et qui devront rendre aux acquéreurs leurs deniers, puis « les grans et divers inconvéniens qui adviendront », en matière de successions, partages, jouissances légales de parents, concordats de faillis, saisies-arêts et saisies mobilières (1).

Ces remontrances, appuyées d'ailleurs de troubles populaires, firent hésiter le roi à suivre son Surintendant des Finances. Mais il ne fut que différé à l'exécution de l'arrêt du 17 août. Sully n'était pas homme à abandonner la partie, et le débat ne devait pas tarder à se reproduire sous une forme plus grave encore. Cette fois il ne s'agissait plus de supprimer le paiement d'arrérages en retard. La mesure était autrement radicale. Ce que Sully entendait, c'était annuler purement et simplement les titres originairement vicieux, racheter à vil prix une bonne portion des autres, sans distinction de cas ni de personnes, enfin réduire les arrérages des titres réputés valables au denier seize.

1. Archives nationales, H. 4793, f^{os} 520 et s.

Vérifier « les bonnes et mauvaises rentes », comme disait Sully, et supprimer celles d'origine vicieuse cela pouvait être juste en théorie. Mais, en pratique, il n'y avait rien de plus inique que cette prétention, à cause du temps écoulé depuis l'émission des titres et de la circulation qui, à la suite de mutations nombreuses, les amenait loyalement aux mains d'acquéreurs honnêtes et de bonne foi. C'était en réalité faire subir à ceux-ci la peine des spéculations inavouables des partisans. Il n'y avait rien de mieux que de déclarer les rentes annulables à l'égard de ceux qui n'en avaient pas versé le prix. Mais il était fâcheux que ces mêmes rentes ne fussent pas bonnes et valables à l'égard de ceux qui détenaient les contrats régulièrement en vertu de successions ou d'acquisitions sérieuses.

Il est vrai que les cessionnaires avaient un recours à exercer contre les cédants. Ce devait être une consolation malheureusement souvent platonique. Ce n'était pas une entreprise facile pour de simples particuliers que de faire rendre gorge à des gens aussi à l'abri de leurs atteintes que l'étaient les traitants et les partisans. Que de frais et de périls aussi pour ceux qui devraient remonter, de mutation en mutation, jusqu'à la transmission vicieuse !

Si ce règlement de Sully substituait avantageusement l'ordre et l'économie dans les finances à la confusion et au gaspillage, il ne brillait ni par l'équité

ni par une saine compréhension des principes du crédit public. La réduction arbitraire dont on voulait frapper les rentes d'origine ancienne excédait à coup sûr le droit de l'Etat, qui ne peut ainsi procéder qu'à condition d'offrir en même temps au rentier le remboursement de son capital et de lui donner l'option entre ce remboursement et la diminution de son revenu. La suppression brutale des contrats viciés à leur origine, quoique actuellement aux mains de possesseurs non suspects, pouvait rester dans les limites de son droit strict, mais en même temps qu'elle allait semer la ruine chez beaucoup de particuliers innocents, elle allait porter un coup terrible au crédit public qui n'était cependant déjà que trop fragile.

François Miron partit à nouveau en guerre, et les remontrances qu'il soumit au Conseil du Roi le 22 avril 1605 sont l'énergique protestation d'une conscience révoltée (1). Son indignation l'emporta peut-être un peu plus loin que ne l'auraient voulu les intérêts de ceux dont il se constituait le défenseur. Aussi le Bureau de Ville jugea-t-il opportun de présenter de nouvelles remontrances sous une forme plus adoucie, et en faisant quelques concessions prudentes à la volonté de Sully dont on savait la fermeté.

Gaston de Grieu, Conseiller de la Ville et Con-

1. Arch. nat., H. 1793, f^{os} 593 et s.

seiller au Parlement, reçut donc la mission de tenter un nouvel effort. Il reconnaît que les rentes constituées en vertu d'édits non vérifiés sont « subjectes à retranchement, voir à cassation entière ». Mais quant à celles qui ont été régulièrement émises, il estime qu'on ne saurait aujourd'hui les juger mauvaises. Le roi pourrait peut-être rembourser aux acheteurs originaires de rente encore en possession de leurs contrats le prix qu'ils auraient coûté lors de la création. Quant aux titres qui ont ensuite passé à des acquéreurs de bonne foi « on ne pourrait pas les retirer à eux avec justice sans leur rendre tout ce qu'ils auroient desbourcé ». Et de Grieu termine en conseillant au roi le rachat, après lui avoir, lui aussi, rappelé combien il y a lieu de craindre « de procès entre vos pauvres sujets, lesquels votre Majesté a ci-devant voulu assopir par la sur-séance de la garantie des rentes... qui serait un second mal aussi grant ou plus que le retranchement même ». Malgré ces sages observations, Sully exécuta son projet, en remboursant beaucoup de rentes à bas prix et en en annulant beaucoup d'autres.

Tous ces procès en garantie dont on redoutait si fort et si justement les conséquences étaient une suite normale de la façon dont s'opéraient alors les transmissions de rentes sur l'Hôtel de Ville, qui étaient envisagées comme de simples cessions de

créance. L'Hôtel de Ville n'émettait pas de titres négociables, et ne pouvait être considéré comme ayant pris un engagement quelconque vis-à-vis des titulaires successifs du contrat. Il avait traité nominativement avec le rentier originaire, lors de l'aliénation des rentes. Si celui-ci, ultérieurement, se défaisait de son contrat et le faisait passer aux mains d'un tiers acquéreur, c'était une cession de créance ordinaire qui avait lieu. Dès lors, c'était un droit indiscutable pour l'Etat débiteur de rechercher le vice originel des contrats, et de s'en prévaloir contre n'importe quel titulaire, qui ne saurait avoir plus de droits que son auteur, sauf, bien entendu, au cessionnaire évincé, le droit de s'en prendre à son cédant qui, comme tel, « est tenu de garantir que la rente est due et légitimement constituée » (1).

Mais la pratique ne s'en était pas tenu à la garantie de droit ; elle avait profité de la forme contractuelle de la transmission pour aggraver les effets de la garantie légale par des clauses plus rigoureuses. Et c'est précisément dans cette forme du transport que René Choppin trouvait le motif du recours en garantie de l'acquéreur de rente non payé des arrérages. Le contrat qui intervenait entre les deux parties avait pour objet de « montrer où prendrait sa rente annuelle celui qui aurait baillé ses deniers au cédant », mais non de modifier les rapports juridiques en ce

1. Loyseau, *Garantie des rentes*, chap. III, nos 1 et 2.

sens que le cessionnaire aurait eu action directe contre les Echevins de la Ville et n'aurait eu le droit d'agir que contre eux. La rente, en dépit de la transmission, il serait peut-être aussi exact de dire à cause d'elle, est demeurée « plus véritablement la dette du cédant » qu'elle n'est devenue la « dette de la ville » (1), et notre auteur nous cite deux arrêts du Parlement de Paris des 15 janvier 1591 et 12 mars 1591 qui lui ont donné raison.

Cette obligation à la garantie des rentes se perpétua d'ailleurs tant que la transmission des titres ne fut envisagée que comme une cession ordinaire. Ferrière, dans son édition annotée des œuvres de Bacquet, (2) rapporte un contrat de cession en date du 4 avril 1682, à propos de la clause de garantie des faits du Prince duquel un arrêt du Parlement du 21 mai 1715 intervint qui décida que, quand elle était expressément stipulée, il n'y avait pas de raison que la garantie des faits du Prince n'eût pas lieu. Cet arrêt rappelle que ce qui avait suspendu pour un temps ces sortes de garantie c'était l'Edit de surséance, qui maintenait l'espérance que les arrérages étaient simplement en retard et seraient payés un jour. Mais depuis, la déclaration du mois de décembre 1713 a fixé les rentes sur l'Hôtel de Ville

1. René Choppin, *Commentaires sur la Coutume d'Anjou*, édition de 1662, liv. III, ch. III, tit. III, p. 379.

2. *Traité du transport des rentes*, Bacquet, édition de 1744, p. 487.

dans un état certain. Elle a converti en principaux deux années d'arrérages sur le pied du denier vingt-cinq. Ce n'est plus une surséance, mais un retranchement et une diminution sans retour qui ont eu lieu. Ainsi l'on est dans l'hypothèse de la garantie stipulée.

Il est juste de faire observer cependant qu'au cours du xviii^e siècle, les contrats notariés prirent de plus en plus l'habitude de ne plus stipuler la garantie des faits du Prince. Ils contenaient toujours promesse de garantie de tous troubles et autres empêchements généralement quelconques, mais ils ajoutaient en même temps : « sinon des faits du Roi seulement » (1). La conscience publique se pénétrait sans doute de cette idée que, réellement et au fond, il était injuste de faire subir aux acquéreurs primitifs les conséquences de faits qui ne leur étaient en aucune façon imputables, et que le défaut de paiement régulier des arrérages était un cas fortuit dont la responsabilité ne devait pas raisonnablement pouvoir, même en vertu de contrats, peser sur eux. On comprenait qu'à raison de son caractère d'engagement perpétuel, la dette de l'Etat ne pouvait, sans un grave préjudice pour la série des détenteurs de ses titres et leurs représentants, fournir matière à des recours en garantie.

1. Voir de ces contrats aux Arch. nat., K. 897.

CHAPITRE V

SIGNIFICATION DES CESSIIONS ET IMMATRICULATION

Dans notre ancien droit coutumier on suivait la maxime romaine d'après laquelle le simple consentement des parties ne suffisait pas à opérer la translation de propriété : *traditionibus, non nudis pactis, dominia rerum transferuntur*. Une tradition, une mise en possession effective seule pouvait permettre d'atteindre ce résultat, et à cette nécessité tous les biens, meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, se trouvaient étroitement soumis.

Cependant, comment se saisir d'une chose incorporelle, d'une créance qui consiste en un pur rapport intellectuel, et échappe, comme telle, à la possibilité d'une appréhension matérielle ? A cette question l'article 108 de la Coutume réformée de Paris, qui formait le droit commun en cette matière, répondait : « Un simple transport ne saisit point, et faut signifier à la partie et en bailler copie aupara-

vant que d'exécuter ». Cette signification jouait dans la cession des créances le même rôle que la tradition dans la vente des choses corporelles, c'est-à-dire que le cessionnaire n'était saisi de la créance que par la signification qui donnait la saisine ou la possession (1).

Or cet article 108 s'appliquait au transport des rentes, et Ferrière (2) nous apprend que cet extension résultait notamment d'un arrêt du 24 novembre 1595 qui avait jugé que le transport des rentes n'a effet que du jour de la signification. Cette solution, comme l'indique notre auteur, aurait pu faire doute par la raison qu'étant réputées immeubles, comme nous allons avoir bientôt l'occasion de le voir, on aurait pu soutenir que les rentes constituées ne pouvaient point être cédées ni transportées comme les simples dettes et actions, mais qu'elles formaient plutôt la matière d'une aliénation, d'une vente dont la perfection aurait été assurée par la tradition du contrat de constitution auquel on aurait attaché l'effet translatif de la propriété. Quoi qu'il en soit, comme dit Ferrière, « l'usage les a mises au rang des simples dettes et actions ».

Il découlait donc de là que le cessionnaire, l'acqué-

1. Brodeau, *Coutume de la prévosté et vicomté de Paris*, édit. de 1669, tome II, p. 133.

2. Ferrière, *Corps et compilation de tous les commentateurs anciens et modernes sur la coutume de Paris*, édition de 1714, t. II, p. 126.

reur de la rente n'était investi du droit qui lui avait été transmis qu'au moyen d'une signification adressée au débiteur cédé, c'est-à-dire à la Ville de Paris, entre les mains de son Receveur, chargé d'assurer le paiement des rentes. Et, comme rien ne nous laisse supposer qu'on dût suivre pour l'accomplissement de cette formalité une procédure spéciale, il y a lieu de croire que, comme pour les créances, la signification du transport de la rente sur l'Hôtel de Ville devait être faite par un sergent ou huissier, contenir copie de l'acte de transport, et remplir toutes les conditions exigées pour les exploits.

Le Receveur de la Ville, entre les mains de qui se concentraient ces significations de transport, tenait-il un registre sur lequel il inscrivait, au fur et à mesure qu'elles lui étaient faites, les mentions intéressantes de ces significations ? Il est certain qu'il y avait, pour lui, intérêt à conserver la trace des mutations successives qui s'opéraient dans la propriété des rentes. Pour effectuer le paiement régulier des rentes dont il était chargé, il devait s'enquérir de la qualité des ayants droit ; la tenue d'un registre des significations lui aurait facilité cette tâche. D'un autre côté, c'est entre ses mains que les créanciers des rentiers faisaient les oppositions au paiement des arrérages à leur débiteur, et, jusqu'à l'édit du 18 octobre 1568, c'était lui que ces mêmes créanciers assignaient en déclaration des sommes dues à

leur débiteur à raison des rentes. Comment aurait-il pu répondre chaque fois qu'il ne s'agissait pas d'un rentier par contrat de constitution originaire, mais d'un rentier cessionnaire, s'il n'avait pas un moyen de suivre la filière des mutations successives ?

Il est certain qu'à partir de 1634 les officiers payeurs des rentes (1) *immatriculaient* les cessions qui leur étaient signifiées, et nous allons avoir à examiner bientôt la forme et l'effet de cette immatriculation. Mais, jusqu'à cette date, nous n'avons, parmi les documents qui nous sont parvenus, rien qui nous permette d'affirmer l'existence d'un registre destiné à recevoir la trace des mutations successives. Si nous en croyons ce que nous dit l'auteur anonyme d'un opuscule paru à la veille de la Révolution française (2) il faudrait même plutôt supposer qu'il

1. A cette époque, ce n'était plus au Receveur de la Ville de Paris que sont confiés le paiement des arrérages des rentes de l'Hôtel de Ville et le soin de recevoir les significations. Par suite de l'accroissement de cette partie des dépenses publiques, on avait senti le besoin une première fois de développer le service en attribuant à deux Trésoriers généraux des gabelles les fonctions de payeurs de la partie des rentes assignées sur cette branche des revenus de l'Etat, le Receveur de la Ville de Paris conservant la charge de payeur des autres catégories de rentes, c'est-à-dire de celles qui étaient assignées sur le revenu des aides des recettes générales et sur le clergé. Mais, en 1594, cette charge lui fut définitivement retirée, et six offices de Payeurs furent constitués dont le nombre ira en augmentant par la suite.

2. *Des immatricules des Payeurs de rentes* (Bibliothèque nationale, L. f^{so} 88).

Maurice Thuilliez

n'existait pas. Cet auteur nous expose, en effet, qu'avant la création des registres d'immatricule en 1634, les Payeurs de rentes croyaient avoir rempli toutes leurs fonctions en rapportant à l'appui de leurs comptes à la Chambre des Comptes les quittances et pièces nécessaires, et ils n'étaient plus en état, dès qu'ils avaient effectué cette remise, de fournir aux acquéreurs de rentes, aux héritiers et aux diverses personnes intéressées les renseignements que ceux-ci venaient leur demander touchant la propriété des rentes dans la personne de leurs vendeurs ou prédécesseurs : ceci pourrait donner à penser qu'ils n'auraient pas relevé, pour en conserver la preuve, les significations qu'ils recevaient.

Mais qu'un registre ait existé ou non pour consigner les significations de cession de rentes, il est certain qu'antérieurement à la création des registres d'immatricules, la cession de la rente était parfaite en vertu de la signification qui avait été adressée au Receveur de la Ville ou aux Payeurs des rentes, suivant les époques, et la mention que ceux-ci en auraient relevée n'avait en tous cas aucune influence sur le sort de la cession à laquelle elle n'ajoutait rien.

C'est sous le règne de Louis XIII, en l'année 1634, qu'on imagina, pour créer des relations plus précises entre les rentiers et leurs Payeurs, d'obliger ceux-ci à tenir des registres d'immatricules. On créa à cet

effet des offices de Greffiers des Immatricules qu'on réunit à ceux des Payeurs, et ces derniers conservèrent, jusqu'à la fin de l'ancien droit, le titre dans leurs provisions.

Un particulier qui, en vertu d'un édit portant création de rentes, désire acquérir de ces rentes, doit toujours se faire constituer la rente par acte devant notaires. La minute du contrat reste en dépôt chez le notaire qui l'a reçu, et le rentier reçoit de celui-ci une expédition en parchemin timbré qu'on appelle la grosse, et aussi une autre copie en papier timbré, appelée ampliation.

Le rentier garde par devers lui la grosse pour justifier de son droit, et remet au Payeur l'ampliation avec la quittance des arrérages de la première année qu'il signe. C'est alors que le Payeur procède à l'immatriculation sur ses registres du titre de rente, et voici la forme très simple sous laquelle se présente cette immatriculation :

Un tel a droit à tant de livres de rente perpétuelle au principal de..... à lui constituée par contrat passé devant..... notaires à Paris, le.....

Si, par la suite, le rentier veut aliéner sa rente, c'est encore la voie du transport par acte notarié qu'il devra employer pour réaliser son intention. Ensuite, conformément à l'article 108 de la Coutume de Paris, il adressera au Payeur signification de ce transport avec la copie de l'acte, et alors le Payeur

procèdera sur son registre à l'immatriculation du droit du nouvel acquéreur en ces termes :

Un tel a droit de la dite rente au moyen du transport qui lui en a été fait par un tel, par acte passé devant..... notaires à Paris, le.....

Et si ce cessionnaire veut à son tour consentir une nouvelle aliénation de sa rente, il devra procéder exactement comme il a été fait pour lui.

Il faut observer ici que le registre des immatricules se compose d'autant de feuillets qu'il y a de constitutions de rentes originaires, de sorte que chaque rentier a un feuillet distinct sur lequel viennent s'inscrire successivement les diverses mutations de propriété dont la rente est l'objet (1).

De cette manière, rien n'était plus facile à celui qui désirait se rendre acquéreur d'une rente constituée que de savoir les fortunes diverses que la rente avait subies dans son existence. A seule condition de connaître la date de la constitution et le nom sous lequel se faisait l'appel de la partie, il pouvait avoir du Payeur tous les éclaircissements qu'il lui fallait. Et l'on sait que cette date de la constitution et le nom du rentier originaire lui étaient forcément révélés par l'acte notarié soit de constitution, soit de transport.

1. Debeaumont, *Jurisp. des rentes*, v. Immatricules. *Essai sur les mutations*, p. 5 et 6. — Sur les droits d'immatricule, voir l'opuscule anonyme : *Des immatricules des payeurs de rentes*.

Mais quel était l'effet de cette immatriculation ? La convention intervenue entre les parties, suivie de la signification faite au débiteur, opérait-elle la transmission de la propriété, de telle façon que l'immatriculation n'aurait été qu'une simple mesure d'ordre administratif, ou bien la réalisation complète de la transmission se reportait-elle au jour où le nom de l'acquéreur était substitué sur les registres au nom du précédent rentier, de sorte que l'immatriculation aurait été réellement une des conditions de la translation du droit ?

C'est dans cette seconde alternative qu'il faut voir la vérité. Des témoignages précis, viennent nous fixer à cet égard. Brodeau (1) nous dit dans son commentaire de l'article 108 : « Quant au transport des rentes sur la Ville, la signification s'en fait aux Receveurs et Payeurs, et ensuite de ce, *l'immatriculation dans leurs registres est une vraie tradition et mise en possession.* » Ferrière (2), apporte une affirmation aussi nette : « La cession ou transport a lieu en matière de rentes comme en cas de sommes dues par cédules et obligations, ce qui se doit entendre tant des rentes sur l'Hôtel de Ville que des rentes dues par des particuliers ; mais avec cette diffé-

1. Brodeau, *Coutume de la Vicomté et Prévosté de Paris*, édit. de 1669, t. II, p. 135.

2. Ferrière, *Corps et compilation de tous les commentateurs anciens et modernes sur la Coutume de Paris*, sous l'art. 108.

rence que la simple signification du transport d'une rente due par un particulier transmet la propriété d'icelle en la personne du cessionnaire ; *mais que la signification du transport d'une rente sur l'Hôtel de Ville se fait aux Payeurs, ensuite de quoi, l'immatriculation dans leurs registres transmet la propriété d'icelle. »*

Par ces deux citations très affirmatives et très nettes, on voit que ces deux auteurs attachaient la saisine à l'immatriculation. Il est évident qu'elle ne réalise en aucune espèce de façon la simplification de la transmission de la rente. Elle apporte au contraire une complication de plus en venant ajouter une nouvelle formalité à celle qui, avant son apparition, était seule nécessaire : la signification. Tandis qu'autrefois, en effet, l'acheteur d'une rente était investi de son droit par une simple signification adressée au Receveur de la Ville ou au Payeur des rentes, cette signification est, depuis l'année 1634, devenue insuffisante, et elle doit être appuyée en même temps d'une mention correspondante sur le registre des immatricules.

Mais l'immatriculation n'en a pas moins constitué une innovation éminemment utile en organisant une publicité effective, destinée à amener un progrès des plus sérieux relativement à la sécurité des transactions des rentes. Le tableau complet des diverses mutations dont une rente avait été l'objet que faisait

ressortir le registre des immatricules donnait aux tiers des renseignements qui pouvaient leur être très profitables.

Le Payeur des rentes, de son côté, trouvait, dans la liste des immatricules, l'avantage de n'avoir plus, pour effectuer le paiement des arrérages, à se livrer à l'examen des pièces antérieures justificatives de la propriété, dont l'immatricule lui donnait une analyse sommaire.

Il convient d'ajouter cependant que par l'immatriculation le Trésor n'entendait pas faire une reconnaissance officielle de la validité de la dette transmise. En réalité, il ne faisait qu'enregistrer la cession, sans se porter garant de sa régularité. La rente passait sur la tête de l'acquéreur telle qu'elle se comportait sur celle du vendeur, avec le poids des vices et des charges qui l'affectaient du chef de ce dernier, et au cas où la rente aurait été consentie *a non domino*, l'immatriculation n'élevait nul obstacle à la revendication du véritable propriétaire. En un mot, l'immatriculation n'avait pas modifié, dans les rapports du cédant, du cessionnaire et du Trésor, les effets de la cession ordinaire et de droit commun. Elle n'est pas l'origine de notre transfert moderne qui affranchit le droit de l'acquéreur de bonne foi des causes de nullité qui pèsent sur celui du vendeur (1).

1. Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, n^{os} 724 et

A l'appui de cette affirmation nous pouvons citer le texte d'un passage de Debeaumont pour qui la sûreté des rentiers, dans le cas où ils éprouveraient quelque contestation sur la propriété de leurs rentes, dépend de la bonne forme des immatricules et *de la validité des pièces* qui y sont relatées (1). D'où il résulte que l'immatricule n'est pas, par elle-même, la preuve de la réalité du droit de l'inscrit ; elle est la constatation des droits du titulaire, elle n'en constitue pas la source, le fondement.

Un arrêt de la Chambre des Comptes du 17 juin 1738, rapporté par Debeaumont, impose la même manière de voir. Quelques difficultés lui ayant été soumises touchant les conditions dans lesquelles, dans certains cas particuliers, les Payeurs pouvaient passer dans leurs comptes les acquits des arrérages, la Chambre indique la solution qu'elle propose et ajoute : « Les paiements qui seront faits conformément aux articles ci-dessus, opèreront l'entière libération du roi, ensemble la décharge complète des Payeurs, *sans néanmoins que dans le cas de fausses énonciations dans les constitutions, de soustraction ou d'ignorance des contrats dans les partages, lesdits paiements puissent préjudicier à ceux*

s. ; Minard, *Du titre nominatif*, deuxième partie, chap. I ; troisième partie, titre II, section IV ; Lévy-Ullmann, *Essai sur les titres nominatifs*, nos 7 et s.

1. Debeaumont, *Essai sur les mutations*, p. 4, édit. de 1766.

qui auraient quelques droits à prétendre, lesquels ils pourront faire valoir de la manière et ainsi qu'il appar-
tiendra, même sur les arrérages desdites rentes qui
n'auraient pas encore été acquittées. »

C'est bien dire que les paiements faits en consé-
quence des immatricules, tant des arrérages que de
la rente elle-même lorsqu'elle est remboursée,
déchargent le Trésor, mais les immatricules ne con-
solident ni ne fondent en rien la propriété de celui
qui y figure si elle est contestable, de sorte que si
une erreur a été commise ou si l'immatriculation a
eu lieu indûment, le droit du rentier pourra toujours
être critiqué (1).

Il ne faudrait pas s'imaginer cependant que le
registre des immatricules n'eut eu pour objet que la
sauvegarde du Trésor et la régularité de ses paie-
ments. Les rentiers eux-mêmes pouvaient en tirer
un certain avantage appréciable pour leur utilité
personnelle. Et en effet, les Payeurs des rentes
devaient, sur leur demande, délivrer à ceux-ci des
extraits de leurs immatricules. Ces derniers ne
valaient assurément pas entre leurs mains le titre
de propriété lui-même, l'extrait ne pouvant avoir
plus de force que l'original. Mais, ainsi que le signale
Debeaumont (2), ils servent de renseignements pour
lever chez les notaires les pièces de propriété lorsque

1. Voir en ce sens Debeaumont, *Essai sur les mutations*, p.4.

2. *Jurisprudence des rentes*, v. Immatricules.

Le moment du remboursement de la rente est arrivé, ou lorsqu'on veut aliéner la rente. Ils avaient ainsi pour effet de dispenser les parties de conserver par devers elles des pièces qui, entre leurs mains, eussent couru danger de perte. Enfin ils tenaient lieu de titre de propriété aux rentiers pour toucher leurs arrérages.

A côté de cette fonction un peu spéciale et en somme assez restreinte de l'extract des immatriculés, Denisart en signale une autre qu'il faut relever : « les copies des immatricules délivrées et signées par les Payeurs, dit-il, font foi en justice ; on les regarde au Sceau comme tenant lieu de titres de propriété aux acquéreurs des rentes qu'elles énoncent » (1).

Cette proposition de Denisart pourrait, sous sa forme absolue, donner lieu à quelque méprise, et pour ne pas en exagérer l'importance, il faut entrer à son sujet dans quelques courtes explications. La copie des immatricules fait foi en justice, dit-il. Mais de quoi ? Assurément ce ne peut être une force probante irréfragable de la propriété du rentier immatriculé qui en résulte, car alors l'extract aurait plus de force que l'immatricule elle-même, ce qui serait absurde. Nous ne pouvons douter, après ce que nous a dit Debeaumont, et en présence des ter-

1. Denisart, *Collection de jurisprudence*, v. Payeurs de rentes, n° 5.

mes de l'Arrêt de la Chambre des Comptes de 1758, que l'immatricule ait été autre chose qu'une simple formalité d'enregistrement. Sans doute le Trésor regarde le droit du rentier immatriculé comme bon et valable tant qu'il n'est pas contesté ; il paie les arrérages et rembourse la rente valablement à celui qu'il a inscrit, sur la production de son contrat. Mais il n'a entendu nullement le saisir d'une manière indiscutable d'un droit indélébile, et si les pièces produites avaient été falsifiées, par exemple, rien n'empêcherait le titulaire dépossédé d'exproprier de sa rente celui qui a été à tort immatriculé.

Ces propositions nous paraissent incontestables, et nous ne pouvons croire que Denisart ait voulu les combattre. Ce qu'il a entendu dire c'est simplement que la copie de l'immatricule fait foi de la réalité de l'immatricule, mais non de sa validité. Elle établit qu'il y a eu transmission du contrat et que le nouveau rentier est bien immatriculé. Elle ne couvre pas les vices d'une cession en elle-même entachée de nullité. Elle ne constitue pas, au profit du rentier inscrit, une preuve de propriété inattaquable au regard du rentier dépossédé.

C'est de la même façon qu'il faut expliquer la suite du texte que nous avons transcrit. Le Sceau considère les copies des immatricules « comme tenant lieu de titre de propriété aux acquéreurs des rentes qu'elles énoncent ». Et ainsi le Trésor paie valable-

ment les arrérages au créancier immatriculé, de même qu'il se libère entre ses mains du remboursement du capital. L'immatriculation a été faite en conformité et sur le vu de l'expédition du contrat notarié d'acquisition. Il est donc naturel que jusqu'à preuve du contraire, vis-à-vis du Trésor, le rentier immatriculé soit bien le propriétaire, et l'extrait de son immatricule peut lui tenir lieu de titre de propriété. Mais ce titre de propriété ne vaut que ce qu'il vaut, et encore une fois, à l'égard d'un rentier irrégulièrement dépossédé, il n'a acquis aucune vertu de plus par suite de son immatriculation ; il tomberait devant la preuve que celui-ci ferait de l'existence de son droit méconnu ou violé.

L'explication du texte de Denisart que nous venons de fournir peut être regardée comme d'autant plus conforme à la pensée de son auteur que nous verrons plus loin le même Denisart soutenir que, en dépit d'une immatriculation et même de lettres de ratification obtenues sur un contrat, le droit qui s'appuie sur elles doit être sacrifié si, par ailleurs, il n'est pas valable ou n'existe pas.

CHAPITRE VI

SYSTÈME DES LETTRES DE RATIFICATION

Tandis que, dans les pays de droit écrit, les juriscultes estimaient que le caractère mobilier ou immobilier ne pouvait convenir et s'appliquer qu'aux choses corporelles, dans les pays coutumiers on rattachait à la division en meubles et immeubles, non seulement tous les objets corporels, mais même les choses incorporelles.

Différentes coutumes, telles que celles de Blois, de Reims, de Troyes, de Lorraine, rangeaient les rentes constituées dans la classe des biens meubles. Celles de Paris, d'Orléans, au contraire voulaient que les rentes constituées, de même que les rentes foncières, fussent réputées immeubles (1) « à cause, comme le dit Bourjon, de l'aliénation du sort principal et de la perpétuité de l'obligation qui produit successivement des fruits civils, savoir des arrérages qui naissent et se renouvellent tous les ans, et

1. Art. 94, *Coutume de Paris*, et art. 191, *Coutume d'Orléans* réformées.

le paiement desquels ne diminue point le principal » (1). Tel était le droit commun qu'on observait dans les coutumes qui n'avaient à cet égard aucune disposition particulière.

Ce caractère immobilier des rentes ne faisait aucun doute pour celles qui étaient constituées sur l'Hôtel de Ville de Paris qui, comme les autres rentes constituées, emportaient une aliénation perpétuelle du capital, (2) et même nous allons voir que ce caractère immobilier des rentes sur l'Hôtel de Ville était indélébile et ineffaçable, tandis que le caractère immobilier d'une rente constituée sur un particulier pouvait n'être pas permanent.

Les rentes constituées sur particuliers ne consistent que dans le droit qu'a le créancier d'agir contre le débiteur pour le contraindre au paiement des arrérages. Elles n'ont à proprement parler aucune espèce d'assiette fixe. Il en résultait qu'elles changeaient de nature lorsque le créancier changeait de domicile. Elles étaient immeubles si le créancier était domicilié dans une coutume qui les réputait immeubles; elles étaient meubles s'il était domicilié dans un pays où elles étaient réputées meubles. Ainsi le créancier d'une rente sur particulier domi-

1. *Le droit commun de la France et la coutume de Paris, réduits en principe*, édition de 1770, tome II, p. 10.

2. Fr. Bourjon, *op. cit.*, tome I, p. 343; Debeaumont, *Jurisp. des rentes*, v. Immeubles.

cilié à Paris avait dans son patrimoine une rente immobilière. Si ce créancier transportait ultérieurement son domicile à Blois, en Lorraine ou dans quelque autre pays où les rentes constituées sont meubles, sa rente devenait un bien mobilier. De même, s'il cédait sa rente à une personne ayant son domicile dans un pays régi par une de ces coutumes, la rente devenait mobilière (1).

Cette variation dans la nature de la rente ne se produisait pas au contraire s'il s'agissait d'une rente sur l'Hôtel de Ville. Cette dernière avait un caractère immuablement immobilier. Les rentes dues par le roi, et assignées sur certaines finances et recettes royales ont en effet une assiette fixe : le Bureau établi pour la recette des fonds destinés au paiement des arrérages de ces rentes et où se fait le paiement de ces arrérages. Comme les fonds destinés au paiement des arrérages des rentes sur les Aides et Gabelles et autres revenus du roi sont portés à l'Hôtel de Ville de Paris, et que c'est là que se règlent les arrérages, on en avait tiré cette conséquence que les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris devaient être régies par la coutume de ce lieu, encore bien que les propriétaires de ces rentes fussent domiciliés dans des pays qui réputent les rentes biens mobiliers.

La coutume de Paris avait elle-même indiqué cette

1. Guyot, *Répertoire de jurisprudence*, v. Rente, p. 143.

très intéressante distinction. Dans son article 347, il est dit que quand une rente sur l'Hôtel de Ville de Paris est saisie et mise en criée, il faut faire les proclamations devant la principale porte de l'église paroissiale de l'Hôtel de Ville, et apposer des affiches contre les portes de la dite église et du dit Hôtel de Ville. L'article 348 porte que quand une rente constituée par un particulier est saisie et mise en criée, les criées doivent être faites devant la principale porte de l'église paroissiale du créancier de la rente, et les affiches mises contre la maison du créancier de la rente, et contre les portes de la dite église. Cette distinction s'inspire de cette idée que les rentes sur particulier sont régies par la loi du lieu du domicile du créancier de la rente, tandis que les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris sont gouvernées invariablement par la coutume de Paris.

Notre ancienne jurisprudence s'était, à plusieurs reprises, très nettement prononcée en ce sens. Brillon rapporte un arrêt du Parlement de Rouen du 23 août 1546 qui, se fondant sur ce que les rentes dues par le Roi et constituées sur des recettes se règlent suivant la coutume du lieu où est établi le Bureau, adjuge à une veuve la moitié des rentes acquises par son mari pendant son mariage sur la recette des Aydes d'Arques et sur le grenier à sel (1). Jouet traduit ainsi la jurisprudence de son

1. *Dictionnaire des arrêts*, édition de 1727, tome V, p. 847.

temps : « Les rentes dues par le Roi étant assignées sur certaines finances et ayant une assiette certaine se partagent selon la coutume du lieu où elles sont dues et se payent (arrêt du 21 mars 1603), tandis que les rentes sur les particuliers n'ayant point d'assiette se partagent suivant la coutume du domicile du créancier propriétaire d'icelles, et non par la coutume des héritages où elles ont leur affectation (arrêt du 30 mai 1625) » (1). Signalons enfin un arrêt de la Chambre des Comptes du 22 février 1755, aux termes duquel « les rentes, intérêts et autres charges assignées sur les fermes des aydes et gabelles, sur celles des postes, sur les recettes générales des domaines, des finances, recettes particulières des tailles ou autres revenus du Roi, dont le paiement doit être fait à bureau ouvert en cette ville de Paris, ou en d'autres villes et lieux régis par les coutumes qui réputent les rentes immeubles, conserveront leur nature d'immeubles, encore bien que les propriétaires des dites rentes, intérêts et autres charges, fussent domiciliés dans des pays de droit écrit ou pays coutumiers qui réputent les rentes meubles » (2).

Les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris, étant toutes censées avoir leur situation dans cette ville,

1. *Doctrine des arrêts*, édition de 1663, p. 363.

2. Voir le texte de l'arrêt dans l'ouvrage de Debeaumont, édition de 1766, p. 342.

étaient donc indistinctement toutes soumises au régime de la coutume de Paris, et Bourjon, l'un des principaux apôtres dans notre ancien droit de l'unification des coutumes, ne manque pas d'observer, à propos de cette uniformité de loi sur les rentes sur l'Hôtel de Ville, combien « il serait salulaire qu'une telle uniformité pût s'établir sur tous les biens » (1).

Cette fiction légale, d'après laquelle les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris étaient réputées immeubles, avait pour conséquence d'entourer la transmission de ces rentes des mêmes protections et garanties restrictives que celles dont profitaient les immeubles, et pour les céder, il fallait être capable de consentir des aliénations immobilières. Un tuteur, par conséquent, ne pouvait pas vendre la rente appartenant à son pupille.

De ce même caractère immobilier de la rente découlaient encore des conséquences importantes dans l'application des règles de droit aux régimes matrimoniaux, aux successions, aux donations, sur lesquelles il est inutile de s'étendre ici. Il en est une seulement que nous retiendrons avec quelques détails à raison de l'intérêt tout spécial qu'elle présente pour nous : c'est celle qui a rendu nos rentes susceptibles d'hypothèque.

En leur qualité d'immeubles, les rentes sur l'Hô-

1. Bourjon, *op. cit.*, tome I, p. 343.

tel de Ville pouvaient être grevées d'une hypothèque, au profit de leurs créanciers, par ceux qui en étaient propriétaires. Il en résultait, par conséquent, que celui qui se rendait acquéreur d'une rente hypothéquée, n'en devenait titulaire qu'à charge du droit de suite permettant au créancier hypothécaire de poursuivre son gage jusque dans ses mains. Il avait, il est vrai, un moyen d'affranchir sa rente du fardeau qui pesait sur elle : c'était de recourir à la procédure du décret. Mais les formalités compliquées et coûteuses qu'elle imposait aux acquéreurs n'étaient que de nature à entraver les transactions sur les rentes, dont elles absorbaient souvent le principal.

De là, pour permettre aux rentiers de disposer plus facilement de leurs rentes, et pour garantir en même temps leur sécurité aux acquéreurs, de là vint l'idée de remplacer la forme judiciaire du décret par la mesure administrative des *lettres de ratification*. Au mois d'avril 1657 fut rendu un édit qui avait cet objet ; mais cet édit ne fut pas enregistré.

La réforme était cependant utile. Aussi sa réalisation ne devait-elle être qu'ajournée. L'esprit pratique de Colbert reprit l'idée, et un édit du mois de mars 1673, enregistré le 23 du même mois, créait, en titre d'offices, quatre Greffiers-Conservateurs des hypothèques sur les rentes assignées sur les domaines, tailles, gabelles, aides et autres revenus de

sa Majesté pour recevoir les oppositions de ceux qui prétendent quelque droit sur les propriétaires et vendeurs de ces rentes (1).

En vertu de cet édit, l'acquéreur d'une rente sur le Roi qui voulait purger la rente qu'il acquérait des hypothèques que son auteur aurait pu avoir constituées sur la dite rente devait obtenir du Grand Sceau des lettres approbatives de la vente, qu'on appelait *lettres de ratification*. A chaque mutation, il devait être pris de ces lettres sur les contrats ou leurs extraits, et, moyennant cette précaution, l'acquéreur devenait propriétaire incommutable, sans être sujet aux poursuites hypothécaires des créanciers de celui qui lui avait cédé sa rente.

Les créanciers, qui voulaient conserver leurs droits sur le capital des rentes transportées, devaient former opposition au sceau des lettres de ratification entre les mains des Greffiers-Conservateurs des hypothèques qui tenaient un registre des oppositions qui leur étaient signifiées, et ces oppositions conservaient leurs droits pendant une année.

Avant que les lettres fussent présentées au sceau, les Greffiers-Conservateurs étaient tenus de vérifier sur leurs registres s'il y avait des oppositions faites sur les rentes pour lesquelles les lettres de ratification étaient présentées. S'il ne s'en trouvait point, ils mettaient au bas du repli des lettres la mention

1. Arch. Nat., AD. IX, 461.

suivante : *vérifié, il n'y a point d'opposition* ; et lorsqu'il y avait des oppositions, ils les signalaient. Ils étaient d'ailleurs garants de l'effet des oppositions qu'ils négligeaient ou qu'ils omettaient d'insérer sur les lettres, jusqu'à concurrence de la valeur de la rente.

Si les lettres étaient scellées sans opposition, les hypothèques qui pouvaient les grever se trouvaient purgées, et l'acquéreur ne pouvait, pour raison de la rente qu'il avait acquise, être poursuivi en déclaration d'hypothèque de la part des créanciers du cédant.

Si au contraire des oppositions avaient été formées, et si, durant l'année où elles conservaient les droits de ceux qui les avaient faites, la rente était vendue, soit volontairement, soit à la suite de saisie réelle, les lettres de ratification étant obtenues par l'acquéreur à charge des oppositions signifiées, le prix de la vente se distribuait par ordre d'hypothèque entre les opposants dont les oppositions subsistaient au temps des lettres.

L'édit de 1673, entendant abolir sans retour les longueurs et les formalités onéreuses du décret qui gênaient le commerce des rentes sur le Roi dont on voulait assurer la facilité, fit défense aux acquéreurs de faire aucune poursuite par voie de décret volontaire en vue de purger les hypothèques, à peine de nullité des poursuites.

L'édit de 1673 ordonna de plus que la production des lettres de ratification serait obligatoire pour toute espèce de mutation de rentes, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, et il fut fait défense aux Payeurs d'apporter aucun changement dans l'immatricule des rentes inscrites sur leurs livres, ou d'acquitter aucun arrérage au profit des propriétaires avant que ceux-ci eussent rapporté leurs lettres de ratification, à peine de payer deux fois et de radiation des parties qui seront à payer dans leurs comptes.

En conséquence de cette prohibition, les Payeurs, la prenant au pied de la lettre, refusèrent d'une façon absolue de payer les arrérages, et de changer les matricules au nom des nouveaux propriétaires quels qu'ils fussent, qui ne leur produisaient pas de lettres de ratification. Une déclaration royale en date du 30 juin 1673, rendue en interprétation de l'édit du mois de mars, vint dispenser les propriétaires à titre d'héritiers purs et simples de prendre des lettres de ratification. Et en effet, du moment où les lettres de ratification avaient pour unique résultat de purger les hypothèques, comme l'aurait fait un décret pour les héritages, cette formalité était inutile à l'héritier qui ne peut pas purger les hypothèques sur les biens dépendant d'une succession qui lui est échue, par la raison que, représen-

tant le défunt, il est obligé personnellement aux dettes de celui-ci.

De nouvelles oppositions se produisirent encore de la part des Payeurs à l'immatriculation des héritiers bénéficiaires, des donataires, des légataires qui se présentaient pour faire procéder au changement à leur nom des matricules, sans lettres. Un arrêt du Conseil d'Etat du 21 mars 1679 intervint pour régler ces nouvelles difficultés.

Il n'y avait aucun motif sérieux de faire une différence entre l'héritier bénéficiaire et l'héritier pur et simple puisque, tant qu'il retire quelque profit d'une succession et qu'il n'a pas rendu compte, l'héritier bénéficiaire est considéré comme héritier pur et simple. La même solution devait être étendue au légataire universel qui n'est pas, lui non plus, tenu des dettes au-delà des forces de la succession, mais y est tenu dans cette limite, et ne saurait avoir plus de droits que son auteur, débiteur de la dette. De même le donataire ne pouvant pas plus que son donateur bénéficier de la purge des hypothèques, il était inutile quant à lui, de l'obliger à retirer des lettres de ratification. C'est pour ces motifs que, s'inspirant d'une distinction capitale entre les acquéreurs à titre particulier et les successeurs universels, l'arrêt du Conseil d'Etat du 21 mars 1679 étendit aux héritiers bénéficiaires,

donataires et légataires universels la dispense des lettres de ratification (1).

Il est certain que les lettres, comme les décrets, et sous les mêmes conditions que ceux-ci, opéraient la purge des hypothèques grevant les rentes sur l'Hôtel de Ville. En résultait-il un effet plus étendu, et l'acheteur qui n'avait plus, grâce à elles, à s'inquiéter de poursuites hypothécaires du chef de son vendeur ou des précédents titulaires de la rente, avait-il à craindre d'autres réclamations de personnes prétendant d'autres droits sur sa rente ? Apportaient-elles à son droit une consolidation telle que, sa rente immatriculée et appuyée des lettres de ratification, il eût pu se considérer comme à l'abri de toutes chances d'éviction ?

1. Pour compléter l'exposé de la législation des lettres de ratification, signalons qu'aux termes d'une déclaration du Roi du 4 novembre 1680, les lettres ne purgeaient point les hypothèques du roi sur les rentes des comptables, lors même qu'il n'y aurait pas eu d'opposition au sceau formée pour la conservation des droits du roi qui n'est jamais présumé accorder un privilège contre lui.

Faisons observer aussi qu'il n'était douteux pour personne que, pas plus que le décret, les lettres de ratification ne purgeaient les droits qui ne sont pas ouverts, c'est-à-dire demeurent incertains, au temps de leur confection : elles ne purgeaient pas le douaire pendant la vie du mari, parce qu'il est incertain s'il aura jamais lieu ; il en était de même des substitutions, à cause de l'incertitude de la survie du substitué au grévé. En ce sens, sentence du Châtelet de Paris du 22 juillet 1761 (Voir Ferrière, *Dictionnaire*, v. Ratification (lettres de)).

Ce n'aurait pas été une idée tout à fait nouvelle et sans précédent dans notre ancienne législation que de considérer des formalités de publicité comme ayant pour résultat de mettre le droit acquis à couvert de toute discussion ultérieure, en purgeant les transmissions qu'elles rendent publiques des vices dont elles pouvaient être entachées. L'*appropriance* de la Très ancienne Coutume de Bretagne assurait aux acquéreurs de biens-fonds et de droits réels immobiliers qui avaient accompli les formalités de publicité qu'elle prescrivait la propriété libre et irrévocable de l'objet de leurs acquisitions. Non seulement elle purgeait les hypothèques, mais on sait qu'elle affranchissait l'immeuble transmis de tout droit ou action¹ de nature à révoquer ou à résoudre le droit du cédant, et même qu'elle fermait l'action en revendication du tiers dépossédé par l'aliénateur. De sorte qu'à considérer les choses par leur résultat, on peut dire qu'elle fonde et prouve le droit de propriété lui-même qu'elle rafraîchit.

La question est de savoir si, de même que l'*appropriance*, les lettres de ratification, outre qu'elles purgeaient les hypothèques, affermissaient inébranlablement le droit de celui qui les avait obtenues et en garantissaient la stabilité absolue. Denisart nous rapporte les détails d'un procès qu'il a plaidé lui-même et où l'objet du débat se ramenait au

point de rechercher si les lettres de ratification avaient l'effet de purger le droit de propriété ou d'usufruit qu'un tiers pouvait avoir sur la rente vendue (1).

Deux personnes, en mariant leur fille, lui avaient, entre autres biens, donné une rente sur l'Hôtel de Ville dont elles s'étaient réservé l'usufruit. Les deux futurs s'étaient fait, par contrat de mariage, donation universelle et réciproque en usufruit de leurs biens. Mais on n'avait pas pris de lettres de ratification; il n'avait été fait aucune signification au Payeur et aucune immatriculation n'avait eu lieu. La femme vint à décéder, laissant ses père et mère pour héritiers. Ceux-ci vendirent la rente qu'ils avaient donnée à leur fille en nue propriété, et l'acquéreur signifiâ au Payeur la cession, se fit immatriculer, et obtint des lettres de ratification. Les père et mère de la femme étant morts à leur tour, le mari se présenta pour se faire immatriculer et toucher les arrérages en sa qualité de donataire en usufruit. Le Payeur se refusa à procéder à l'immatriculation à son nom, sous prétexte que la rente était valablement immatriculée déjà au nom d'une personne, acquéreur des parents de la femme, qui avait obtenu des lettres de ratification sans que le mari actuellement réclamant y eût formé opposi-

1. *Collection de jurisprudence*, tome IV, .v. Ratification (lettres de).

tion. Ce dernier assigna alors l'acheteur de la rente, qui lui opposa son titre et ses lettres de ratification scellées, et ajouta que le mari n'avait pas été d'ailleurs saisi de la rente, ayant négligé de signifier la donation qui lui avait été faite.

Denisart, qui se présentait dans la cause pour le mari, nous raconte qu'il plaida que « les lettres de ratification ne faisaient que confirmer l'acte sur lequel elles sont obtenues et *qu'elles supposent valable, mais qu'elles n'y ajoutent rien*; qu'il en est de ces lettres comme des décrets qui *purgent bien les hypothèques, mais non les propriétés ni les usufruits* que des tiers peuvent avoir sur les immeubles décrétés ».

Relativement au défaut de signification qu'on lui opposait, Denisart répondait que si celle-ci était nécessaire pour parfaire la cession, elle n'était nullement obligatoire en cas de donation. Tout ce que la loi exigeait en pareil cas, c'était l'insinuation et la tradition qui du reste avaient eu lieu. Et quant aux lettres de ratification, le mari n'avait pas eu besoin d'y recourir sur sa donation, la tradition s'opérant indépendamment de ces lettres, qui ne se rapportent uniquement qu'à la purge des hypothèques. Denisart aurait pu au surplus, en ce qui touche ce dernier point, se prévaloir de la dispense pour les donataires de prendre des lettres de ratification résultant de l'arrêt du Conseil du 21 mars 1679.

La solution qui intervint dans cette affaire fut favorable au client de Denisart, et, par sentence du 22 juillet 1764, l'exécution de la donation d'usufruit faite au mari fut ordonnée, nonobstant la cession et les lettres de ratification obtenues par l'acquéreur.

Cette décision consacrait ainsi cette solution que les mutations de rentes s'opéraient en vertu du contrat passé entre le vendeur et l'acquéreur, contrat qui devait être signifié, à moins qu'il ne s'agit de donation. Quant aux lettres de ratification, elles ne font que garantir l'acquéreur des troubles que des créanciers hypothécaires pourraient apporter à sa jouissance. Elles demeurent sans influence sur le contrat en lui-même. Celui-ci n'a pas besoin de confirmation pour être valable. Il se soutient par sa propre force s'il est bon et régulier. Mais aussi, s'il est affecté de quelque vice qui doive l'infirmier autre qu'une charge hypothécaire, s'il a été passé avec quelqu'un qui était sans droit pour n'avoir pas la propriété de la rente transmise, la vente n'était pas translatrice, et en dépit de l'immatriculation, en dépit des lettres de ratification, l'acquéreur *a non domino* n'était pas devenu propriétaire. Il devait subir l'éviction de sa rente, sauf bien entendu son recours en garantie contre son vendeur. C'était là l'application pure et simple des principes de la cession de créances ordinaire où le cédant ne peut

transmettre plus de droits qu'il n'en a lui-même, et où le droit cédé n'a pas chez le cessionnaire une condition autre que chez le cédant, en sorte que la survenance ultérieure du titulaire dépossédé aura pour effet de rétablir son droit à tort méconnu, et d'annuler le droit du cessionnaire qui ne peut se retrancher derrière son immatriculation ratifiée.

Mais, à côté de cette première décision de justice que nous venons de rapporter d'après Denisart, il en existe une autre qui semble inspirée par des vues diamétralement opposées sur l'effet des lettres de ratification : c'est un arrêt de la première Chambre de la Cour des Aides rendu le 1^{er} août 1702. L'espèce à propos de laquelle il est intervenu est racontée tout au long dans le *Journal des Audiences du Parlement*, d'où nous l'extrayons et que nous allons résumer et commenter (1).

Par acte du 25 janvier 1699, une rente sur les gabelles de la Généralité de Rouen avait été vendue par un sieur Darmenonville, moitié à un sieur Arthus, moitié à un sieur Ragot. Ragot avait le même jour déclaré devant notaires que la moitié de rente qu'il avait acquise était pour et au profit d'un sieur de la Nouë, qui reconnaissait avoir en sa possession tous les titres et pièces concernant la totalité de la rente, dont il promettait aider Arthus,

1. *Journal des audiences du Parlement*, de Nicolas Nupied, t. V, p. 266.

qui avait acquis l'autre moitié. Des lettres de ratification avaient été obtenues au nom d'Arthus et de Ragot.

Ragot, au mépris de la procuration qu'il avait donnée à la Nouë pour la perception des arréages et le remboursement de la moitié de rente acquise par lui, vendit le 27 février 1700 cette même moitié à Arthus qui obtint son immatriculation et des lettres de ratification sur son contrat.

Ce dernier, devenu titulaire de toute la rente, en vendit une partie à un sieur Pinet le 22 février 1704. Celui-ci aliéna la rente qu'il avait acquise à un sieur Berthet le 16 septembre suivant, et Berthet à son tour la revendit à un sieur Passerat. Tous ces contrats avaient été immatriculés sur obtention de lettres de ratification.

En cet état, M. le Prince, créancier de la Nouë, déclaré en faillite, fit saisie réelle de la partie de rente qui appartenait à ce dernier sous le nom de Ragot. Il assigna Arthus en restitution des arréages perçus par lui sur la rente de la Nouë, et conclut à ce que la rente vendue par Darmonville à Ragot fut déclarée appartenir à la Nouë, sans avoir égard aux ventes faites par Ragot et Arthus à Pinet et aux autres transports qui suivirent, dont il cita les bénéficiaires.

Signalons enfin, pour fixer la situation de toutes les parties en cause, la requête du sieur Varice de

Vallière poursuivant le recouvrement de ce que devait la Nouë, et tendant à ce que, sans s'arrêter aux prétendus contrats de vente de la rente en question qui seraient déclarés nuls et frauduleux, il fût passé outre à la vente et adjudication de la rente, et subsidiairement à ce qu'elle fut déclarée affectée hypothécairement au paiement des sommes dues au roi par la Nouë en qualité de comptable.

L'avocat de M. le Prince soutenait que la vente de la rente était nulle comme faite *a non domino*. Un propriétaire peut revendiquer sa chose lorsqu'on l'a vendue sans sa participation. C'est ce qui a eu lieu pour la rente de la Nouë qui a été aliénée sans son consentement. Ses créanciers, exerçant ses droits, peuvent invoquer la nullité de cette vente et des lettres de ratification qui ont été prises sur elle; ces dernières n'ont d'effet que pour purger les hypothèques, et ne consolident en aucune façon l'aliénation viciée pour avoir été consentie par quelqu'un qui n'était pas propriétaire. On reconnaît là le système de Denisart.

Varice de Vallière faisait plaider que la rente en litige était affectée au roi, et qu'elle n'avait pu être affranchie par les lettres de ratification de l'hypothèque que le roi avait sur les biens de ses comptables, conformément à la déclaration du 4 novembre 1680. Il ajoutait qu'un arrêt du Conseil l'avait subrogé aux droits du roi.

Arthus opposait ses deux contrats d'acquisition avec ses lettres de ratification qui « purgent tout puisqu'elles sont pour la sûreté des acquéreurs ». Il avait acquis de Ragot qui se présentait comme propriétaire, et qui figurait sur les registres des matricules, avec lettres de ratification à son nom : il pouvait dès lors défier toute action en restitution. C'était là le système opposé à celui que nous avons rencontré dans Denisart, et nous allons voir bientôt l'avocat général lui donner, à propos du présent procès, sa pleine et entière adhésion.

Passerat soutenait également que la rente n'avait jamais appartenu à la Nouë, mais à Ragot qui avait obtenu des lettres de ratification à son nom. Celui-ci avait cédé sa rente valablement, et la saisie réelle qui avait été faite par la suite n'ayant pas été pratiquée sur la personne qui était propriétaire au temps de la saisie, Pinet, ce dernier avait conservé la libre disposition de sa rente : on ne pouvait dès lors objecter la nullité des ventes faites par les parties saisies.

Dans cette affaire l'avocat général Joly de Fleury prit des conclusions qui sont la consécration du système moderne de l'effet du transfert et de la règle qu'on ne revendique point un titre nominatif. Il reconnaissait que la vente qui avait été consentie par Ragot à Arthus avait été faite par quelqu'un qui n'était pas le véritable propriétaire. Mais,

disait-il, « par rapport au public, c'était lui qui paraissait être propriétaire et possesseur. *Il n'y a pas lieu de douter que les lettres de ratification n'aient purgé ce droit de propriété* et n'aient acquis à Arthus et à tous ceux qui ont acquis dans la suite cette rente un droit certain et incontestable de propriété. »

C'est bien là la formule aussi nette que possible de l'exclusion de toute action en restitution contre l'acquéreur de bonne foi tenant sa rente, non peut-être du véritable propriétaire, mais de celui que l'immatriculation et les lettres de ratification désignaient comme étant le titulaire.

Poursuivons l'examen des conclusions présentées, et l'analyse que nous allons faire de la suite du raisonnement du ministère public va accentuer encore que, bien qu'au fond, pour lui, la Nouë était le véritable propriétaire, la rente avait été valablement acquise de celui que révélaient au public les lettres de ratification.

La rente a appartenu à de la Nouë en réalité, et, comme celui-ci était un comptable, il en résulte que les lettres de ratification ultérieures n'ont pas eu pour effet de purger l'hypothèque du roi (déclaration du 4 novembre 1680). Il n'importe que la Nouë n'ait point eu de lettres de ratification à son nom ; leur défaut n'empêche pas que l'acquéreur ne soit propriétaire lorsque ni propriétaire ni créancier ne réclame.

L'hypothèque que le roi avait sur la rente, et à laquelle les lettres n'avaient pu faire tort, Varice de Vallière pouvait-il l'invoquer en sa qualité de subrogé aux droits du roi ? A cette question la réponse de l'avocat général fut négative. Il considérait la dispense de s'opposer au sceau des lettres comme un avantage exclusivement personnel à la personne du roi et qui n'avait pu être transmis. Passerat ayant acquis la rente depuis la subrogation de Varice de Vallière, celui-ci ne s'étant pas opposé au sceau des lettres, il s'ensuivait que l'hypothèque était purgée.

Mais il y avait eu auparavant une saisie réelle de la rente. Il faut voir si elle a pu conserver ce droit hypothécaire. La saisie réelle faisant de la chose saisie le gage de la justice, celle-ci ne peut plus être aliénée. La vente qui en est faite depuis cette saisie est nulle. Tel est le principe. Dans l'espèce il y avait bien eu saisie réelle. Mais elle avait été faite sur de la Nouë. Or, par rapport à tous les créanciers particuliers, les lettres de ratification avaient purgé le droit de propriété que la contre lettre donnait à la Nouë. M. le Prince n'avait donc aucun droit de saisir réellement sur la Nouë à qui cette rente n'appartenait plus.

Il est certain que la saisie réelle empêche d'aliéner la chose saisie, mais il faut que la saisie soit valable, et une saisie réelle faite *super non domino*,

une saisie réelle faite à la requête d'une personne qui n'a point droit, est nulle dans son principe et ne peut mettre la chose saisie sous autorité de justice. Dès qu'elle est nulle, de nullité radicale, elle ne peut produire aucun effet et n'empêche point le propriétaire d'aliéner.

Ce propriétaire, Pinet, a vendu. Il y a eu des lettres de ratification. « *Quel doute qu'elles aient purgé leur droit, y ayant eu quatre différents propriétaires, et quatre lettres de ratification, et Varice de Vallière, après sa subrogation, ayant laissé prendre des lettres de ratification sur une nouvelle acquisition de la rente en question.* »

En conséquence, l'avocat-général concluait à ce que le Payeur fut tenu de verser les arrérages au dernier titulaire, à Passerat, et aussi à ce que la rente fut affectée et hypothéquée aux créances du roi sur la Nouë pour le compte qu'il n'avait pas rendu.

La Cour rendit un arrêt conforme à ces conclusions, décidant ainsi que « *la rente sur l'Hôtel de Ville vendue par celui qui paraissait propriétaire, y ayant lettres de ratification au Sceau, ne peut être revendiquée par celui qui était le véritable propriétaire par déclaration de celui au profit de qui le contrat était fait. Mais elle demeure hypothéquée à la créance que le roi avait à exercer sur le véritable propriétaire, sans que le roi soit tenu de faire discussion du principal*

obligé avant que d'exercer ses poursuites contre le tiers acquéreur de la rente ».

Cette décision de la Cour des Aides, d'après laquelle l'effet des lettres de ratification aurait été de purger le droit de propriété lui-même, était-elle exactement conforme à l'esprit de l'édit de 1673 ? Cela peut sembler douteux. Ce n'est pas qu'elle ne pourrait se recommander de certaines parties de la lettre du texte. On lit en effet dans l'édit : « Lesdites rentes seront purgées de *tous droits* et hypothèques, et les acquéreurs d'icelles en demeureront *propriétaires incommutables* ». Mais il résultait bien de l'ensemble de l'édit que les lettres de ratification avaient été instituées pour remplacer la procédure du décret, et il ne semble pas qu'on ait entendu leur donner une vertu plus étendue qu'au décret lui-même, dont l'effet était, indiscutablement, strictement limité à la purge des hypothèques.

La solution rapportée par Denisart peut donc sembler plus en conformité de l'édit. Quoi qu'il en soit, il est curieux d'observer que dès le début même du XVIII^e siècle, une décision de jurisprudence avait tenté une interprétation extensive de la loi, et il est remarquable que, dès cette époque, apparaissait, dans l'esprit de certains praticiens et de magistrats, le souci de protéger le titulaire de la rente contre les causes de dépossession provenant du vice du droit de l'un des précédents aliénateurs. Du moment

où le nouveau titulaire tient son droit de quelqu'un qui est, d'après les lettres de ratification, le propriétaire apparent, il ne doit rien avoir à redouter du passé. C'est bien là, en définitive, le sens de l'argumentation que rapporte le recueil de Nupied.

Nous savons d'ailleurs qu'à l'époque où nous sommes arrivés, cette idée de l'absolue sécurité du droit des titulaires de rente n'était pas étrangère aux esprits réfléchis. Nous la rencontrons sous la plume de celui que l'on peut signaler comme le premier qui ait essayé de donner scientifiquement la théorie de la richesse publique. Voici, en effet, la proposition qu'émettait, en 1697, le lieutenant-général du bailliage de Rouen, Bois-Guillebert : « Il serait à propos que ces sortes de rentes (sur l'Hôtel de Ville) ne pussent *jamais être saisies pour la dette des transportants, ne conservant ni suite, ni hypothèque, non plus que l'argent même* » (1).

La même considération de la solidité du droit des titulaires de rentes, dans l'intérêt du crédit public, qui guidait Bois-Guillebert, est aussi celle qui a déterminé l'arrêt de 1702. Pour la Cour, comme pour l'économiste, celui qui, de bonne foi, contracte avec la personne que le registre des immatricules et les lettres de ratification font passer au public pour le véritable titulaire doit acquérir une pro-

1. Bois-Guillebert, *Le détail de la France*, ch. VIII.

priété à l'abri de tout droit de suite, et non exposée à la revendication du propriétaire dépossédé. C'est, pour la Cour des Aides, que les lettres de ratification constituent une preuve légale irréfragable et absolue des droits de celui qui les a obtenues. Dès lors, on peut traiter en toute sécurité avec lui, et le droit qu'on acquerra ne sera exposé à aucune chance d'éviction. Cette application de la théorie de l'affranchissement des vices anciens, qu'indiquait Bois-Guilbert, constituait peut-être de la part d'une Cour de justice une interprétation audacieusement risquée de la loi, et, en agissant ainsi, la Cour peut sembler avoir obéi plutôt à des considérations d'intérêt économique qu'à des raisons juridiques. Quoiqu'on puisse en penser, il n'y en a pas moins là un symptôme remarquable du désir de protéger le titre de rente contre les causes de dépossession qui pourraient surgir de faits antérieurs à l'acquisition, et, à ce titre, l'arrêt de 1702 devait être signalé comme un très intéressant précédent de la jurisprudence moderne du titre nominatif.

CHAPITRE VII

DE LA RECONSTITUTION

Jusqu'ici toutes les aliénations de rentes s'opéraient en vertu de contrats notariés passés directement entre le vendeur et l'acquéreur. Les lettres de ratification donnaient bien une sécurité relative au nouveau titulaire, mais, sauf le dissentiment que nous avons signalé, celui-ci recueillait le droit de son auteur tel qu'il se comportait chez ce dernier, et l'acquéreur était toujours l'ayant cause du cédant.

Sous l'administration de Machault, un nouveau procédé plus ingénieux fut imaginé pour opérer la mutation des rentes, et nous verrons que ce système ne procède plus de l'idée de cession intervenant entre l'ancien et le nouveau titulaires, mais bien plutôt, suivant le langage même des auteurs du temps, de l'idée de paiement avec subrogation, et nous verrons les conséquences qu'il convient de tirer de cette dernière manière d'envisager l'opération.

Un édit du roi du mois de décembre 1746 avait porté création de 1.200.000 livres de rentes au dernier vingt; un autre édit du même mois en avait aliéné 500.000 au même taux. Des lettres patentes et un arrêt du Conseil du 1^{er} février 1747 vinrent décider, pour faciliter aux acquéreurs le moyen de s'en défaire avant l'échéance du terme auquel le remboursement devait leur en être fait et de les faire passer librement sur la tête d'autres personnes, que, au lieu de recourir au contrat de transport notarié et aux lettres de ratification, ils pourraient procéder par la voie dite de la *reconstitution* (1).

D'après ce nouveau moyen, le rentier vendeur portait au Trésor son contrat de constitution de rente avec les certificats des Conservateurs des hypothèques attestant qu'il ne subsiste aucune opposition sur le contrat. L'acquéreur y apportait son prix de vente. Le Garde du Trésor remboursait avec ce prix l'ancien titulaire, et ce dernier lui signait une quittance qu'il lui servait de décharge. Le Garde du Trésor dressait alors de nouvelles quittances de finance qu'il remettait au nouvel acquéreur, et celui-ci, pour devenir titulaire de la rente, n'avait plus qu'à se présenter devant les commissaires du Conseil nommés par le roi à l'effet de consentir les constitutions particulières de rentes, ou devant les

1. Arch. nat., AD. IX, 465.

prévôt et échevins de la Ville de Paris, suivant que l'émission de rentes devait se faire directement par le roi lui-même ou par l'intermédiaire de la Ville, et ceux-ci, sur le vu des quittances de finance, dressaient à son profit un nouveau contrat, dit de reconstitution. Puis, à l'effet de se faire immatriculer, ce bénéficiaire soumettait au Payeur une ampliation de son contrat de reconstitution, et voici la forme très simple suivant laquelle il était immatriculé :

Un tel a droit à la dite rente comme lui ayant été reconstituée par acte passé devant..., notaires, le... par...

Ce procédé de la reconstitution avait sur celui du transport que nous connaissons l'avantage de dispenser de prendre des lettres de ratification. Il en résultait par conséquent une économie certaine. De plus il simplifiait la justification de la propriété des rentes. Auparavant le rentier qui, à l'échéance, demandait son remboursement, devait établir l'existence de son droit, et, pour faire cette preuve, il pouvait être dans la nécessité de représenter les titres de propriété de ses auteurs. Lorsque la rente avait une origine lointaine il fallait rapporter un nombre considérable de pièces et de contrats, et sans doute le rentier n'était pas toujours en mesure de fournir une justification absolument complète. Les mêmes difficultés se rencontraient lorsqu'il voulait céder sa rente et qu'il devait établir pour son acquéreur la

justification de la régularité des transmissions successives du droit qu'il lui cédait. Grâce à la reconstitution, les inconvénients de ces recherches coûteuses et incertaines disparaissaient : le Trésor s'était reconnu débiteur par le contrat de reconstitution qu'il avait consenti ; le droit était fermement assis.

Ces avantages furent accueillis avec une telle faveur par les rentiers, qu'en janvier 1748 un nouvel édit ayant créé 300.000 livres de rentes, des lettres patentes et un arrêt du Conseil d'Etat du 21 janvier 1748 s'empressèrent d'autoriser, pour la transmission de ces nouvelles rentes le procédé de la reconstitution. De même la faculté de reconstituer fut accordée, pour les rentes sur l'Hôtel de Ville et sur la Ferme générale des Postes créées par l'édit de mai 1751, par des lettres patentes et un arrêt du Conseil du 20 juin 1751, et pour les rentes sur les Aides et Gabelles résultant de l'édit du mois d'avril 1758 (1).

On remarque que ces divers actes, autorisant la transmission par la procédure de la reconstitution administrative, limitaient l'application de cette mesure aux emprunts auxquels ils se référaient spécialement, si bien que les propriétaires des rentes émises par l'effet d'autres édits que ceux de 1746,

1. V. le texte de ces édits, arrêts et lettres patentes aux Archives nationales, AD. IX, 465.

1748, 1751 et 1758 étaient toujours obligés pour aliéner leurs contrats de recourir au procédé ancien du transport et des lettres de ratification.

Des réclamations se produisirent en vue qu'on étendit la faculté de transmettre par la voie de la reconstitution « aux rentes assignées sur les Aides et Gabelles de l'édit de juin 1720, sur les Tailles et les autres revenus » (1).

Une mesure fut prise qui permit aisément la réalisation de ce desideratum, d'où résulta la généralisation absolue à toutes les rentes sur le roi du transfert par reconstitution. Un édit fut rendu au mois de décembre 1764 ayant pour objet, comme son titre le porte, la libération des dettes de l'Etat. L'article 1^{er} ordonnait le remboursement des rentes et autres revenus, exigibles ou non exigibles, dus au 1^{er} janvier 1765, sur le pied du denier vingt. L'article 3 portait que les propriétaires des dites rentes et effets, autres que les effets au porteur, seraient tenus de rapporter leurs contrats dans les six mois. L'article 9, enfin, décidait qu'à ces propriétaires il serait remis des certificats, sur la présentation desquels les arrérages leur seraient versés, jusqu'à ce que des titres nouveaux leur fussent délivrés constatant leurs rentes (2).

1. Préambule de la déclaration du Roi du 2 juillet 1765, Arch. nat., AD. IX, 466.

2. La Caisse des amortissements devait recevoir, d'après cet

En vertu de cet édit, toutes les rentes précédemment constituées par le roi allaient donc se trouver figurées par des titres nouveaux. Or, par une déclaration du 2 juillet 1765, rendue sous l'administration de l'Averdy, il fut décidé que « les propriétaires des contrats et titres nouveaux, passés en exécution de l'édit du mois de décembre 1764, qui voudront s'en défaire, pourront en transmettre la propriété par la voie de la reconstitution » (art. 1). Cela revenait à dire que désormais toutes les rentes existantes pourraient être aliénées par ce moyen (1).

Une seule restriction est à noter. Elle concerne les titres frappés d'une clause naturelle ou légale d'immobilisation. Aux termes de l'article 4, il fut décidé que « les rentes en faveur desquelles la voie de la reconstitution n'aurait pas encore eu lieu jusqu'au jour de la présente déclaration, et qui se trouveront au dit jour chargées de douaires ou de substitutions, ne pourront être reconstituées en aucun cas et sous quelque prétexte que ce soit, tant qu'elles demeureront chargées des dits douaires ou grevées des dites substitutions ».

Quant aux rentes qui furent émises postérieure-

édit, diverses sommes de la Caisse des arrérages, des années 1766 à 1787, pour opérer la libération des rentes. Une déclaration du Roi du 29 novembre 1767 divisait en trois classes les rentes et autres revenus dont le remboursement avait été ordonné.

1. Arch. nat. AD, IX, 466.

ment à cet édit, une disposition spéciale autorisa pour elles l'emploi de la reconstitution : ainsi l'édit de décembre 1768 (art. 2), pour les rentes passées en exécution de l'édit de novembre 1767, l'édit du mois d'août 1777, pour les rentes qu'il créait (art. 7), permettaient de recourir au procédé de transmission nouveau (1).

Même solution dans la déclaration du Roi du 4 février 1780, article 3, en ce qui touche les rentes données en paiement de la finance attachée aux offices des Ports, Quais et Halles supprimés par l'édit du mois de février 1776, ainsi que celles qui avaient été ci-devant constituées par les communautés des dits offices, au sujet de la transmissibilité par voie de reconstitution desquelles des doutes s'étaient élevés (2).

Même autorisation de la reconstitution, pour l'aliénation des titres des 4 millions de livres de rentes

1. Arch. nat., AD. IX, 466 et K. 4055.

2. Les corps de jurande érigés dans toutes les villes et bourgs du royaume par l'édit du mois de mars 1673 avaient souvent été contraints par la royauté à acheter les offices qu'elle créait en nombre considérable, quitte à la corporation acquéreur à les répartir entre ses membres. Pour payer la finance de ces offices, et aussi pour acquitter les taxes très lourdes qui pesaient sur elles, les corporations durent contracter des emprunts, et ces emprunts, elles les firent sous forme de création de rentes qu'elles s'efforçaient d'amortir au moyen de taxes annuelles imposées à leurs membres. Ces rentes étaient, en général, assimilées à celles sur l'Hôtel de Ville et sur le Roi, et c'est à leur transmission que, complé-

sur les aides et gabelles créées par l'édit de décembre 1785, fut donnée par des lettres patentes du 1^{er} février 1786 (1).

Pour en finir avec l'histoire des progrès successifs de la reconstitution, signalons la déclaration du roi, l'arrêt du Conseil, tous deux du 23 février 1786, et les lettres patentes du 19 juillet de la même année, contenant la réglementation définitive de la matière (1).

Nous avons vu que si la voie de la reconstitution était large ouverte, elle restait cependant fermée, au moins d'après certains édits et déclarations, aux propriétaires de rentes grevées de douaires ou de substitutions qui se trouvaient d'ailleurs d'une manière générale en dehors du commerce. Pour faire cesser cette diversité, et pour rendre à la circulation le plus grand nombre de rentes possible, la déclaration royale de 1786 révoqua toutes les dispositions par lesquelles les rentes dues par le roi ne pourraient être remboursées par la voie de la reconstitution, lorsqu'elles se trouveraient chargées de douaires ou de substitutions.

tant l'assimilation, notre édit applique le procédé de la reconstitution. Ces rentes devaient être fort nombreuses puisqu'il paraît que « il n'y a point de corps de Marchands ou Artisans dans le royaume qui n'ait contracté de pareils engagements » (Cf. Bigot de Sainte-Croix, *Essai sur la liberté du commerce et de l'industrie*, édit. 1775, p. 31 et s., 77).

1. Arch. nat., AD. IX, 467.

On peut donc dire que de cette dernière mesure prise par Calonne résultait la généralisation complète, applicable à toutes les rentes dues par le roi, de la faculté de transmission par reconstitution. Mais il faut ajouter cette observation que si cette procédure nouvelle était permise à tous ceux qui voulaient se défaire de leurs rentes, elle ne s'imposait à aucun d'eux. C'est qu'en effet, de même que la première déclaration du 2 juillet 1765 qui avait pour objet l'application extensive de la faculté de reconstitution aux rentes existantes, l'arrêt du Conseil du 23 février 1786 lui-même autorisait les vendeurs et acquéreurs à continuer à faire usage des transports notariés et des lettres de ratification, lorsqu'ils ne jugeraient pas à propos de se servir du moyen de la reconstitution, si bien que, jusqu'à la fin de l'ancien droit, les deux procédés de transmission restèrent en concurrence à la disposition des parties.

Assurément, en logique, du jour où la procédure de la reconstitution fut inaugurée, elle aurait dû, pour les rentes pour lesquelles elle était permise, être la seule voie d'aliénation possible, et le jour où elle fut admise pour toutes, le procédé plus imparfait du transport aurait pu cesser de demeurer même facultatif. Il ne se maintint vraisemblablement que par l'autorité que lui donnait un passé plusieurs fois séculaire et par la force de la tradi-

tion. Peut-être aussi l'intérêt fiscal, qui trouvait plus de profits aux lettres de ratification qu'à la reconstitution, ne fut-il pas étranger à sa conservation.

Quoi qu'il puisse en avoir été du motif de cette coexistence des deux régimes, il est certain qu'en fait la faveur du public allait au procédé plus rapide et moins coûteux, et la reconstitution était en pratique la seule voie couramment employée à la fin de l'ancien droit. Sur ce point, le témoignage de Debeaumont est formel : « Aujourd'hui on ne se sert plus guère de la voie du transport dans les ventes qui se font des rentes sur le roi, depuis que la reconstitution en a été permise par les règlements » (1).

L'intérêt de célérité et d'économie, qui faisait rechercher de préférence la procédure nouvelle, pouvait être évidemment à lui seul une raison suffisamment déterminante. Mais était-il le seul ? La reconstitution ne réalisait-elle pas sur le transport un autre progrès, au point de vue de la sécurité des transmissions ? C'est le point qui nous reste à étudier. Et pour obtenir la réponse à la question que nous venons de poser, c'est à la recherche de la nature juridique de l'opération qu'il va falloir procéder.

1. Debeaumont, *Jurispr. des rentes*, édit. 1784, v. Transport et Reconstitution.

Nos anciens auteurs reproduisent tous, à cet égard, les uns d'après les autres, la même formule. Ferrière, Denisart, Debeaumont disent que « la reconstitution n'est autre chose qu'une constitution ordinaire à prix d'argent, avec déclaration d'emploi qui est effectué par le même acte, et dont l'effet est d'opérer une subrogation au lieu et place du créancier remboursé » (1).

En disant que la reconstitution opère une subrogation, les auteurs, dont nous venons de transcrire le texte, ne nous donnent pas une formule qui soit susceptible de nous éclairer complètement. C'est qu'en effet, dans l'ancien droit, comme de nos jours, les jurisconsultes étaient loin de s'accorder sur la nature et le caractère de la subrogation. Pothier, Basnage, Renusson, Dumoulin avaient sur ce sujet des divergences de vues et des opinions contradictoires qui nous rendent assez difficile la connaissance de la doctrine prédominante.

La subrogation, dans la doctrine ancienne comme dans le style de la pratique moderne, était assez souvent confondue avec la cession-transport, et si on ne peut reprocher à Pothier cette confusion, ce dernier n'en considérerait pas moins la créance comme passant du subrogeant au subrogé avec sa

1. Debeaumont, *Jurisprudence des rentes*, v. Reconstitution ; Ferrière, *Dictionnaire de droit et de pratique*, v. Reconstitution ; Denisart, *Collection de jurisprudence*, v. Reconstitution.

cause et sa nature propres, (1) et pour Renusson, si la dette ne subsistait plus à l'égard du créancier qui a reçu ce qui lui est dû, elle subsiste à l'égard du débiteur, lequel, n'ayant pas payé de ses deniers, demeure débiteur de celui qui paie pour lui (2).

Sans entrer dans tout le détail de cette controverse célèbre qui nous entraînerait en dehors du cadre de cette étude, nous pouvons dire que, lorsqu'ils avançaient que la reconstitution opère subrogation, Debeaumont, Ferrière et Denisart n'entendaient pas que la subrogation s'analysât en l'idée d'une simple cession-transport, consistant en un changement de créancier, sans que la dette elle-même fût éteinte. Car en effet, les uns et les autres, comparant la reconstitution et le transport, constatent que, par la première opération, le titulaire de la rente qui s'en défait voit la dette éteinte, au moins par rapport à lui, par l'effet du remboursement dont il profite. La dette était donc éteinte par le paiement.

D'un autre côté, il est certain qu'ils ne considéraient pas la créance du titulaire primitif comme passant dans son identique individualité au nouveau rentier, comme transmise avec ses qualités mais aussi ses vices. S'ils avaient admis ce départ, la créance cédée passant *cum sua causa* de l'aliénateur

1. *Coutume d'Orléans*, introd. au titre XX, nos 66 et s.

2. *De la subrogation*, ch. I, n° 12.

à l'acquéreur, la rente constituée, qui a suite par hypothèque, serait demeurée aux mains de ce dernier hypothéquée aux dettes de son auteur. Or, nos jurisconsultes n'admettaient pas ce résultat, et d'ailleurs les actes législatifs organisant la reconstitution le repoussaient expressément : la rente était totalement affranchie de toutes les dettes, hypothécaires et autres, contractées par le créancier remboursé, et auxquelles son contrat de constitution serait obligé. A l'égard du titulaire ancien et de ses ayant-cause, le remboursement avait eu un effet absolument extinctif.

Dans la rigueur des principes, le subrogé n'est pas soustrait aux obligations du subrogeant, et au moins lorsque la subrogation a été consentie par le créancier, si la créance se trouvait dans le patrimoine de ce dernier soumise à quelque cause de résolution, elle serait résoluble dans les mêmes conditions entre les mains du subrogé, et, d'une façon générale, toutes les exceptions qui auraient pu, du chef de la créance transmise, être opposées au subrogeant l'auraient été au subrogé. Or, il nous paraît qu'en notre matière, cette prétention n'aurait pas été de mise. C'est qu'en effet, à supposer même que la reconstitution se ramenât à l'idée d'un paiement avec subrogation, l'Etat débiteur aurait perdu le droit d'opposer au subrogé les exceptions qu'il aurait pu invoquer contre le subrogeant. Et en voici

la raison : la subrogation, si subrogation il y a, a été consentie, non-seulement par le titulaire ancien, mais par le débiteur, par l'Etat lui-même, dans des conditions qui doivent faire présumer sa renonciation à se prévaloir des exceptions. C'est l'Etat qui, par l'organe du Garde du Trésor, reçoit, de ceux qui veulent acquérir les rentes, les deniers qui lui sont offerts à cet effet. Et, pour appliquer ces deniers à l'emploi auquel ils sont destinés par ceux qui les lui remettent, c'est-à-dire au remboursement de l'ancien titulaire, le Garde du Trésor se fait remettre les contrats et autres pièces justificatives de la propriété du vendeur, s'assure qu'il n'existe pas d'opposition sur le contrat qu'il s'agit de rembourser ; en un mot, il vérifie chez le cédant l'existence du droit transmis. Il ne procède au remboursement et à la rédaction de nouvelles quittances de finance au profit des acquéreurs, pour que ceux-ci puissent se faire dresser des contrats de reconstitution, que si la cession lui a paru régulière et valable.

Toutes ces précautions que l'agent du Trésor a prises, montrent que ce dernier n'entend pas jouer dans l'opération un rôle passif, mais qu'il se reconnaît responsable de l'efficacité de la transmission du droit. La participation active qu'il y a eue le prive du droit de se retrancher, vis-à-vis du nouveau titulaire subrogé à l'ancien, derrière les causes de nullité qui auraient échappé à son attention et qui

existeraient du chef de l'ancien contrat. Et ainsi, si plus tard il était reconnu que le cédant ou un des cédants antérieurs n'avait pas qualité pour opérer la transmission parce qu'il n'était pas le véritable titulaire, celui-ci, survenant, ne pourrait réclamer la radiation sur les matricules du nom du titulaire acquéreur, au profit de qui, qu'on le remarque bien, un nouveau contrat de constitution, indépendant de l'ancien, a été passé. Le titulaire dépossédé pourra peut-être agir en responsabilité contre le Trésor qui l'a dépouillé de son droit. Ce sera une question à débattre entre eux. Mais quel que soit le résultat de cette difficulté, le Trésor ne pourrait opposer au nouvel inscrit l'exception de nullité tirée de ce que son auteur était sans droit, et que la rente ne lui a pas été transmise valablement. La reconstitution, comme disent Debeaumont, Ferrière et Denisart, est « *une constitution ordinaire* », et nous pouvons la regarder comme parfaitement valable en elle-même, puisqu'elle a été consentie par le Trésor qui a touché des mains du nouvel inscrit le prix d'acquisition.

La vérité est que le rentier, au profit de qui la reconstitution a eu lieu, est, si l'on veut, au lieu et place du créancier remboursé, mais ne succède pas proprement à son droit. La rente ancienne et remboursée est éteinte. Une nouvelle est créée. Cela résulte de la forme même suivant laquelle se pas-

sait la reconstitution qui nécessitait la passation d'une *nouvelle constitution*, d'un *nouveau contrat*, ainsi que disent notamment les Lettres patentes du 1^e février 1747, du 20 juin 1751, etc.

On peut aussi invoquer, dans le sens et à l'appui de cette décision, d'autres expressions des édits, comme celles de l'édit du mois d'août 1777, qui nous parle de « *nouvelles et pareilles rentes en remplacement de celles qui sont remboursées* avec les deniers fournis par les nouveaux acquéreurs » et de contrats de reconstitution « *numérotés des mêmes numéros que ceux des contrats remboursés* ». Dire que de *nouvelles et pareilles rentes remplacent* les anciennes qui sont *remboursées*, c'est dire aussi clairement que possible que les rentes acquises par le moyen de la reconstitution sont des rentes autres que celles qui sont définitivement éteintes par le remboursement, dont elles sont indépendantes, et qu'elles créent au profit de celui qui en est acquéreur un droit propre et personnel, se suffisant à lui-même, et nullement rattaché à celui dont il prend la place matérielle sur le registre par le même numéro, mais non la suite juridique. En un mot, par la reconstitution, comme par la constitution initiale, l'Etat débiteur contracte un engagement direct et personnel envers le rentier.

Un autre texte vient encore corroborer cette idée que, en réalité, le nouveau titulaire de rente ne suc-

cède pas à l'ancien, mais qu'une rente nouvelle est substituée à l'ancienne qui demeure éteinte : c'est l'art. 7 de la Déclaration du 23 février 1786 ordonnant qu' « il sera délivré par le Garde du Trésor royal autant de quittances de finance que les acquéreurs en désireront, contenant que la somme y portée provient des capitaux de rentes remboursées, *sans cependant aucune énonciation des parties éteintes* ». C'est là une nouvelle preuve de la rupture complète du lien de dépendance qu'on aurait pu être tenté d'établir entre la rente éteinte par le remboursement, et la rente reconstituée. Nous sommes donc autorisés pleinement à conclure que le nouveau rentier n'est pas l'ayant cause et le successeur particulier du créancier originaire, mais le créancier direct et personnel de l'Etat, qui l'a admis comme tel par la reconstitution qu'il lui a consentie.

Qu'on continue à dire, si l'on veut, en présence de ces résultats, que la reconstitution a opéré une subrogation en faveur du nouveau rentier, il importe peu, pourvu que l'on ajoute, et qu'il soit bien entendu que cette subrogation n'est pas une vente de créance, par laquelle le titulaire primitif aurait transféré ses droits au nouveau qui achèterait la rente, telle que le cédant la possédait, avec toutes les charges et tous les avantages qui y sont attachés. Pourvu que l'on dise que la subrogation est un paiement, c'est-à-dire l'extinction de la rente ancienne remplacée

par une rente absolument nouvelle, à laquelle la loi ou l'Etat débiteur aurait rattaché les sûretés qui garantissaient l'ancienne rente, nous admettrons que l'on dise que la reconstitution se ramène à une subrogation.

C'était, à notre avis, en ce sens que nos anciens auteurs parlaient, à propos de la reconstitution, de subrogation ; et la raison pour laquelle, voulant donner à l'opération nouvelle une qualification juridique connue, ils avaient eu recours à cette explication, c'est que précisément le rentier nouveau recueillait le bénéfice des privilèges et assignations qui garantissaient le remboursement de la rente qu'il acquérait. Mais était-il utile, pour justifier à son profit la conservation de ce bénéfice, de parler de subrogation ? Nous ne le croyons pas. Nous savons que si la Dette publique était représentée par une série de contrats individuels, le gage qui en assurait le remboursement à l'échéance, et qui servait à la garantie du paiement ponctuel des arrérages était un gage collectif. Les recettes ou revenus destinés à gager l'emprunt n'étaient pas affectés spécialement à chaque rentier par un acte distinct, à lui particulier, qui lui aurait donné, pour sa sûreté, une portion déterminée de ces revenus, ou sur eux un rang de préférence, suivant la date de son contrat, par rapport aux contrats antérieurs. C'est le contrat d'aliénation de la rente passé avec l'Echevinage, ou, plus

tard, l'Edit portant création de rentes à constituer par les Commissaires royaux qui contenait la désignation en bloc des assignations affectées à la sûreté de l'emprunt. Ce caractère global du gage ne donnait donc aucune espèce de raison d'intérêt au nouveau rentier à prendre absolument la succession du titulaire à qui ses deniers avaient remboursé la rente. L'avantage de la subrogation, en droit privé, est de substituer le subrogé aux garanties attachées à la créance du subrogeant et à son rang hypothécaire. Mais, la situation de tous les participants à un même emprunt étant identique, aucun rang de préférence n'existant entre eux, il n'est guère besoin de dire que le nouveau titulaire succèdera exactement aux droits de celui dont il prend matériellement la place. Il lui suffit que sa rente fasse partie de l'emprunt auquel se rattachait celle dont ses fonds ont servi à effectuer le remboursement.

Il peut sembler inutile dès lors de rattacher la reconstitution à la subrogation. D'autre part, les controverses nombreuses qui existaient sur la nature et les effets de cette dernière institution ne nous paraissent pas de nature à établir solidement la justification juridique du caractère de la reconstitution, qu'elles contribueraient plus à troubler qu'à éclaircir. En prétendant expliquer une institution par l'autre, on ne ferait que greffer une seconde difficulté sur une première; on déplacerait la question sans la résoudre.

Le mieux nous paraît donc d'abandonner résolument cette tentative d'explication, et de nous en tenir à celle que nous avons fait pressentir déjà, dont nous puiserons le principe dans les formes mêmes de la procédure de la reconstitution et dans les actes législatifs qui l'ont introduite et développée, et qui nous parlent tous de *remboursement* des anciens propriétaires et de *nouveaux contrats* passés au profit des acquéreurs.

De là nous tirerons que la reconstitution s'analyse proprement en une libération du Trésor vis-à-vis de l'ancien titulaire, suivie d'un contrat nouveau passé avec le nouvel inscrit (1). L'opération se décomposait très exactement en un paiement extinctif de la rente du titulaire qui recevait, des mains du Garde du Trésor, la valeur de son contrat, et un contrat de constitution nouveau passé au profit de celui dont les fonds avaient été utilisés pour opérer le remboursement du précédent propriétaire. Le nouveau titulaire recevait ainsi le droit à la rente que le rentier originaire avait dans son patrimoine. C'était matériellement la même rente qu'il recueillait ; ce

(1) Nous ferons ici la remarque que la conception du transfert dans la pratique contemporaine est exactement calquée sur celle de la reconstitution. M. Duvert définit, en effet, le transfert « l'opération par laquelle on dépossède le titulaire d'une valeur nominative pour en saisir une autre personne » *Traité du contentieux des transferts*, 2^e éd., n° 471).

n'était pas juridiquement la même, dans son identique individualité. Il n'y avait pas eu une véritable transmission, mais plutôt abdication du droit du titulaire originaire au profit du nouveau. Ce n'était pas la même créance qui était passée de l'un à l'autre ; un droit avait été éteint par le remboursement ; un autre avait pris naissance par la reconstitution. Un nouveau rapport s'était formé entre le Trésor débiteur et l'acquéreur dont le droit était absolument indépendant de celui de son vendeur.

Il s'était passé ici quelque chose d'analogue à ce qui se produisait dans la transmission des offices. Le titulaire d'un office qui veut le vendre ne transmet pas, à correctement s'exprimer, son droit à son successeur dans la charge. La transmission ne s'opérait pas en vertu du contrat passé entre l'ancien et le nouvel officier. C'était par abus de mots que l'on disait qu'en pareil cas il y avait *vente*, en vertu du contrat passé entre l'officier *vendeur* et son *acquéreur*. Il n'y avait pas rigoureusement *vente*. Le titulaire qui voulait se défaire de son office le remettait à la disposition du roi. L'office retournait à ce dernier comme à sa source primitive, et le roi le conférait au résignataire, à condition seulement par lui d'accomplir le traité fait avec le résignant. Mais l'ancien titulaire ne transférait pas la propriété au nouveau pourvu, comme dans la vente des meubles ou des immeubles le vendeur la transportait à l'ac-

quéreur. Il abdiquait sa charge entre les mains du roi, et ce dernier nommait comme son titulaire nouveau, le résignataire qui lui était présenté par l'abdiquant, s'il le jugeait capable de remplir les fonctions qui devaient lui être confiées (1).

1. Merlin, *Répertoire de Jurisprudence*, v. Office, n° 3. Charles Loyseau, *Du droit des Offices*. Liv. III, ch. 3, n°s 6 et 7.

CHAPITRE VIII

FONCTION NOUVELLE DES QUITTANCES DE FINANCE

Nous avons vu précédemment que toutes les constitutions de rente se faisaient par acte notarié. L'acte notarié était encore celui auquel il fallait recourir lorsqu'on voulait céder sa rente, et le procédé de la reconstitution lui-même ne dispensait nullement de la passation préalable d'un contrat notarié, ainsi qu'en fait foi la formule même de l'immatriculation des rentes reconstituées. Et c'est ainsi que Melon qui écrivait en 1734 son *Essai sur le commerce* y disait que : « Le commerce des effets publics, comme des contrats sur la Ville et sur les Tailles sont de la nécessité des autres commerces. *Les notaires négocient les contrats*, les agents de change les actions et les billets » (1).

Cette forme notariée du titre n'était assurément

1. Melon, *Essai sur le commerce*, chap. de l'Agio.

pas de nature à en faciliter la circulation. Les frais de rédaction, il est vrai, n'étaient pas à la charge des parties, les Edits de création contenant tous une disposition aux termes de laquelle les acquéreurs choisissant leurs notaires, et ceux-ci leur délivraient des contrats sans frais : c'était le roi qui se réservait de les pourvoir « de salaires raisonnables ».

Mais, quelle que soit la personne à qui ils incombaient, les frais n'en existaient pas moins, et la forme du titre ne pouvait lui assurer la mobilité nécessaire à un titre destiné à la circulation. Le besoin d'une réforme devait se faire sentir sur ce point, et nous allons voir comment la réalisation en fut tardivement obtenue.

Nous avons vu, en parlant des contrats de reconstitution, que lorsque l'acquéreur avait versé le prix de la rente destiné au remboursement de l'ancien contrat, le Garde du Trésor remettait au nouveau titulaire des quittances de finance, sur le vu desquelles se dressaient les contrats de reconstitution.

L'idée vint d'utiliser ces quittances de finance pour servir de titre au rentier, rendant ainsi sans objet le contrat. Un arrêt du Conseil du 20 mai 1749, rendu sur le rapport de Machault, et des lettres patentes du même jour avaient décidé que les quittances de finance qui seraient fournies pour les capi-

taux des rentes émises par l'édit du même mois « seraient expédiées aux acquéreurs en leur nom ou au porteur, au choix des acquéreurs ». On créait ainsi le titre au porteur afin de donner aux rentiers « des facilités qui ne tendent qu'au bien public en favorisant la circulation ». Mais ce ne devait pas être encore la quittance de finance que l'on destina à constituer ce titre, puisque, d'après le même arrêt, ceux qui avaient choisi la quittance au porteur avaient à la remettre au trésorier de la Caisse générale des amortissements, sur les fonds de laquelle devaient être payées les rentes en question, et celui-ci leur délivrait « des reconnaissances au porteur » auxquelles étaient attachés huit coupons pour le paiement des arrérages de quatre années, coupons qu'on renouvelait à l'expiration de ce terme (1).

De même l'arrêt du Conseil du 31 août 1756, relativement à la création de 1.800.000 livres de rentes,

1. Voici le modèle des registres du talon de reconnaissances au porteur, tel qu'il est annexé à l'arrêt du Conseil :

Coupon : N^o Le porteur recevra à la Caisse des amortissements, le, date de l'échéance, conformément à l'arrêt du Conseil du 20 mai 1749, la somme de A Paris, le

Reconnaissance N^o Rentes héréditaires au denier 20, créées par édit de mai 1749.

Reconnaissance pour constitution de rentes au denier 20, conformément à l'arrêt du Conseil du 20 mai 1749.

Pour la somme de

Contenue en la quittance de finance n^o qui a été cejour-

émises par la déclaration royale du 7 juillet de la même année, donnait encore aux rentiers la faculté de choisir ou les reconnaissances au porteur ou les contrats de constitution (1).

Ces reconnaissances au porteur, dont parlent ces arrêts de 1749 et de 1756, étaient exclusives de la forme du contrat. Les termes de ces actes ne permettent à cet égard aucune hésitation. La reconnaissance était le seul titre sur lequel se fondait le droit de celui qui en était nanti.

Du jour où on admettait ainsi que le droit à la rente pût être constaté, aux mains d'un porteur quelconque, par un simple titre de reconnaissance émané du Trésor, on accentuait cette idée, que nous avons émise à propos de la reconstitution, que l'engagement que l'Etat prenait de verser les arrérages et de rembourser le capital au rentier était, même lorsque ce rentier paraissait être un cessionnaire, ayant cause d'un précédent rentier, un véritable engagement direct. La forme du contrat, qui pouvait servir de support à l'idée de transmission de droit d'un titulaire originaire à un titulaire nouveau, faisait place à une reconnaissance unilatérale de la

d'hui déposée en mes mains par le porteur, et que je lui remettrai à sa volonté.

Fait à Paris, le.....

Bon pour.....

(Arch. nat., AD. IX, 465).

1. Arch. nat., AD. IX, 466.

dette, provenant directement du Trésor lui-même, à l'égard de tout porteur du titre.

Mais ce n'est pas tout l'avantage que pouvait donner la forme nouvelle. A côté de cette déduction théorique qu'elle autorise, la reconnaissance directe émanant du Trésor entraînait des facilités de négociation qu'elle empruntait à son caractère de reconnaissance au porteur et qui en faisait un véritable titre de circulation.

L'idée ne devait-elle pas venir, le désir ne devait-il pas se faire sentir dès lors, et cela pour répondre aux exigences du crédit, d'utiliser cette conception nouvelle du titre de rente, qui n'est pas nécessairement liée à la forme au porteur, pour en faire profiter les rentes qui restaient toujours inscrites au nom d'un titulaire désigné ? Il était assez naturel, nous semble-t-il, de songer à ceux qui pouvaient continuer à accorder leur préférence à la rente nominative, à raison de l'insécurité inhérente à la forme au porteur, pour faire bénéficier leur titre du même avantage de simplification. Le progrès ne s'accomplit pas de suite. Mais il répondait à un besoin trop réel pour se faire attendre bien longtemps, et un édit de décembre 1782 vint substituer au contrat notarié de constitution le simple titre de reconnaissance de l'Etat débiteur, et ce fut la quittance de finance elle-même qui allait remplir cette fonction.

Un édit de décembre 1782, portant création de 10 millions de rentes, dans la vue, ainsi que dit le préambule « de procurer aux acquéreurs des nouvelles rentes toutes les facilités qu'ils pourront désirer », leur permit de les constituer et de les transmettre par la voie de la reconstitution « ou de se contenter des quittances de finance qui leur seront délivrées en leur nom ou au porteur à leur choix ». Et le rôle des quittances de finance était pour ceux qui ne jugeaient pas à propos de se faire passer des contrats de constitution, « de tenir lieu de ces contrats » (art. 4) (1).

Le droit du rentier titulaire d'une quittance nominative était ainsi constaté uniquement par la mention de son nom sur les registres du Trésor et par la quittance de finance qui lui était remise. Jusque-là le Payeur avait bien délivré aux rentiers des extraits de ses immatricules. Mais ces extraits, s'ils permettaient de toucher les arrérages, ne constituaient pas un titre véritable de propriété, et à ce dernier point de vue, ils n'avaient aucun rôle à remplir lors du remboursement de la rente ou de sa transmission : la justification du droit du titulaire ne ressortait que de la production de la grosse de son contrat de constitution.

Toute différente était la fonction de la quittance

1. Arch. nat., AD. IX, 467.

de finance qui est un titre véritable et complet de propriété. Elle servait d'abord, comme l'extrait d'immatricule, à obtenir le paiement des arrérages (art. 6). Et voici en quoi elle innove : « les acquéreurs des dites rentes qui voudront s'en défaire pourront en *transmettre la propriété*..... ceux dont la propriété se trouvera constatée par les quittances de finance expédiées en leur nom, *par une nouvelle quittance* du Garde de notre Trésor royal » (art. 12).

Par où l'on voit que la réforme opérée par l'édit de 1782 au moyen de la quittance de finance est double. Non seulement, en effet, il en résulte, ainsi que déjà nous l'avons fait observer, une simplification du titre qui dispense de l'acte notarié et sert de preuve au droit du rentier dans ses rapports avec le Trésor pour le paiement des arrérages, et le remboursement du capital, et avec les tiers en cas de transmission, mais de plus, la quittance de finance amène comme conséquence une simplification notable des procédés de transmission.

Tandis que les propriétaires qui auront fait passer des contrats pourront transmettre la propriété de leur rente par voie de reconstitution, ceux qui auront préféré se contenter de simples quittances de finance expédiées en leur nom, lorsqu'ils voudront s'en défaire, n'auront qu'à faire annuler leur quittance de finance, moyennant le remboursement qu'aura opéré en leurs mains le Garde du Trésor, à

l'aide des fonds du titulaire nouvel acquéreur, la rente remboursée sera « *rejetée des états* » et de « *nouvelles quittances de finance* » seront remises au nouvel acquéreur (art. 12).

Le mécanisme de l'opération s'analysait dans les mêmes termes que ceux auxquels se ramenait la reconstitution. La transmission du droit n'était toujours qu'apparente. Au fond, il y avait toujours extinction du droit de l'ancien titulaire par le paiement qu'il recevait des mains du Garde du Trésor royal, et celui qui était en apparence son acquéreur tenait son droit, non pas d'une cession que lui aurait consentie le titulaire précédent qui ne lui transmettait rien, mais d'une concession directe du Trésor. Le droit du rentier originaire était annulé au moyen de la destruction matérielle de sa quittance de finance, et le droit du nouveau résultait de la création à son profit d'une quittance de finance nouvelle. La seule différence qu'il y eût, c'était qu'au lieu qu'un contrat nouveau fût dressé au profit du nouveau titulaire, c'était une simple quittance de finance qui lui était délivrée. La nature juridique de l'opération était identique. Ce qui était changé c'était la forme extérieure sous laquelle se présentait la justification du droit et la forme du transport : la complication résultant de la nécessité de la passation d'un nouveau contrat de constitution disparaissait ; la quittance de finance servait désormais à elle

seule de titre justificatif au nouveau rentier comme au premier, et le transfert s'était opéré au moyen de la création par le Trésor d'une quittance de finance au nom de l'acquéreur, suivant la destruction de la quittance du rentier précédemment inscrit, remboursé.

Observons que le nouveau titulaire qui, comme le titulaire originaire, pouvait se contenter d'une quittance de finance, restait libre, s'il le jugeait convenable, de se faire passer un contrat de constitution. L'option lui était formellement réservée par l'article 13. Et de plus, si la précédente quittance de finance était nominative, il pouvait choisir, s'il le jugeait plus à propos, la quittance au porteur. En un mot, il avait la même liberté de choix que le titulaire initial, et ce n'était que justice puisque lui-même, dans la réalité, était considéré comme un titulaire originaire, tenant son droit à la rente directement et personnellement de l'Etat débiteur.

Nous avons vu que depuis 1749, l'Etat français connaissait la forme au porteur des titres de rentes. Il faut ajouter qu'en même temps qu'il autorisait ce mode nouveau de constatation du droit, il consacrait la possibilité de la conversion du titre au porteur en titre nominatif.

Le même arrêt du Conseil du 20 mai 1749 permet en effet, par son article 5, aux porteurs des reconnaissances « de faire expédier en leurs noms ou sous tel autre nom qu'ils indiqueront des contrats » et

lorsque ces contrats avaient été dressés par les commissaires du Conseil, ils devaient « retirer des mains du Trésorier les quittances de finance » représentatives de leurs reconnaissances, « lui remettre ces reconnaissances » que l'on annulait, et le titre au porteur avait été ainsi converti en titre nominatif.

On remarque que, pour réaliser la conversion, les porteurs étaient tenus de faire passer préalablement à leur nom des contrats de constitution. Cette nécessité fut supprimée par un édit de décembre 1764 et par des lettres patentes du 29 décembre 1765, et le procédé indiqué consista simplement, comme dans la conversion française actuelle, à supprimer matériellement le titre au porteur et à le remplacer par un titre nominatif. Les quittances de finance au porteur devaient être retirées de la Trésorerie, les reconnaissances devaient être remises par le porteur, et sur les quittances de finance il était délivré au nom indiqué par le porteur un certificat sur lequel il était passé par les Prévôt des marchands et Echevins de la Ville de Paris des contrats de constitution, à la minute desquels restaient annexés quittances et certificats (1).

1. Voir ces divers actes aux Archives nationales, AD. IX, 465 et 466.

CHAPITRE IX

RÔLE NOUVEAU DES IMMATRICULES

L'édit de décembre 1782 permettait à ceux qui voulaient acquérir les rentes émises d'y employer, jusqu'à concurrence de moitié, les capitaux déjà engagés dans les rentes anciennes, dont les arrérages actuels sont au-dessous du denier vingt, et ces capitaux seraient reçus sur le pied du denier vingt-cinq. Le surplus du prix de la rente devait être fourni en deniers comptants.

D'après l'édit, les propriétaires des anciennes rentes qui seraient admises dans cette création nouvelle devaient remettre au Garde du Trésor, conformément aux dispositions antérieures, leurs quittances de remboursement, leurs contrats et d'une manière générale les pièces justificatives de leur propriété libre de toute entrave, exempte de saisie.

Considérant que si cette injonction de rapporter

les pièces justificatives de la propriété des anciennes rentes pouvait ne pas mettre les propriétaires de rentes reconstituées dans une situation difficile, il en serait tout différemment de ceux dont les titres n'auraient pas passé par le rafraîchissement de leur droit à l'aide de cette opération, une déclaration du 20 décembre 1782, prit une disposition dont l'importance capitale vaut d'être soigneusement relevée (1).

Dans le but d'éviter aux propriétaires des rentes des anciennes créations les recherches périlleuses de la justification de leur droit et les frais qu'elles auraient entraînés, la déclaration décide qu'il sera suppléé à la représentation des pièces établissant leur propriété par la production de certificats extraits des immatricules.

L'édit du mois de décembre 1764 avait ordonné qu'un titre nouvel serait remis aux propriétaires des rentes de création antérieure. La déclaration décide en conséquence que les propriétaires des rentes qui se paient à l'Hôtel-de-Ville et dont la création est antérieure à l'édit sus-visé « pourront se dispenser de produire les anciennes pièces de leur propriété, en rapportant l'immatricule au Payeur à compter seulement de la passation du titre nouvel » (art. 2).

Quant aux propriétaires de rentes sur les tailles

1. Arch. nat. AD. IX, 467.

et augmentations de gages (celles-là ne se payaient pas à l'Hôtel-de-Ville) la justification de leur droit ressortira de la production du « certificat de l'emploi du paiement de leurs arrérages dans le dernier compte » (art. 3).

On voit par là le rôle nouveau que joue, au point de vue de la preuve de la propriété, le registre des immatricules. Tandis qu'autrefois l'immatriculation n'était que l'enregistrement d'une cession, elle est devenue, par l'effet des dispositions que nous venons de relever, la preuve même de la propriété du créancier immatriculé. Pour recevoir le remboursement de la rente, ou pour employer son capital à la constitution de rentes nouvelles, il n'aurait pas suffi dans l'état antérieur d'être immatriculé ; il eût été indispensable de justifier, par son contrat de constitution et la série des pièces établissant les mutations successives de propriété de la rente, qu'on était bien celui qui avait droit au remboursement du capital. La déclaration décide qu'il suffira de figurer sur le registre des immatricules pour être considéré comme le véritable ayant droit. L'immatricule du Payeur tient lieu de la justification du droit à la rente. Elle supplée à la production des titres de propriété.

L'agent du Trésor ne portait les mutations de rentes qu'on lui signalait sur son registre qu'après examen des pièces d'où cette mutation résultait, et

l'immatricule consistait précisément dans leur analyse. Il était naturel dès lors d'ajouter foi aux mentions ainsi relevées, que l'on pouvait en toute sécurité regarder comme l'expression de la vérité même. Ainsi s'explique que la déclaration ait cru pouvoir décider que l'immatricule ou le certificat d'immatricule tiendrait lieu des pièces justificatives de la propriété.

Toutefois, si l'immatricule suppléait à la production du titre, elle n'était pas le titre lui-même. Le titre du rentier, c'était toujours ou son contrat de constitution, ou son contrat de reconstitution, ou sa quittance de finance. Toute la vertu de l'immatricule c'était d'éviter les frais et recherches de toutes les pièces justificatives de leur propriété des anciennes rentes qui, depuis leur constitution, avaient passé par diverses mains sans que la reconstitution ait été employée, et pour lesquelles il aurait fallu faire une preuve ininterrompue remontant sans lacunes jusqu'au titre primordial. Mais l'immatricule ne constituait jamais, dans notre ancien droit, le titre même du créancier de l'Etat. C'est à la Convention qu'il était réservé de réaliser ce dernier progrès par la création du Grand-Livre de la Dette publique, « titre unique et fondamental de tous les créanciers de la République » (art. 6, L. 24 août 1793).

Tandis que de nos jours on s'accorde générale-

ment à dire que le titre nominatif est constitué avant tout par l'inscription aux registres, le document remis au titulaire n'étant qu'un extrait de cette inscription(1), notre ancien droit n'a jamais attribué à l'immatriculation cette valeur d'être le titre même. Bien au contraire, par rapport à ce qu'ils sont aujourd'hui, les rôles étaient exactement renversés : le titre du rentier c'était, suivant les temps, son contrat notarié de constitution ou de transport, son contrat de reconstitution ou sa quittance de finance ; l'immatriculation n'intervenait qu'après que ceux-ci avaient été dressés pour en faire l'analyse. Après avoir servi de source de renseignements aux acquéreurs de rentes et aux Payeurs, après avoir été utilisée en vue du paiement des arrérages, l'immatriculation avait finalement été regardée comme la preuve du droit dont elle était l'enregistrement ; mais jamais dans notre ancienne jurisprudence, elle n'en fut l'origine, le fondement, le titre même.

1. Lévy-Ullmann, *Essai sur les titres nominatifs*, n° 1.

CHAPITRE X

DU TITRE NOMINATIF D'ACTION DANS LES SOCIÉTÉS

De même qu'elle nous avait précédé dans l'institution régulière et méthodique de la dette publique et dans l'attribution aux rentiers de titres transmissibles, de même l'Italie a devancé les autres nations du moyen-âge dans l'organisation des sociétés par actions, et c'est chez elle qu'on rencontre les premiers titres nominatifs dont l'existence soit certaine.

Dès l'année 1197, on relève à Venise l'exemple d'une société par actions. Un acte de cette année nous montre, en effet, la propriété d'un navire représentée par cent *sortes* qui étaient réparties entre un certain nombre de personnes, et l'une d'elles, qui avait fait l'acquisition ferme de quatre *sortes* et conditionnelle de huit, avait, comme cet acte nous le révèle, pouvoir « *vendendi, donandi, commutandi, locandi (illas sortes) cuicunque voluerit transactandi, et*

quidquid inde sibi placuerit faciendi, nullo sibi homine contradicente » (1). Ces *sortes* étaient donc de véritables actions, transmissibles au gré absolu du propriétaire, et aucune restriction n'était apportée à la liberté complète qu'il avait de se défaire de ses parts d'associé aux mains de qui bon lui semblait. Toutefois, nous ne savons comment se réglait la transmission, et si le sens propre du mot *sors* semble impliquer l'existence d'un titre figuratif du droit, il faut reconnaître que rien d'autre ne donne de certitude sous ce rapport.

Un exemple certain et plus précis de distribution du capital social en titres nominatifs nous est fourni par la Banque de Saint-Georges. En l'année 1150, Gênes concéda à plusieurs citoyens, qui lui avaient consenti des prêts considérables, le privilège de créer des banques de change au nombre de huit. Le capital de ces établissements, constitué par leurs créances sur l'Etat, était divisé en actions qui, paraît-il, circulaient librement déjà sous le nom de *compere*. Ces banques avaient obtenu du gouvernement, en compensation de leurs avances au Trésor, la ferme des impôts. Or, en l'année 1407, à la suite d'un nouveau prêt, toutes ces fermes furent réunies en une société unique qui prit le nom d'Office de Saint-Georges, et en 1673, de Banque de Saint-Georges.

1. Archivio Veneto, t. XXII, pars II, p. 315.

Ainsi furent réunies toutes les actions existantes aux mains de la nouvelle société. Ces actions, qu'on appelait *loca*, étaient au nombre de 20.400, chacune valant 25 scudi. Elles étaient aliénables au gré des actionnaires. Chaque titulaire de *loca* avait, à son nom, sur un registre affecté *ad hoc*, *cartularium*, un compte particulier, *colonna*, qui le créditait du nombre total de ses actions. Lorsqu'il voulait céder une de ses parts, il en avisait le notaire attaché à la société, et, sous le contrôle de celui-ci, le transfert se réalisait au moyen d'un débit inscrit sur la *colonna* de l'aliénateur et d'un crédit qu'on faisait figurer au compte de l'acquéreur, au profit de qui, si ce n'était déjà un associé, on créait une *colonna* nouvelle (1).

On ne saurait dire si les *loca* étaient constatées autrement que par une inscription au registre social. Il est même plus probable qu'un extrait du *cartularium* n'était pas remis au titulaire. Mais il n'y a là rien qui infirme que les *loca* étaient de véritables actions nominatives. De nos jours même, si c'est un usage de délivrer des certificats aux propriétaires d'actions nominatives de sociétés, on considère bien qu'au fond la propriété résulte de l'inscription aux registres soit au moment de la souscription, soit après transfert (2).

Quiers en Piémont avait aussi un établissement à

1. Scaccia, *Tract. de comm. et camb.*, par. 7, Glose 3, n° 27.

2. *Journal des sociétés*, 1897, p. 89. V. *suprà*, p. 203 et la note.

peu près semblable, établi en 1415. Le capital social était fractionné en parts, représentant la somme de 10.000 genovini d'or. Ces parts étaient aliénables, comme celles de la Banque de Saint-Georges, et de plus elles étaient insaisissables (1).

Sous le pontificat de Paul IV (1555-1559), fonctionnait à Rome une société ayant pour objet la ferme des impôts des Etats du Pape, et divisée en actions, *portiones*. Straccha nous rapporte qu'Horace Farnèse en vendit trois, Baudoin de Monte un nombre pareil, et l'opération est mentionnée comme un acte des plus naturels, ne comportant en lui-même aucune objection. La forme des *portiones* était certainement nominative, puisque l'on pouvait agir contre les associés, ainsi que le rapporte le même auteur qui ne prévoit aucune difficulté de preuve pour la désignation des *socii* qu'il suppose ainsi connus (2).

La première application de la division du capital industriel en actions que l'on rencontre en France est celle que signale Troplong dans la société du Moulin du Basacle à Toulouse (3).

Le moulin du Basacle fut concédé au ^{xv}^e siècle par le prieur de la Daurade à une société dont les membres sont qualifiés dans les titres de *pairiers* ou *pariers*, et qui était divisée en *uchaux* ou *saches*. Ces

1. Oct. Noël, *Histoire du commerce du monde*, t. I, p. 300.

2. Straccha, *Décis. Rot. Gen.*, 14, nos 85 et 255.

3. Troplong, *Contrat de société*, préface p. 74 et s.

parts étaient nominatives, et nous voyons, dans des lettres patentes du 24 août 1365, Charles V, à qui la société avait fait don d'un uchau, se dire lui-même pairier du moulin du Basacle : « *quorum Nos particeps et portionarius sumus* ». Elles étaient, d'après Troplong, cessibles en totalité ou en partie à la volonté du propriétaire.

Mais l'uchau était-il constaté par un titre remis à son propriétaire ? La transmission s'opérait-elle à l'aide d'une mention sur les registres de la société ? Des livres d'inscription existaient-ils même ? Ce sont là des questions que l'illustre auteur laisse sans réponse et sur lesquelles nous n'avons aucune donnée. Tout ce que l'on sait, c'est qu'il était dans l'usage que la vente se fit par acte public, et cela nous porterait plutôt à croire que l'uchau prenait dans la cession ordinaire les formes de sa transmission. Nous ne pouvons dire qu'il constituait un titre nominatif négociable, au sens et avec les effets modernes.

C'est au xvii^e siècle que l'on voit l'action industrielle se classer plus distinctement au nombre des valeurs de circulation, et c'est avec les grandes compagnies de colonisation qu'elle va prendre toute son importance (1).

Les circonstances devaient favoriser merveilleu-

1. V. sur l'histoire de ces sociétés *Les Grandes Compagnies de Commerce*. P. Bonnassieux.

sement le développement des sociétés de capitaux. L'Amérique et les Indes étaient découvertes depuis plus d'un siècle. Les puissances européennes ambitionnaient la conquête du Nouveau-Monde et songeaient à tirer parti pour elles-mêmes des richesses des pays nouveaux. Elles livrèrent les colonies et la grande navigation à des sociétés privilégiées que le pouvoir royal couvrait de sa protection, et les entreprises commerciales de l'envergure de celles dont elles prenaient la charge obligeaient les sociétés à des dépenses et à des frais que ne pouvait assumer que le concours de nombreux capitalistes. L'action circulante était tout indiquée pour faciliter la réunion des capitaux nécessaires, et c'est bien le système de la division du capital social en actions que les sociétés anglaises, espagnoles, hollandaises et françaises adoptèrent pour l'exécution de leurs projets.

C'est dans la Compagnie hollandaises des Indes Orientales, dont les statuts furent sanctionnés par les Etats Généraux le 20 mars 1602, que nous voyons très nettement apparaître le titre d'action nominatif, librement transmissible par voie de transfert.

Cette compagnie, la plus célèbre et la plus importante de celles qu'a connues la Hollande, se constitua au capital de 6.600.000 florins. Sa prospérité fut telle qu'en 1699, le prix de ses actions émises à 2.000 florins, suivant certains, 3.000 selon

d'autres, était monté à 16.950 florins, et nous savons que ces actions, fort recherchées, étaient à la Bourse, d'Amsterdam, l'objet d'un commerce très actif. Les spéculations auxquelles elles donnaient lieu, le jeu effréné qu'elles entraînaient à leur suite, menacèrent même de prendre une extension assez inquiétante pour que les Etats-Généraux crussent devoir y apporter des obstacles. Et les édits des 15 juillet 1621, 20 mai 1624 et 16 septembre 1677 exigèrent que les vendeurs fissent opérer la transcription sur les registres sociaux et qu'ils y ajoutassent la quittance du prix : tant que cette double formalité n'avait pas été remplie, l'acquéreur n'avait pas le droit de revendre à son tour les actions achetées, sous peine d'une amende du quart de la valeur pour laquelle elles auraient été vendues.

La manière dont s'opérait la transmission de ces titres nous est révélée par Savary (1) et par l'auteur anonyme d'un manuscrit intitulé : *Mémoire concernant le commerce des Hollandais depuis leur établissement jusques en la présente année 1699* (2).

Lorsqu'une personne veut se défaire d'une action, elle va à la Bourse offrir son action à ceux qui se présentent pour en acheter, ou se sert, dans ce but, de l'intermédiaire d'un courtier. Lorsque le vendeur

1. Savary, *Dictionnaire universel du commerce*, v. Action.

2. *Mémoire*, etc., aux Archives nationales, K. 1349, n° 132. Voir 2^e partie, chap. IV.

et l'acheteur sont tombés d'accord sur le prix, ils vont ensemble au bureau de la Compagnie des Indes. Le vendeur déclare au teneur de livres, qui l'enregistre aussitôt, qu'il transporte à l'acheteur l'action pour la somme de tant. Il signe sa déclaration, et l'un des directeurs, devant qui le vendeur déclare à nouveau la vente qu'il a faite, ajoute sa signature.

L'acheteur doit alors payer en Banque le prix des actions transportées, c'est-à-dire qu'il doit donner un billet de la valeur sur la Banque d'Amsterdam. Quand il l'a fait, il revient au bureau de la Compagnie avec le vendeur qui, ayant témoigné qu'il a eu satisfaction, signe la quittance au bas du transport qui est opéré sur le compte de l'acheteur. L'opération est ainsi terminée.

Il faut observer ici que, par application des édits des États Généraux dont nous avons parlé plus haut, tant que cette quittance n'était point signée, l'acquéreur, bien qu'ayant effectué son paiement, ne pouvait disposer des actions transportées. L'échange des consentements ne suffisait donc pas à réaliser la complète transmission du droit. Celle-ci résultait en réalité de la transcription opérée sur les registres et de la signature de la quittance, qui étaient nécessaires pour que le droit de libre disposition fût entier aux mains du nouvel actionnaire. Aussi, en cas de refus par le vendeur de signer cette quittance

après en avoir reçu la juste valeur, l'acheteur devait l'y contraindre sur une simple requête présentée aux échevins.

Le droit de mutation était fixé, pour chaque transport, à la somme de 3 florins 18 sols, tant pour le sceau qui était apposé sur le registre des transports que pour le teneur de livres.

L'enregistrement du transport devait avoir lieu dans les 14 jours qui suivaient l'échange des consentements si la vente des actions avait lieu dans la ville de la Chambre de leur ressort, ou dans le mois si c'était dans une autre ville.

En 1613, la Compagnie anglaise des Indes-Orientales dont les débuts remontent à 1599 se reconstituait sur les bases de la Compagnie hollandaise, dont elle devait devenir bientôt la rivale heureuse. Sa longue existence ne s'est arrêtée qu'en 1858, époque à laquelle, à la suite de la révolte des Cipayes, le gouvernement britannique la déposséda de la puissance souveraine qu'il lui avait concédée pour se substituer à elle.

Ses actions, qui étaient originairement de 50 livres sterling, doublèrent à la suite d'une répartition considérable qu'on eut à faire en 1676, le profit mis, en principal, les ayant portées au chiffre de 100 livres sterling.

Les mouvements en hausse et en baisse que nous savons avoir été très fréquents et très brusques

en Hollande, où le prix ne dépendait souvent que du bruit le plus léger qui se répand soit de guerre soit de paix, n'avaient pas en Angleterre les mêmes soubresauts. Le cours y résultait avant tout du fonctionnement normal des lois de l'offre et de la demande, et se réglait plutôt sur l'état de prospérité ou de déclin des affaires de la société.

Les actions, à forme exclusivement nominative, étaient librement transmissibles. Le droit anglais, on le sait, n'admettait pas la cessibilité des créances. Cependant jamais la transmission des titres nominatifs n'y fut l'objet de sérieuses difficultés. Et en effet, comme en Hollande, le transfert s'opérait par un acte de la société, si bien que la cession du titre nominatif se présentait sous l'apparence extérieure d'une novation, moyennant quoi le respect des principes était assuré.

Voici d'ailleurs la forme suivie pour les transferts : lorsque le vendeur et l'acheteur, après avoir débattu le prix de l'action vendue, se sont mis d'accord sur ce point, ils se rendent au siège social, et là, sur la déclaration qu'ils lui font de leurs intentions respectives, le teneur de livres écrit sur un registre *ad hoc* : un tel jour, un tel a transporté à un tel, tel nombre d'actions. Le vendeur et l'acheteur mettent leur signature au bas de cette mention qui réalise la transmission, « en sorte que toute la sûreté et la bonne foi de ce commerce consistent dans la

fidélité des livres qui sont tenus par la compagnie » (1).

En France, c'est à Henri IV que revient l'honneur d'avoir songé à fonder de grandes sociétés commerciales de navigation, à l'exemple des compagnies qui s'organisaient en Hollande et en Angleterre, afin de disputer aux Espagnols la domination exclusive des mers intertropicales. Des lettres patentes du 1^{er} juin 1604 autorisèrent la formation d'une compagnie qui aurait le privilège de la navigation aux Indes Orientales pour quinze années, et où chacun serait admis à condition de verser 3.000 livres au minimum. Mais l'esprit d'entreprise de la nation ne fut pas au niveau des conceptions du prince, et la compagnie n'entra point en activité.

Sous le ministère de Richelieu, l'idée des grandes compagnies privilégiées fut reprise. Et c'est ainsi qu'on vit naître successivement les compagnies du Canada, de Saint-Christophe, du Morbihan, de la Nouvelle-France, des Indes occidentales, dans le courant du premier tiers du dix-septième siècle.

Colbert continua la tradition de Richelieu, et c'est ainsi, qu'en dépit des protestations du Tiers-Etat qui, aux Etats-Généraux de 1614, s'était prononcé pour la liberté du commerce, notre ancienne France a constamment connu le système des monopoles con-

1. *Encyclopédie méthodique, Commerce*, v. Compagnie, p. 678.

cédés à des compagnies privilégiées à qui le pouvoir réservait exclusivement le commerce d'une zone déterminée. C'est à ce régime que se rattachent notamment la compagnie de la Chine (25 septembre 1660), la compagnie des Indes occidentales (28 mai 1664), la compagnie du Nord ou de la mer Baltique (juin 1669), du Levant, etc.

Toutes ces compagnies avaient divisé leur capital en actions à forme nominative. La cession en était autorisée expressément par les statuts, parfois avec quelque réserve, comme celle insérée dans le règlement de la compagnie des Seigneurs des Iles d'Amérique qui remonte à l'année 1625, et dont l'art. 13 porte stipulation d'un droit de préemption au bénéfice de la société, au cas où la vente de l'action serait consentie à quelqu'un qui ne fut pas déjà dans la société.

Mais, d'une façon générale, à mesure que les sociétés qui se fondaient éprouvèrent le besoin de grossir leur capital et de multiplier le nombre de leurs associés, par rapport aux premières compagnies beaucoup plus limitées dans leurs membres, la cession libre fut de plus en plus envisagée comme une nécessité du crédit, et les statuts prirent de plus en plus l'habitude d'autoriser la cession sans condition, de sorte que les titres se transmettent sans exigence de la part du nouvel actionnaire d'autre qualité que les fonds nécessaires à l'acquisition des actions.

Toutes ces sociétés, à qui l'Etat déléguait une part plus ou moins large de ses droits sur le territoire qu'elles occupaient, et qui participaient ainsi à l'exercice de sa souveraineté, ne pouvaient se fonder que sous le bon plaisir d'un roi au pouvoir absolu. Chaque fois que l'une d'entre elles naissait de l'autorisation gouvernementale, l'acte qui l'appelait à l'existence, lettres patentes ou édit, la réglementait de dispositions à elle propres, et formait comme son code spécial et particulier. Et, en effet, aucune loi ne les dominait de son autorité supérieure. Lorsque l'ordonnance du commerce parut en mars 1673, alors que depuis déjà près d'un siècle fonctionnaient des compagnies par actions, elle continua à ne connaître, comme par le passé, que la société générale avec le principe de la responsabilité indéfinie et solidaire de ses membres vis-à-vis des créanciers sociaux, et la société en commandite avec le principe de la limitation de la responsabilité des simples commanditaires à leur mise sociale stipulée dans l'acte.

Il n'existait donc pas, sous notre ancien régime, une législation générale des sociétés par actions, et c'est aux dispositions particulières, émanant du pouvoir exécutif qui conférait à tels ou tels capitalistes le droit d'agir sous forme de société anonyme par actions, qu'il faut se reporter lorsqu'on veut prendre connaissance des conditions de l'organisation de chacune d'elles.

Cependant, en fait, on peut dire qu'il existait une sorte de droit commun de la matière. Nombre de dispositions se reproduisaient identiquement dans les divers édits et lettres patentes, et il est possible de dégager des règles générales de cet ensemble d'actes particuliers.

Nous relevons d'abord une première disposition qui n'était pas de nature à donner au titre toute la vertu circulante désirable. De nos jours, lorsqu'au cours de son existence, la société estime son capital insuffisant pour poursuivre ses opérations, elle fait un nouvel appel au crédit sous forme d'émission de nouveaux titres. Avant 1789, les sociétés avaient, le plus habituellement, un mode tout spécial de pourvoir à ces besoins nouveaux de fonds : elles appelaient sur chacune des actions existantes un supplément, un nouveau capital, et ceux qui ne voulaient ou ne pouvaient pas le verser se voyaient menacés ou de l'expropriation au cours du jour, ou de la confiscation des fonds déjà versés. A titre d'exemple, on peut relever en ce sens la disposition des statuts de la Compagnie de la Chine, établie le 25 septembre 1660, et portant qu'en cas de nécessité d'augmentation du capital social, chacun devrait y contribuer dans la proportion de sa première souscription, sous peine d'annulation de leur mise à l'encontre de ceux qui ne se soumettraient pas. Ajoutons encore deux arrêts du Conseil des

18 novembre et 24 décembre 1684 qui ordonnèrent aux actionnaires de la Compagnie des Indes orientales de fournir pour le 10 janvier suivant le quart en sus de leurs actions; faute de quoi ils seront remboursés du quart auquel se trouvent réduites leurs parts par des actionnaires que le roi se réservait le droit de choisir (1).

Cette obligation éventuelle d'avoir à fournir des suppléments de fonds sur son action, souvenir d'un temps où les sociétés étaient encore des associations de personnes, ne cadrerait pas bien avec l'idée nouvelle qu'on devait se faire des sociétés de capitaux, où la qualité personnelle de l'associé n'a pas à être prise en considération. Il devait y avoir certainement là un obstacle à la facile circulation des titres, comme il y en avait un à leur placement originaire, et nous savons d'ailleurs toutes les difficultés qu'on avait à faire souscrire le public, réfractaire à s'aventurer dans des entreprises qui n'eurent que de rares éclairs de prospérité au milieu d'une existence le plus souvent pénible (2).

Une disposition qui est aussi commune à presque tous les actes portant établissement de compagnies privilégiées est relative à l'insaisissabilité des actions, qui ne pourront être saisies, dit le roi, « même pour nos affaires, pour quelque cause, prétexte ou occa-

1. Arch. nat., AD. IX, 384.

2. Clément, *Histoire de Colbert*, t. I, p. 337 et s.

sion que ce soit » (1). Cette mise à l'abri des saisies des actions des intéressés, pour raison de leurs dettes particulières, faisait de ces valeurs un placement particulièrement avantageux, et cette faveur exorbitante ne fut donnée vraisemblablement que pour attirer aux compagnies des capitaux défiants et rebelles.

Si maintenant nous examinons la forme extérieure que revêtaient nos actions, nous pouvons formuler comme proposition absolument générale que toutes nous apparaissent comme de véritables titres nominatifs, dont la transmission, sauf parfois la restriction résultant du droit de préemption au profit de la société, est entièrement libre.

Il est certain que des titres représentatifs du droit de chaque associé dans le fonds social sont remis aux actionnaires. Ferrière nous apprend que si le terme d'action signifie « un intérêt, une part, une portion que l'on a dans une société, *on appelle aussi action le billet ou la reconnaissance* que le directeur de la compagnie donne aux particuliers qui sont intéressés dans la société » (2). Savary, de son côté, fournit une pareille assertion (3).

1. V. notamment l'édit du 28 mai 1664, relatif à la Compagnie des Indes Occidentales (Arch. nat., AD. IX, 384) et celui de juin 1669, relatif à la Compagnie de la Mer du Nord (Arch. nat., O⁴. 13, f. 139 et s.).

2. Ferrière, *Dictionnaire de droit et de pratique*, v. Action.

3. Savary, *Dict. univ. du commerce*, v. Action.

Les actions de la Compagnie des Indes orientales de 1664, émises au taux minimum de 1.000 livres, et au taux maximum de 1.500 livres, celles de la Compagnie des Indes occidentales de la même année, et dont le taux minimum était de 3.000 livres, celles de la Compagnie du Nord de 1667, au taux de 2.000 livres, pouvaient être, suivant la formule courante, « vendues, cédées et transportées par leurs propriétaires à qui et ainsi que bon leur semblera » (1). Nulle entrave donc, d'une manière générale, à la libre transmission des actions. Mais comment celle-ci s'opérait-elle ?

Il existait, dans chaque société, un livre des actions des intéressés dans la compagnie, qui devait mentionner les diverses mutations de propriété qui se faisaient dans les titres. Il fallait bien, en effet, que la société connût le nom de ses actionnaires, lorsqu'elle avait à leur demander de nouveaux fonds en augmentation de leur part. Sans la forme exclusivement nominative des titres, on n'aurait pas compris non plus les dispositions des édits interdisant le droit de saisie aux créanciers des propriétaires d'actions, et la dispense aux directeurs des sociétés de rendre compte à ces créanciers et de leur faire voir l'état des effets (2).

La transmission de propriété de ces titres résul-

1. Edit d'août 1664, Edit du 28 mai 1664, art. 7 ; Edit de juin 1669.

2. Edit du 28 mai 1664, art. 12 ; Edit de juin 1669, etc.

tait-elle, comme dans la pratique des compagnies anglaises et hollandaises, d'une simple déclaration de transfert sur les registres de l'établissement débiteur? A cette question une réponse précise est absolument impossible. Nous savons bien que les compagnies avaient des registres des actions des intéressés ou des tableaux des actionnaires. Il est certain que les transmissions qui s'opéraient dans les actions, et le changement du personnel des actionnaires qui en résultait, devaient être portés à la connaissance de la Compagnie. Mais quel était l'effet exact de l'inscription de l'actionnaire sur les livres de la société, voilà ce sur quoi négligent de nous renseigner les actes du pouvoir exécutif portant homologation des statuts des diverses compagnies. Et nous devons croire qu'à cet égard, il n'y avait pas de règle bien fixe. Savary, qui était le contemporain des événements que nous cherchons à reconstituer, avoue lui-même qu'« il n'est pas si facile de parler du commerce des actions de la Compagnie française que du négoce des actions des compagnies hollandaises, rien dans celles-ci ne se faisant qu'avec beaucoup de règle et une exacte police, et tout dans l'autre ayant d'abord été conduit par une espèce de fureur qui semblait s'être emparée de tous les esprits des particuliers, que toute la prudence des directeurs a été longtemps à pouvoir modérer » (1).

1. *Dictionnaire universel du commerce*, v. Action.

Cependant, nous savons, par les Lettres patentes du 28 mai 1716 contenant règlement de la Banque Générale de Law, que les 1.200 actions de 1.000 écus chacune, composant le fonds de la Banque, étaient aliénables par voie d'inscription sur le registre, et que le vendeur, qui payait un écu de banque pour chaque action qui sera transportée, signait sur le livre à ce destiné la vente ou le transport (1).

Ce système, d'après lequel c'était bien le transfert sur les registres qui opérait la mutation, était-il la consécration d'un état de choses préexistant, ou constituait-il chez nous une innovation résultant de l'étude du mécanisme financier des compagnies anglaises et hollandaises, que Law avait vu lui-même fonctionner, et dont il nous aurait proposé l'imitation ? C'est un point qu'il est assez difficile d'éclaircir.

Quoi qu'il en soit, la Banque Générale est la seule à propos de laquelle nous soyons en mesure de donner à l'égard du mode de transfert un renseignement quelque peu précis, et d'ailleurs le système qu'elle appliquait ne devait pas avoir en France une longue durée, ni rencontrer d'imitateurs. Enhardi par le succès qu'avait rencontré sa Banque, Law rêva de se mettre à la tête d'une compagnie unique, produit de la fusion des diverses com-

1. V. le texte des lettres aux Arch. nat., AD: IX, 78, et en particulier l'art. 14.

pagnies privilégiées qui alors végétaient et s'endettaient de plus en plus. Sa proposition fut agréée par des lettres patentes en forme d'Edit du mois d'août 1717, et Law fut placé à la tête d'une vaste société qui, sous le nom de Compagnie d'Occident, comprenait les privilèges des Compagnies du Mississipi, du Canada, du Sénégal et de Guinée. Le capital de cette société fut divisé en 200.000 actions de 500 livres chacune, et la forme au porteur leur fut assignée. Au mois de mai 1719, la Compagnie d'Occident absorba les privilèges des Compagnies des Indes Occidentales et de la Chine, et prit le nom de Compagnie des Indes, qu'elle conserva jusqu'à sa chute, au mois d'août 1769. Les autres compagnies, encore en exercice, fusionnèrent rapidement à leur tour, et à la fin de l'année 1720, il n'existait plus qu'une seule grande compagnie privilégiée : la Compagnie des Indes.

Or, les actions de la Compagnie d'Occident, comme celles de la Compagnie des Indes, furent au porteur, avec déclaration dans les statuts qu'elles étaient « regardées comme marchandises, et, en cette qualité, pourraient être vendues, achetées et négociées, ainsi que bon semblera aux propriétaires » (art. 32). L'article 33 des lettres patentes du mois d'août 1717 disait formellement : « Les billets desdites actions seront payables au porteur ». L'article 11 de l'édit de décembre 1717 autorisait bien

les actionnaires à avoir leurs actions en compte sur les livres de la Compagnie, et lorsqu'ils voulaient en disposer, les directeurs devaient veiller à ce que l'action vendue fut portée au compte du nouvel actionnaire. Mais elles n'étaient pas pour cela des actions nominatives, et l'article 12 ajoute aussitôt que la faculté de mettre les actions en compte sur les registres « ne change pas la nature de ces actions, payables au porteur » (1).

De même, les actions de la Compagnie des Indes étaient au porteur. Un arrêt du Conseil du 29 septembre 1723 « pour prévenir les vols et autres accidents qui peuvent arriver dans les maisons particulières », règle plus minutieusement le système des actions en compte de 1717, par la création des certificats de dépôt et l'ouverture au profit de chaque actionnaire d'un compte « pour porter à son crédit les actions qu'il aura déposées, et, à son débit, celles qu'il retirera ou désirera céder ou transporter à d'autres particuliers..... auxquels particuliers, nouveaux acquéreurs, sera pareillement ouvert un compte en débit et en crédit ». Ce n'était pas un transfert qu'on opérait, mais, par ce moyen, on donnait aux intéressés la possibilité de faire passer leurs actions en d'autres mains « par virement de partie, sans les déplacer », comme dit

1. Arch. nat., AD. IX, 384.

l'arrêt. Les titres étaient toujours bien des titres au porteur qui se négociaient « ainsi et de la même manière que les marchandises » (arrêt du Conseil du 26 février 1726) (1).

De même, les quelques rares sociétés par actions qui se formèrent à une époque contemporaine de l'effondrement de la Compagnie des Indes et du système de Law, adoptèrent la forme au porteur. Telle la Caisse d'escompte, créée par arrêt du Conseil du 1^{er} janvier 1767, dont l'article 19 porte que les 60.000 actions au capital de 1.000 livres chacune seront au porteur. Telle encore la nouvelle Caisse d'escompte, établie par arrêt du Conseil du 24 mars 1776, après suppression de la première à la date du 1^{er} février 1769, ainsi qu'en fait foi le modèle du talon joint à l'arrêt (2). Citons enfin comme adoptant toujours la forme au porteur la nouvelle Compagnie des Indes autorisée par l'arrêt du Conseil du 14 avril 1785, et dont les statuts furent homologués par arrêt du 29 juin de la même année (3).

De tout ceci nous pouvons conclure que les actions nominatives ont complètement disparu de la pratique des sociétés du dix-huitième siècle. Leur développement a été arrêté par la substitution absolu-

1. Arrêts de 1723 et 1726 aux Archives nat., AD. IX, 385. Voir aussi arrêt du 27 août 1730 (*eod. loco*).

2. V. ces deux arrêts aux Arch. nat., AD. IX, 81.

3. Arch. nat., AD. IX, 385.

ment générale du titre au porteur, dont la forme avait fini par être considérée comme inhérente aux actions de société. Dès 1734 déjà, Melon, le disciple de Law, comparant le placement en rentes et le placement en titres de sociétés, disait : « L'action, n'étant sujette à aucune formalité, est plus circulante », tandis que les titres de rente ont d'autres avantages : « ils ne sont point sujets au vol et on ne peut s'en défaire de la main à la main » (1). Melon oppose ainsi nettement le titre nominatif de rente et le titre au porteur d'action, n'indiquant pas que l'action pût être autrement qu'au porteur.

Au témoignage des économistes on peut joindre celui des jurisconsultes. Ferrière ne souffle pas mot davantage des actions nominatives. Il ne parle que des actions de la Compagnie des Indes qui sont, dit-il, « payables au porteur et peuvent se négocier de la main à la main » (2).

Il est d'ailleurs aisé de se rendre compte de la raison pour laquelle la pratique ne connaissait plus le titre nominatif d'action. Sous l'inspiration de Law, le titre au porteur, qui l'avait supplanté, s'était fait admettre à la faveur des facilités plus grandes qu'il offrait à la spéculation, dont la fièvre semblait avoir envahi tous les esprits, et s'il présentait, à cause de sa nature corporelle, des dangers de perte

1. *Essai sur le commerce*, chapitre des Compagnies exclusives.

2. *Dictionnaire de droit et de pratique*, v. Action.

et de vol qui le mettaient dans un état d'infériorité notable, à ce point de vue, au regard de son prédécesseur historique, une pratique s'était introduite qui avait rendu inutile la résurrection de ce dernier : c'était le système, que nous avons signalé, des actions en compte. Par ce moyen, on conservait au titre au porteur, dont la nature n'avait pas été altérée, tous ses avantages de chose corporelle, et en même temps on remédiait aux inconvénients résultant du danger de la dépossession involontaire du titre, dont l'éventualité aurait privé les titulaires de la possibilité de faire valoir leur qualité d'actionnaires que la représentation du titre devait justifier : par le dépôt effectué dans les bureaux de la compagnie, le titre au porteur était mis à l'abri des risques de perte, de vol, d'incendie qu'il aurait courus aux mains de son propriétaire.

Sur un répertoire *ad hoc*, tenu par le fonctionnaire de l'établissement chargé de recevoir les dépôts, est ouvert, au profit de chaque actionnaire déposant, un compte par débit et crédit des actions déposées. Si l'actionnaire désire céder une ou plusieurs de ses actions, c'est la société elle-même qui opérera la mutation de propriété, la tradition étant remplacée par un simple jeu d'écritures : l'action transportée sera inscrite au débit de l'aliénateur et au crédit de l'acquéreur ; la transmission se sera ainsi réalisée sans déplacement et sans frais, par virement de partie.

Ce moyen de dépossession de l'aliénateur et de mise en possession de l'acquéreur fait ressembler assez aux formes du transfert des titres nominatifs le mécanisme de la transmission des titres au porteur déposés, en compte au nom du titulaire. La constatation de cette ressemblance mérite d'autant plus d'être ici relevée qu'elle peut servir d'antécédent historique à l'explication qu'on a cherché à fournir, de nos jours, du titre nominatif, qui ne serait au fond qu'un titre au porteur déposé, et comme tel objet corporel soumis à l'application de la règle tutélaire de l'article 2279, C. civ.

La plupart des sociétés françaises actuelles, les compagnies de chemin de fer en particulier, n'émettent que des titres au porteur. Si les souscripteurs veulent des titres nominatifs, ils doivent déposer leurs titres au porteur à la compagnie qui en prend la garde, contre remise d'un certificat nominatif, de forme semblable au simple récépissé de dépôt. Le transfert de ces titres, dits nominatifs, n'existe pas : il est remplacé, comme pour les actions au porteur déposées du XVIII^e siècle, par un retrait du dépôt fait par le vendeur suivi d'un nouveau dépôt au compte de l'acheteur (1).

1. Voir sur cette pratique et son explication doctrinale : Buchère, *Journ. des val. mob.*, 1882, p. 4 et s.; Badon-Pascal, *Traité des oblig. de chemins de fer*, p. 6 et 138 et s.; Lévy-Ullmann, *Essai sur les titres nominatifs*, n^{os} 27 et s.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Le titre nominatif à Rome.

CHAP. Ier. — Inexistence du titre d'emprunt d'Etat	13
CHAP. II. — L'esclavage ajourne la formation des grandes sociétés	17
CHAP. III. — De l'organisation des sociétés de Publicains et spécialement du caractè- re des <i>Partes</i>	20
CHAP. IV. — Transmission des <i>Partes</i>	38
CHAP. V. — Mode de division des <i>Partes</i>	69
CHAP. VI. — Diffusion des <i>Partes</i> dans la Société romaine	73

DEUXIÈME PARTIE

Le titre nominatif dans l'ancien droit français.

CHAP. Ier. — Les emprunts royaux avant Fran- çois Ier.	86
---	----

CHAP. II. — Inauguration du système des rentes sur l'Hôtel de Ville	94
CHAP. III. — Constitution et transmission notariées des rentes	103
CHAP. IV. — De la garantie des rentes. . . , .	113
CHAP. V. — Signification des cessions et immatriculation.	126
CHAP. VI. — Système des lettres de ratification. .	141
CHAP. VII. — De la Reconstitution	167
CHAP. VIII. — Fonction nouvelle des quittances de finance.	189
CHAP. IX. Rôle nouveau des immatricules . .	199
CHAP. X. — Du titre nominatif d'action dans les sociétés	204

VU :

Le Président de la thèse,
CH. MASSIGLI.

VU :

Le Doyen,
GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

